

**T.C.
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
KAMU HUKUKU ANABİLİM DALI**

Hazar'ın Hukuki Statüsü Sorunu

YÜKSEK LİSANS TEZİ

İlgar BABAYEV

Tez Danışmanı: Prof. Dr. Akif Emre ÖKTEM

NİSAN 2015

ÖNSÖZ

Öncelikle, tez çalışmamda bana yol gösteren ve yönlendiren tez danışmanım Prof. Dr. Akif Emre Öktem'e şükranlarımı sunarım.

Türkiye'nin sayılı eğitim kurumlarından olan Galatasaray Üniversitesi'nde rahat bir şekilde eğit almamı sağlayan, maddi ve manevi destekte bulunan T.C. Başbakanlık Yurt Dışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı'na da minnettarlığımı sunmayı kendime bir borç olarak görüyorum.

Son olarak da, hayatım boyunca desteklerini hissettiğim aileme, daima mutluluğum için çalışan annem Püste Babayeva'ya, babam Süleyman Babayev'e ve ablalarım Nigar Babayeva ve Mehseti Babayeva'ya şükranlık duygularımı bildiririm.

İlgar BABAYEV

İstanbul, 2015

İÇİNDEKİLER

ÖNSÖZ	ii
İÇİNDEKİLER	iii
KISALTMALAR.....	v
ŞEKİL LİSTESİ.....	vi
TABLO LİSTESİ.....	vii
RÉSUMÉ	viii
ABSTRACT.....	xiii
ÖZET	xviii
GİRİŞ	1
BİRİNCİ BÖLÜM: HAZAR’IN ÖZELLİKLERİ, ÖNEMİ VE HUKUKİ STATÜSÜ SORUNUNUN TARİHSEL GELİŞİMİ.....	3
1.1. Hazar’ın Coğrafi Özellikleri, Kaynakları ve Jeopolitik Önemi	3
1.2. Hazar’ın Hukuki Statü Sorunun Gelişim Tarihi.....	10
1.2.1. SSCB Öncesi Dönem	11
1.2.2. SSCB Dönemi	13
1.2.3. SSCB’nin Yıkılmasından Sonraki Dönem.....	15
İKİNCİ BÖLÜM: HAZAR’IN STATÜSÜ KONUSUNDA KIYI DEVLETLERİNİN TUTUMLARI VE ARGÜMANLARI.....	23
2.1. Rusya	23
2.2. Azerbaycan	27
Azerbaycan ve Türkmenistan Arasındaki Anlaşmazlık	30
2.3. Kazakistan.....	32
2.4. Türkmenistan	34
2.5. İran	37
ÜÇÜNCÜ BÖLÜM: HUKUK YÖNÜNDEN MESELENİN DEĞERLENDİRİLMESİ	40
3.1. Teorik görüşler.....	40
3.1.1. Kapalı Deniz Görüşü.....	41
3.1.2. Sınır Gölü Görüşü	43

3.1.3.	Kendine Özgü Olduğu Görüşü.....	45
3.2.	Hazar'ın Sınırlandırılması Yöntemleri.....	47
3.2.1.	Condominium	47
3.2.2.	Sektörel Bölünme.....	49
3.2.3.	Deniz Dibinin Bölünmesi, Su Kitlesi ve Su Yüzeyinin Ortak Kullanılması..	52
3.3.	Hazar'ın Hukuki Statüsünün Belirlenmesi için Çözüm Yolları.....	53
3.3.1.	Hazar'a ilişkin Daha Önce Yapılmış Anlaşmalar ve Uygulama.....	53
3.3.2.	Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin Uygulanması	60
3.3.3.	Mahkeme ve Tahkim Yolu	64
3.4.	Bağımsızlık Döneminde Hazar'ın Statüsüyle İlgili Kıyı Devletleri Arasında İmzalanan Anlaşmalar	81
SONUÇ		85
KAYNAKÇA.....		88

KISALTMALAR

BDT	: Bağımsız Devletler Topluluğu
BM	: Birleşmiş Milletler
ed.	: editor
der.	: derleyen
FIR	: Flight Information Region
IJC	: International Justice Court
km	: kilometre
km²	: kilometre kare
m	: metre
m.	: madde
No.	: number
p.	: paragraph
s.	: sayfa
sm	: santimetre
SSCB	: Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği
UAD	: Uluslararası Adalet Divanı
vb.	: ve benzerleri
Vol.	: volume

ŞEKİL LİSTESİ

Şekil 3.1. Hazar Denizi'nin Condominium Yöntemiyle Sınırlandırılması.....	48
Şekil 3.2. Hazar Denizi'nin Orta Hat Yöntemiyle Sınırlandırılması	50
Şekil 3.3. SSCB ve İran arasında Hazar Denizi'nin Sınırlandırılması	56

TABLO LİSTESİ

Tablo 1.1. Hazar Kıyısı Ülkelerinin Hazar Denizi'nde Olan Petrol ve Doğal Gaz Rezervleri	7
---	---

RÉSUMÉ

Bien que le problème de statut juridique de la mer Caspienne est basée sur des raisons politiques, la dimension juridique de la question est également importante. Car, les pays de la Caspienne adoptent des différentes approches à ce sujet tentent d'établir leurs revendications légalement. La nécessité d'une solution juridique du problème est acceptée par tous ainsi.

La mer Caspienne pour laquelle de nombreux projets d'énergie sont planifiés et exécutés est aujourd'hui l'une des alternatives qui peuvent fournir une solution à la sécurité d'approvisionnement en énergie, qui est considérée par l'Ouest comme égal à la sécurité nationale. La région a également la particularité d'être une voie de transport alternative pour importation d'énergie des pays occidentaux ce qui peut diminuer la dépendance à la Russie. À cet égard, la solution du problème de statut juridique de la mer Caspienne est importante non seulement pour les pays de la mer Caspienne, mais aussi pour les autres pays de la région et pour les pays occidentaux.

Dans cette étude, nous avons essayé d'étudier le problème de statut juridique de la mer Caspienne objectivement et d'examiner les raisons du problème, la pratique historique et moderne à ce sujet, les moyens et les méthodes de la solution de la question possibles et les efforts déployés pour résoudre le problème jusqu'aujourd'hui.

En recherchant le sujet, il devient clair que le premier document officiel concernant le régime juridique de la mer Caspienne est le traité de Recht qui a été signé en 13 février 1729 entre la Russie et l'Iran. Ensuite, ces sont le traité de Gulistan signé le 12 octobre en 1813 et le traité de Turkmanchaï signé le 22 Février 1828 par les mêmes Etats qui poursuit ledit traité. Selon ces traités les navires marchands des deux Etats pourraient naviguer dans la mer Caspienne librement, mais c'est seulement la Russie pourrait garder la marine ici.

Selon le traité d'amitié de Moscou signé le 26 Février 1921 entre la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) et le Royaume d'Iran, les traités perméables perdent vigueur et les parties ont obtenu l'égalité des droits pour la

navigation commerciale et de la marine à la mer Caspienne. Le 27 Août 1935 le Traité sur le commerce et la navigation a été signé entre la RSFSR et l'Iran. Par ce traité le droit égal à la navigation pour les deux côtés et a créé la zone de pêche exclusive avec largeur de 10 miles a été reconnu.

Le traité de Téhéran du 25 mars 1940 a remplacé le traité du 27 Août, 1935 et surtout répété ses articles. Ce traité a réaffirmé le droit pour la navigation et la zone de pêche 10-mile pour les deux côtés.

L'expression de la mer Caspienne est "le lac Soviétique-Iranien" a été utilisé d'abord dans l'échange de notes concernant Port pahlavi le 1 octobre 1927 et de nouveau tenu une place dans les traités de 1935 et 1940. Ensuite, la Russie et l'Iran ont affirmé cette expression crée le régime de la copropriété dans la mer Caspienne.

Le 17 août 1964 le Traité Aéronautique de Communication a été signé à Téhéran entre l'URSS et l'Iran. Selon ce traité la ligne droite des deux pays, c'est-à-dire, Astara (Azerbaïdjan) et Hasan Khuli (Turkménistan) a été acceptée comme frontière pour la région d'information de vol. C'est un point de savoir si cette ligne pourrait être acceptée comme la frontière réelle ou pas théorique.

En 1970, l'URSS a divisé le nord de la mer Caspienne aux régions économiques entre l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan, selon le principe de la ligne médiane. Selon cette division les côtes des îles près de la partie continentale ont été assumées comme la base.

Généralement, deux grands principes sortent des traités de l'Union soviétique: a) Le principe de l'égalité dans l'utilisation de la mer Caspienne; b) L'être fermé de la mer Caspienne pour les Etats non-côtières.

Après la dissolution de l'Union soviétique, il n'y avait pas de problème concernant le statut de la mer Caspienne jusqu'en 1994, parce que les nouveaux Etats étaient occupés avec leurs difficultés. Après les contrats de l'Azerbaïdjan avec les compagnies occidentales le 20 septembre en 1994 à propos de production de pétrole dans les réservoirs Chirag et Guneshli, la Russie a évoqué le problème de statut juridique de la mer Caspienne. La Russie fait une demande aux Nations Unies et a demandé la mise sur l'agenda le problème de régime juridique de la mer Caspienne à

la session d'hiver de l'Assemblée générale de l'ONU. Après cette date le problème du statut juridique de la mer Caspienne est devenu international.

Presque la totalité de la doctrine sur le problème de statut juridique de la mer Caspienne est principalement liée aux approches de la « mer fermée » ou la thèse « du lac internationale ». Selon la troisième approche, la mer Caspienne est un « bassin spécial » et il n'est pas possible de mettre en œuvre les principes du droit maritime ou les règles concernant les lacs internationaux uniquement lors de la détermination du statut juridique de celui-ci.

Trois méthodes sont suggérées à propos de la délimitation de la mer Caspienne:

- 1) Condominiums;
- 2) Diviser en secteurs;
- 3) L'eau commune, divisée fond de la mer.

Condominium signifie l'exercice de l'autorité sur un territoire par deux ou plusieurs Etats également. Bien qu'il y a quelques échantillons liés à la copropriété continental, mais il n'y a qu'un exemple lié à copropriété dans des mers fermées ou semi-fermées: le golfe de Fonseca entre El Salvador, le Honduras et le Nicaragua. Après être apparu le problème de statut juridique de la mer Caspienne, il y avait des offres liées à la copropriété, mais aucun d'entre eux n'a pas été acceptée par les tous les États riverains.

Une des méthodes de la délimitation de la mer Caspienne est de la diviser en secteurs nationaux entre les États côtiers. Cette méthode de délimitation semble plus approprié et juridique. Mais l'autre question est de savoir comment diviser. Malgré que les Etats soient libres à choisir une façon par accord, mais en général dans telles situations la méthode "ligne médiane" est utilisé. Par exemple, les Grands Lacs d'Amérique du Nord a été délimité selon ce principe en 1783. Les autres exemples sont le lac Victoria (Kenya, Tanzanie, Ouganda), le lac Malawi (Malawi, Mozambique), le lac Léman (France, Suisse), le lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun), etc.

La troisième méthode c'est "l'eau commune, divisée fond de la mer" méthode. Il convient de noter qu'à l'heure actuelle dans la partie nord de la mer Caspienne

cette méthode est mise en pratique. Tout d'abord, c'est la Russie qui a fait cette offre. Après des négociations, selon les accords bilatéraux en 1998 entre la Russie et le Kazakhstan, en 2001 entre l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, en 2002 entre la Russie et l'Azerbaïdjan, enfin, en 2003, par l'accord tripartite signé par tous les trois pays, la mise en œuvre de cette méthode dans la partie nord de la mer Caspienne a été convenue.

Les méthodes suivantes sont proposées pour résoudre le problème de la mer Caspienne selon les principes de droit international:

- 1) Prendre en compte les traités et la pratique liée au statut juridique de la mer Caspienne jusqu'à présent;
- 2) Mettre en œuvre la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982;
- 3) Plainte devant la Cour internationale de la justice ou l'arbitrage.

Malgré l'existence de ces moyens cités au-dessus, la méthode la plus appropriée et réaliste c'est de mettre un accord commun par les Etats côtiers. À cet égard, Guive Mirfendereski déclare: "si la mer ou d'un lac, c'est à cinq Etats riverains de la Caspienne à négocier leurs frontières respectives sur l'eau". On peut dire que les étapes importantes ont été prises. Les accords suivants ont été signés depuis apparition du problème de statut juridique de la mer Caspienne:

- L'Accord sur la délimitation des fonds marins de la partie nord de la mer Caspienne entre la Fédération de Russie et la République du Kazakhstan, le 6 Juillet 1998 et le protocole du 13 mai 2002;
- L'Accord sur la délimitation des fonds marins de la de la mer Caspienne entre la République d'Azerbaïdjan et la République du Kazakhstan, Novembre 29, 2001 et le protocole du 27 Février, 2003
- L'Accord sur la délimitation des fonds marins de la de la mer Caspienne entre la République d'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie, le 23 Septembre., 2002

- L'Accord sur la délimitation des sections adjacentes de la mer Caspienne entre la République d'Azerbaïdjan, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie, le 14 mai 2003.

Dans ces accords, la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan ont accepté la répartition des fonds marins de la mer Caspienne selon le principe de la ligne médiane et en laissant la surface à l'usage commun. Il devient clair, ces États ont convenu librement production de pétrole et de gaz naturel dans leurs propres zones. Les accords ont également établi la zone nationale 12-mile et zone de pêche 10-mile pour chaque Etat.

L'Iran et le Turkménistan restent loin de cet établissement en ce moment. Turkménistan confirme les principes généraux, mais il n'y a pas une réconciliation avec l'Azerbaïdjan à propos de la frontière. Les riches gisements d'hydrocarbures entre les deux pays font le conflit plus tortueux. L'Iran est en désaccord au sujet de la répartition des fonds marins. L'Iran défend que les fonds marins doivent être répartis entre les États riverains également 20 % pour chaque Etat.

Notre recherche a approuvé de nouveau que le problème de la mer Caspienne est un problème plus politique que d'un problème juridique. Il n'y aura pas un obstacle juridique sérieux, si le problème est résolu dans l'arène politique. Les accords bilatéral et tripartite entre les pays du Nord de la mer Caspienne, la Russie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan prouvent également ce fait. Ces accords indiquent également que le problème de la mer Caspienne n'est pas resté statique après avoir comparu. Il est possible d'évaluer ces accords comme des grandes étapes dans la solution du problème.

Le processus de solution du problème de statut juridique de la mer Caspienne continue encore. Les présidents, les ministres des affaires étrangères et les Délégués des Ministres des affaires étrangères des pays riverains se réunissent régulièrement. La dernière réunion a eu lieu entre les présidents des Etats Caspienne dans la ville Astrakhan en Russie en septembre 2014. Après la réunion au sommet, le ministre adjoint des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan Khalaf Khalafov a déclaré que cette conférence est la plus productive parmi les réunions jusque-là et il est possible que le problème sera entièrement résolu dans la prochaine réunion au sommet au Kazakhstan en 2016.

ABSTRACT

Although the legal status problem of Caspian Sea is based on political reasons, the legal dimension of the issue is also important. Because the Caspian countries taking different approaches to the topic try to establish their claims legally. The necessity of legal solution of the problem is accepted by everyone as well.

The Caspian Sea for which many energy projects are being planned and executed is today one of alternatives that can provide solution to energy supply security which is considered by West as equal to national security.

For energy import of the western countries the region also has the feature of being an alternative transportation route that can decrease the dependency to Russia. In this respect the solution of the legal status problem of the Caspian Sea is important not only for the Caspian states, but also for the other countries of the region and the western countries.

In this study we tried to research the legal status problem of the Caspian Sea objectively and to examine the reasons of the problem, the historical and modern practice about it, the possible ways and methods of the solution of the issue and the efforts made to solve the problem so far.

Researching the topic it becomes clear that the first official document related to the legal regime of the Caspian Sea is the Resht Treaty which was signed on the 13th February in 1729 between Russia and Iran. Afterwards the Gulustan Treaty was signed on the 12th of October in 1813 and the Turkmenchay Treaty on February 22, 1828 by the same states. According to these treaties the merchant ships of the both states could navigate in the Caspian Sea freely, but only Russia could keep the navy here.

According to the treaty of Moscow signed between the Russian Soviet Federative Socialist Republic and the Kingdom of Iran on February 26, 1921, the pervious treaties lost force and the both states got equal rights for commercial navigation and keeping navy in the Caspian Sea.

On the 27th of August in 1935 the Treaty on Commerce and Navigation was signed between the USSR and Iran. This treaty acknowledged the equal right for

navigation for the both sides and created the exclusive fishing zone with width of 10 miles.

The Tehran Treaty of March 25, 1940 replaced the treaty of August 27, 1935 and mostly repeated its articles. The treaty reaffirmed the right for navigation and the 10-mile fishing zone for the both states.

The statement of “the Caspian Sea is Soviet-Iran inner basin” was used firstly in the exchange of notes concerning Port Pehlevi on October 1, 1927 and again held a place in the treaties of 1935 and 1940. Afterwards Russia and Iran claimed this statement created the condominium regime in the Caspian Sea.

On the 17th of August in 1964 the Aviation Communication Treaty was signed in Tehran by USSR and Iran. According to this treaty the straight line between Astara (Azerbaijan) and Hasan Khuli (Turkmenistan) was accepted as border for the Flight Information Region. It is a moot point whether this line could be accepted as the real border or not.

In 1970 the USSR sectionalized the north part of the Caspian Sea among Azerbaijan, Kazakhstan, Russia and Turkmenistan according to the median line principle. In this sectionalization the coasts of the islands near mainland were assumed as a basis.

Generally, two main principles come out from the Soviet Union treaties: a) the equality principle in the use of the Caspian Sea; b) the being closed of the Caspian Sea for the non-costal states.

After the dissolution of the Soviet Union there was not any problem related to the status of the Caspian Sea until 1994, because the new states were busy with their difficulties. After the contracting of Azerbaijan with the western companies on the 20th of September in 1994 about oil-production in the Chirag and Guneshli reservoirs, Russia brought forward the legal status problem of the Caspian Sea. Russia applied the United Nations and demanded putting on the agenda of the legal regime problem of the Caspian Sea in the winter session of the General Assembly of the UN. Since that date the legal status problem of the Caspian Sea came into question as an international problem.

In the doctrine the approaches to the legal status problem of the Caspian Sea are mostly related to the “enclosed sea” or the “international lake” thesis. According to the third approach, the Caspian Sea is a “special basin” and it is not possible to implement the principles of the marine law or the rules about international lakes solely while determining the legal status of it.

Three methods are suggested about the delimitation of the Caspian Sea:

- 1) Condominium;
- 2) Dividing into sectors;
- 3) Common water, divided sea floor.

Condominium is exercising authority over one territory by two or more states equally. There are a few samples related to continental condominium, but there is only one example related to condominium in enclosed or semi-enclosed seas: the Gulf of Fonseca among El Salvador, Honduras and Nicaragua. After appearing the legal status problem of the Caspian Sea, there were some offers related to condominium, but none of them was not accepted by the all littoral states.

One of the methods of the delimitation of the Caspian Sea is to divide it into national sectors among the coastal states. This method seems more suitable and legal. But the other question is how to divide it. The states might choose any way by agreement, but generally in such situations the “median line” method is used. For example, the Great Lakes of North America was delimited according to this principle in 1783. The other samples are Lake Victoria (Kenya, Tanzania, Uganda), Lake Malawi (Malawi, Mozambique), Lake Geneva (France, Switzerland), Lake Chad (Nigeria, Niger, Chad, Cameroon) etc.

The third method is the “common water, divided sea floor” method. At the moment in the north part of the Caspian Sea this method is put into practice. Firstly Russia made this offer. After negotiations, in 1998 Russia and Kazakhstan, in 2001 Azerbaijan and Kazakhstan, in 2002 Russia and Azerbaijan, finally in 2003 the three states signed an agreement related to the implementation of this method in the north part of the Caspian Sea.

The following ways are suggested to solve the status problem of the Caspian Sea within the principles of the international law:

- 1) To take into account the hitherto treaties and practice related to the legal status of the Caspian Sea;
- 2) To implement the United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982;
- 3) To apply the International Justice Court or arbitration.

Although the existence of these ways, the most suitable and realistic method is compromising of the coastal states and to sign a common agreement. In this respect, Guive Mirfendereski states: “whether sea or lake, it is up to the five Caspian littoral states to negotiate their respective boundaries on the water”. The important steps have been taken connected with it by now. The following agreements have been signed since appearing of the legal status problem of the Caspian Sea:

- The Agreement on the Delimitation of the Seabed of the Northern Part of the Caspian Sea between the Russian Federation and the Republic of Kazakhstan, July 6, 1998 and the Protocol of May 13, 2002;
- The Agreement on the Delimitation of the Seabed of the Caspian Sea between the Republic of Azerbaijan and the Republic of Kazakhstan, November 29, 2001 and the Protocol of February 27, 2003
- The Agreement on the Delimitation of the Seabed of the Caspian Sea between the Republic of Azerbaijan and the Russian Federation, September 23, 2002.
- The Agreement on the Delimitation of Adjacent Sections of the Caspian Sea among the Republic of Azerbaijan, the Republic of Kazakhstan and the Russian Federation, May 14, 2003.

Within these agreements, Russia, Azerbaijan and Kazakhstan accepted the division of the seabed of the Caspian Sea according to the median line principle and leaving the surface to common use. It gets clear, these states agreed on freely oil and natural gas production in their own zones. The agreements also established 12-mile national zone and 10-mile fishing zone for each states.

At the moment Iran and Turkmenistan stand away from this accommodation. Turkmenistan confirms the general principles but there is a disagreement with Azerbaijan about the border. The rich hydrocarbon reservoirs between these two countries make the conflict more tortuous. Iran disagrees about the division of the

seabed. Iran claims that the seabed should be divided among the littoral states equally.

Our research approved that again the status problem of the Caspian Sea is more political problem than a legal problem. There will be not a serious legal obstacle, if the problem is solved in the political arena. The agreements among Russia, Azerbaijan and Kazakhstan also prove this fact. These agreement also indicate that the status problem of the Caspian Sea did not remain static after appearing of it. It is possible to value these agreements as great steps in the solution of the problem.

The solution process of the legal status problem of the Caspian Sea still continues. The presidents, the ministers of foreign affairs and the deputies ministers of foreign affairs of the littoral states hold meetings regularly. The last meeting was held among the presidents of the states in the Astrahan city of Russia in September of 2014. After the summit meeting, the Deputy Minister of Foreign Affairs of the Azerbaijan Republic Khalaf Khalafov stated that this conference is the most productive one among the meetings hitherto and it is possible that the problem will be solved completely in the next summit meeting in Kazakhstan in 2016.

ÖZET

Hazar'ın hukuki statüsü sorunu politik sebeplere dayanmakla birlikte, meselenin hukuki boyutu da büyük önem arz etmektedir. Zira konuya farklı açılardan yaklaşan ve farklı tezleri savunan Hazar devletleri kendi iddialarını hukuki açıdan temellendirmeye çalışmaktadır. Sorunun çözümünün hukuka uygun bir şekilde gerçekleştirilmesi gerektiği ise her kes tarafından kabul görmektedir.

Hazar Denizi burada yerleşen büyük hidrokarbon yatakları sebebinden bugün için birçok enerji projesinin planlandığı ve yürütüldüğü, Batı'nın ulusal güvenlikle eş değer tuttuğu enerji arz güvenliği meselesine çözüm sağlayabilecek alternatiflerden birisidir. Bölge, aynı zamanda Batı'nın enerji ithalatında Rusya'ya olan aşırı bağımlılığı azaltabilecek alternatif nakil güzergahı özelliğine de sahiptir. Bu bakımdan Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorununun çözümü sadece Hazar kıyısında yerleşen devletler için değil, bölgenin diğer devletleriyle birlikte, Batı devletleri için de önem taşımaktadır.

Biz bu çalışmamızda Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorununu objektif bir şekilde araştırmaya, sorununun nelerden kaynaklandığını, bununla ilgili tarihte ve günümüzde uygulamanın nasıl olduğunu, meselenin çözümü için hangi yolların ve yöntemlerin bulunduğunu ve problemin halledilmesiyle ilgili olarak bu güne kadar atılmış olan adımları incelemeye çalıştık.

Konuyu araştırdığımızda, Hazar'ın hukuki rejimine ilişkin ilk resmi belgenin Rus Çarlığı ve İran Şahlığı arasında 13 Şubat 1729 tarihinde imzalanan Reşt Anlaşması olduğunu görmekteyiz. Bu anlaşmayı yine aynı devletler tarafından 12 Ekim 1813 tarihinde imzalanan Gülistan Anlaşması ve 22 Şubat 1828'de imzalanmış olan Türkmençay Anlaşması izlemektedir. Bu anlaşmalarla Hazar'da tarafların ticaret ve seyrüsefer özgürlüğü düzenlenmiş ve sadece Rus savaş gemilerinin yüzebileceği belirlenmiştir.

Rusya Sovyet Federatif Sosyalist Cumhuriyeti ile İran Şahlığı arasında 26 Şubat 1921 tarihinde imzalanan Moskova Dostluk Anlaşması'na göre, önceki anlaşmalar yürürlükten kalkmış, Hazar'da tarafların ticaret ve askeri amaçlarla seyrüsefer hakkı eşit şartlar içerisinde kabul edilmiştir.

27 Ağustos 1935 tarihinde SSCB ile İran arasında Ticaret ve Seyrüsefer Temel Anlaşması imzalanmıştır. Bu anlaşmayla her iki taraf içi seyrüsefer özgürlüğü kabul edilmiş ve 10 mil genişliğinde bir münhasır balıkçılık bölgesi oluşturulmuştur.

25 Mart 1940 tarihli Tahran Anlaşması, 27 Ağustos 1935 Anlaşması'nın yerine geçmiş ve büyük ölçüde onun hükümlerini tekrarlamıştır. Anlaşmayla kıyı devletlerinin bayrağını taşıyan gemilerin seyrüsefer özgürlüğü ve 10 millik bölgede balıkçılık hakları teyit edilmiştir.

Sonradan Rusya ve İran tarafından Hazar'da condominium rejimi oluşturduğu iddia edilen Hazar'ın "Sovyet-İran gölü" olması ifadesi ise, ilk defa 1 Ekim 1927 tarihinde SSCB ve İran arasındaki Pehlevi Limanı'na ilişkin nota teatisinde kullanılmış, sonradan 1935 ve 1940 Anlaşmalarında da yer almıştır.

17 Ağustos 1964 yılında Tahran'da SSCB ve İran arasında Hava İletişimi Anlaşması imzalanmıştır. Bu anlaşmaya göre, o dönemde iki ülkenin kara sularının uç noktaları, yani Astara (Azerbaycan) ve Hasan Kuli (Türkmenistan) arasında düz bir çizgi çizilerek Hazar için FIR (Flight Information Region – Uçuş Bilgi Bölgesi) hattı belirlenmiştir. Bu hattın iki ülke arasında sınır anlamına gelebileceği meselesi ise tartışmalı bir konu olmuştur.

1970 yılında SSCB, Hazar'ın kuzeyini Azerbaycan, Kazakistan, Rusya ve Türkmenistan Sovyet Cumhuriyetleri arasında eşit uzaklık (orta hat) ilkesine göre iktisadi bölgelere ayırmıştır. Bu paylaşım sırasında eğer kıyı açıklarında adalar varsa, Hazar'a ilişkin sınırın belirlenmesinde o ada kıyıları esas alınmıştır.

Genel olarak baktığımızda ise, Sovyetler Birliği döneminde imzalanan anlaşmalar bakımından iki temel ilkenin kesin olarak ortaya çıktığı söylenebilir: a) Hazar'a giriş ve Hazar'dan yararlanmada eşitlik ilkesi; b) Hazar'ın kıyıdaş olmayan devletlere kapalı olduğu ilkesi.

Sovyetler Birliği dağıldıktan sonra yeni kurulan devletler kendi sorunları ile uğraştıkları için 1994 yılına kadar Hazar Denizi'nin statüsü ile ilgili bir sorun yaşanmamıştır. 20 Eylül 1994 tarihinde Azerbaycan'ın Çırag ve Güneşli yataklarından petrol çıkarılması ile ilgili Batı şirketleri ile anlaşma yapmasından sonra Rusya, Hazar Denizi'nin statüsü sorununu gündeme getirdi. Rusya aynı tarihte BM'ye baş vurarak BM Genel Kurulu'nun kış oturumunda Hazar'ın

hukuki rejimi sorununun gündemine alınmasını istedi. Bu tarihten itibaren Hazar Denizi'nin statüsü sorunu uluslararası bir sorun olarak gündeme geldi.

Hazar'ın hukuki statüsü konusunda mevcut öğretinin neredeyse tamamı, "kapalı deniz" ve "uluslararası göl" ("sınır gölü") ayırımına dayalı bir yaklaşım sergilemektedir. Bu iki yaklaşım dışında üçüncü bir görüş olarak ise, Hazar'ın "özel bir su havzası" olduğu ve statüsü belirlenirken tek başına deniz hukuku ilkelerinin ve uluslararası göllerin bölünmesindeki uygulamanın mümkün olmayacağı ileri sürülmektedir.

Hazar'ın sınırlandırılmasıyla ilgili olarak ise şu yöntemler ileri sürülmektedir:

- 1) Condominium;
- 2) Sektörel bölünme;
- 3) Deniz dibinin bölünmesi, su kitlesi ve su yüzeyinin ortak kullanılması.

Condominium, bir alan üzerinde iki veya daha çok devletin eşit ve birlikte egemen yetkiler kullanması durumunu ifade eder. Kara bazlı condominium'un birkaç örneği olmasına karşın, kapalı veya yarı kapalı su alanlarına ilişkin ortak yönetim düzenlemesi açısından yalnız bir örnek mevcuttur: El Salvador, Honduras ve Nikaragua arasındaki Fonseca Körfezi. Hazar'ın statü sorunu ortaya çıktıktan sonra, ortak kullanımla ilgili bazı teklifler ileri sürülmüşse de, bu tekliflerden hiç biri kıyı devletleri tarafından genel kabul görmemiştir.

Hazar'ın sınırlandırılması yöntemlerinden biri de, Hazar'ın beş kıyı devleti arasında bölünerek her bir kıyı devletinin tıpkı kendi kara alanındaki gibi egemen haklara sahip olmasıdır. Hazar'ın bu şekilde ulusal sektörlere bölünmesi daha geniş bir hukuksal geçerliliğe sahip görünmektedir. Ancak bölünmenin nasıl yapılacağı diğer bir sorundur. Devletler sınırlandırma ile ilgili olarak anlaşılarak istedikleri düzenlemeye gitmekte serbest olmalarına rağmen, pek çok anlaşmada bu gibi durumlarda orta hat (*median line*) ilkesinin uygulandığı görülmektedir. Örneğin, Büyük Kuzey Amerika Gölleri daha 1783 yılında orta hat ilkesine göre sınırlandırılmıştır. Bu konuda diğer örnekler ise şunlardır: Victoria Gölü (Kenya, Tanzania, Uganda), Malawi Gölü (Malawi, Mozambik), Cenevre Gölü (Fransa, İsviçre), Çad Gölü (Nijerya, Nijer, Çad, Kamerun) vb.

Üçüncü yöntem ise, deniz yatağının kıyı devletleri arasında bölünmesi, amma su kitlesi ve su yüzeyinin ortak kullanılması şeklindedir. Belirtelim ki, şu an Hazar'ın kuzey kısmında uygulanan sınırlandırma yöntemi de budur. Bu teklif ilk olarak Rusya'dan gelmiştir. Müzakereler sonrasında, 1998 yılında Rusya ve Kazakistan, 2001 yılında Azerbaycan ve Kazakistan, 2002 yılında Rusya ve Azerbaycan arasında bağlanan ikili, 2003 yılında ise her üç devlet arasında yapılan üçlü bir anlaşmayla Hazar'ın kuzeyinde bu yöntemin uygulanması karara bağlanmıştır.

Hazar'ın statüsü probleminin uluslararası hukuk ilkeleri çerçevesinde çözümü için aşağıdaki yolların önerildiğini görmekteyiz:

- 1) Hazar'a ilişkin bugüne kadar yapılan anlaşmalar ve yapılageliş kurallarının dikkate alınması;
- 2) En gelişmiş deniz hukuku kurallarını koyan 1982 Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin uygulanması;
- 3) Uluslararası Adalet Divanı'na veya tahkim yoluna baş vurulması.

Yukarıda zikredilen yollar mevcut olsa da, bu meselenin çözümü için en makul ve gerçekçi görünen yöntem kıyı devletlerinin kendi aralarında mutabakata vararak, Hazar'ın statüsüyle ilgili ortak bir anlaşma imzalamalarıdır. Guive Mirfendereski'nin söylediği gibi, Hazar bir deniz veya göl de olsa, su üstündeki sınırlarını belirlemek işi beş kıyı devletine kalmıştır. Bu konuda önemli adımlar atılmış olduğu söylenebilir. Hazar'ın statü sorunu meydana çıktıktan bu yana sorunun çözülmesiyle ilgili olarak şu anlaşmalar imzalanmıştır:

- 6 Temmuz 1998 tarihli Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Kuzey Kısmının Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma ve ona ek 13 Mayıs 2002 tarihli Protokol;
- 29 Kasım 2001 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Kazakistan Cumhuriyeti arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Bölünmesi Hakkında Anlaşma ve ona ek 27 Şubat 2003 tarihli Protokol;
- 23 Eylül 2002 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma;
- 14 Mayıs 2003 Azerbaycan Cumhuriyeti, Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırdış Bölgelerinin Ayırma Hatlarının Kesişme Noktası Hakkında Sözleşme.

Bu belgelerin imzalanmasıyla Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan Hazar'ın deniz yatağının orta hat ilkesine göre bölünmesini, su yüzeyi ve su kitlesinin ise ortak kullanıma bırakılmasını kabul etmiştir. Bu tarafların kendi bölgelerinde petrol ve doğalgaz yataklarını istedikleri gibi işletebilecekleri konusunda anlaşıklarını göstermektedir. Anlaşmalar her bir devlet için kendi kıyılarından 12 mil genişliğinde milli bölge ve 10 mil genişliğinde balıkçılık bölgesi de öngörmüştür.

Şu anda İran ve Türkmenistan bu uzlaşmadan kenarda kalmaktadır. Türkmenistan genel prensipte diğer ülkelerle anlaşmış olsa da, Azerbaycan'la deniz sınırının nereden geçeceğiyle ilgili ortak bir mutabakata varamamıştır. İki devlet arasında zengin hidrokarbon yataklarının bulunması sınır problemini daha da çetrefilli bir hale getirmiştir. İran ise, deniz yatağının taksimi konusunda diğer devletlerle fikir ayrılığına düşmüştür. İran deniz yatağının kıyı devletleri arasında eşit bölünmesi ve her bir devletin % 20 paya sahip olması gerektiğini savunmaktadır.

Araştırmamız Hazar'ın statü sorununun hukuki bir sorundan daha çok politik bir sorun olduğunu bir daha ortaya çıkarmaktadır. Sorunun politik alanda çözülmesi durumunda hukuki alanda çözülmesi için büyük bir engelin bulunmadığı görülmektedir. Nitekim Hazar'ın kuzeyinde bulunan Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan'ın kendi aralarında mutabakata vardıldıktan sonra imzaladıkları iki taraflı ve üç taraflı anlaşmalarla meseleyi kolayca çözmüş olmaları da bunu kanıtlamaktadır. Yapılan bu anlaşmalar hem de Hazar'ın hukuki statü sorununun meydana çıktığı zamandan bu yana statik kalmadığını da göstermektedir. Bu anlaşmalar sorunun çözümünde ileriye atılmış olan büyük adımlar olarak değerlendirilebilir.

Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorununun çözüm süreci hala devam etmektedir. Hazar Denizi kıyısında yerleşen devletlerin başkanlarının, dışişleri bakanlarının ve dışişleri bakan yardımcılarının konunun çözümüyle ilgili düzenli toplantıları gerçekleştirilmektedir. Son olarak 2014 yılının Eylül ayında Rusya'nın Astrahan kentinde Hazar devlet başkanlarının dördüncü zirve toplantısından sonra Azerbaycan Cumhuriyeti Dışişleri Bakan Yardımcısı Halef Halefov tarafından yapılan açıklamada toplantının şimdiye kadar yapılanlar arasında en verimli olduğu ve bir sonraki 2016 yılında Kazakistan'da gerçekleştirilecek olan zirve toplantısının sorunu tamamen çözüme kavuşturabileceği belirtilmiştir.

GİRİŞ

Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorunu 1994 yılında ortaya çıkmış ve halen daha kesin bir çözüme kavuşmuş değildir. Sovyetler Birliği dağıldıktan sonra bağımsızlığına kavuşan devletlerle birlikte Hazar'ın kıyısında yerleşen devletlerin sayısı da beşe ulaştı. Bağımsızlığını yeni kazanan Hazar devletlerinin burada yerleşen zengin hidrokarbon yataklarını işletmek istemesi ve Azerbaycan'ın bununla ilgili Batı şirketleriyle anlaşmalar imzalaması, Rusya'nın itirazıyla karşılandı. Rusya, Hazar'da yerleşen yataklardan bütün kıyı devletlerinin eşit şekilde yararlanması gerektiğini iddia etti ve 5 Ekim 1994 tarihinde konuyu Birleşmiş Milletler gündemine taşıdı. Bu tarihten sonra Hazar'ın bir deniz mi, yoksa bir göl mü olduğu, buraya hangi hukuk kurallarının uygulanması gerektiği, Hazar'ın kıyı devletlerinin ortak kullanımında mı, yoksa sektörlere bölünmeli mi olduğu, eğer bölgelere ayrılacaksa, bu bölünmenin hangi yöntemle yapılması gerektiği gibi meseleler tartışılmaya başlandı. Şimdiye kadar önemli adımlar atılmış ve bazı kıyı devletleri arasında konuyla ilgili anlaşmalar yapılmış olsa da, Hazar devletlerinin hepsinin kabul ettiği ortak bir uzlaşmaya varılmış değildir.

Sorunun politik kökenli olduğu açık bir gerçek olmakla birlikte Hazar Denizi'ne kıyısı olan devletler kendi görüşlerini savunmak için hukuki delilleri de etkin bir biçimde kullanmaya çalışmaktadırlar. Diğer taraftan, Hazar'ın statüsü sorunu genel bir çözüme kavuşacaksa, bunun hukuk kuralları çerçevesinde yapılması gerektiği de açıktır.

Hazar'ın statü sorununun çözülmesi konusunda görüşmeler halen devam etmektedir. Bununla ilgili olarak Hazar kıyısı devlet liderlerinin düzenli olarak zirve toplantıları yapılmaktadır. En son gerçekleştirilmiş olan Hazar devlet başkanlarının dördüncü zirve toplantısıysa, 2014 yılının Eylül ayında Rusya'nın Astrahan kentinde yapılmıştır.

Sorunun halen daha çözülmemiş ve güncel olduğunu göz önünde bulundurarak, biz bu çalışmamızda Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorununu objektif bir şekilde araştırmaya, Hazar'ın hukuki statüsü sorununun nelerden kaynaklandığını, bununla ilgili tarihte ve günümüzde uygulamanın nasıl olduğunu, konunun çözümü için hangi

yolların bulunduğunu ve meselenin halledilmesiyle ilgili olarak bu güne kadar hangi adımların atılmış olduğunu belirlemeye çalıştık.

Yaptığımız çalışma üç bölüm içermektedir.

Birinci bölüm iki kısımdan oluşmaktadır. Birinci kısımda Hazar Denizi'nin coğrafi özellikleri, burada yerleşen doğal kaynaklar ve Hazar'ın jeopolitik önemi gösterilmiştir. İkinci kısımdaysa, Hazar bölgesinin tarihi araştırılarak Hazar'ın statü sorununun meydana gelmesinin tarihsel altyapısına ve sorunun gelişim tarihine bakılmıştır.

İkinci bölüm beş kısımdan oluşmakta ve her bir kısımda Hazar kıyısında yerleşen beş devletin (Rusya, Azerbaycan, Kazakistan, Türkmenistan ve İran) Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorunuyla ilgili zaman içinde değişen bakış açıları ve ileri sürdükleri argümanlar incelenmiştir.

Üçüncü bölüm ise dört kısımdan meydana gelmektedir. Birinci kısımda Hazar'ın statüsüyle ilgili doktrinde yer alan görüşler incelenmiştir. İkinci kısımda Hazar'ın sınırlandırılması için uygulanabilecek yöntemler ele alınmıştır. Üçüncü kısımda Hazar'ın statü sorununun halledilmesi için önerilen çözüm yolları araştırılmıştır. Nihayet, dördüncü kısımda ise Sovyetler Birliği dağıldıktan bu yana Hazar'ın hukuki statüsü meselesinin çözülmesiyle ilgili kıyı devletlerinin imzaladıkları anlaşmalar irdelenmiştir.

BİRİNCİ BÖLÜM: HAZAR’IN ÖZELLİKLERİ, ÖNEMİ VE HUKUKİ STATÜSÜ SORUNUNUN TARİHSEL GELİŞİMİ

Hazar’ın hukuki statü sorununu incelerken, bu sorunu doğrudan etkileyecek olan coğrafi özelliklerini tarif etmek gerekmektedir. Zira tartışılan konu her şeyden önce coğrafi bir mekandır ve bu coğrafi mekanın statüsünü belirleyecek olan en önemli unsurların başında coğrafi özellikler gelmektedir. Hazar’ın coğrafyasını bilmeden, ona kıyıdaş ülkelerin jeopolitik argümanlarını anlamak mümkün değildir.

Zikredilmesi gereken başka bir konuyu Hazar’ın doğal kaynakları ve bu kaynaklar dolayısıyla ortaya çıkan büyük jeopolitik önemi oluşturmaktadır. Zira Hazar’ın hukuki statüsü sorununun köklerinde politik sebepler yatmış olduğu görünmektedir.

Araştırılmasını gerekli gördüğümüz bir diğer konu ise Hazar’ın hukuki statü sorununun ortaya çıkma tarihçesidir. Sorunun meydana çıkmasını, önemini anlamak ve doğru bir yargıya varabilmek için bu meselelerin ahenk içinde incelenmesini gerekli görmekteyiz.

1.1. Hazar’ın Coğrafi Özellikleri, Kaynakları ve Jeopolitik Önemi

Coğrafya kitaplarında ve çeşitli ansiklopedilerde Hazar, “dünyanın en büyük gölü” olarak tanımlanmakta olsa da, her zaman bir “deniz” olarak algılanmıştır. Hazar, İvao Kobori ve Michael H. Glantz tarafından “dünyanın en büyük gölü” adlandırılmaktadır¹. Bundan başka Guive Mirfendereski, Hazar’ı “dünyanın en büyük tuzlu suyu” ve ya “gölü” olarak tanımlamaktadır². Clagett ise Hazar’ı “kapalı

¹ İvao Kobori/Michael H. Glantz, **Central Eurasian Water Crisis: Caspian, Aral and Dead Seas**, Tokyo: UNUP, 1998, s.7.

² Guive Mirfendereski, “Evolution of Iranian Sovereignty in the Caspian Sea”, in Hooshang Amiraahmadi (ed.) **The Caspian Region at a Crossroad**, London: Macmillan Press, 2000, s. 227.

içdeniz” ve ya “diğer deniz ve okyanusa doğal çıkışı olmayan büyük göl” olarak tanımlamaktadır³.

Güneydoğu Avrupa ile Asya’nın birleştiği bölgede, 47° 07’ ve 36° 33’ kuzey paralelleri, 45° 43’ ve 54° 20’ doğu meridyenleri arasında yerleşen⁴ Hazar Denizi’nin yüzölçümü 376.000 km², toplam su hacmi ise 76.700 km³’dür⁵.

Kuzeyden güneye 1.200 km (750 mil) uzunluğunda, batıdan doğuya 320 km (200 mil) genişliğinde olan Hazar’da ortalama derinlik 184 m’dir. Hazar sahilleri toplam 7000 km’dir. Rusya’nın 1.930 km, Azerbaycan’ın 800 km, Kazakistan’ın 2.340 km, Türkmenistan’ın 1.200 km ve İran’ın ise 740 km uzunluğunda Hazar’a kıyısı bulunmaktadır.⁶

Hazar, 130’dan fazla çeşitli ölçeklerdeki akarsular tarafından beslenmektedir. Hazar’a boşalan en büyük nehirler kuzeyde olup, bunlar Volga, Emba, Ural ve Terek’tir. Hazar’ın batısından ise Sulak, Samur ve Kura nehirleri Hazar’a dökülür. Avrupa’nın en büyük nehirlerinden biri olan Volga, Hazar’a dökülen nehir sularının % 82’sini karşılamaktadır. Geniş bir deltayla Hazar’a dökülen Volga’nın akıttığı büyük miktardaki tatlı su, ırmakla denizin birleştiği bölgede deniz suyunu içilebilecek kadar tatlandırır. Batı ve diğer kuzey nehirleri Hazar’a dökülen suların % 13’ünü, güneyden gelen Gurgan, Hazar ve Sefidrud nehirleri ise kalan % 5’lik kısmını oluşturmaktadır.⁷

Hazar, Volga ve Don nehirlerinin kollarına eklenen kanallar aracılığıyla Karadeniz ve Baltık Denizi’ne bağlanmaktadır. Denizlerle ve okyanuslarla bu nehir-kanal şebekesi dışında, herhangi bir doğal bağlantısı bulunmamaktadır.⁸

Hazar’da 50’ye yakın ada olup bunların çoğunluğu kayalardan oluşmaktadır. Adaların toplam alanı 350 km²’dir. En önemli adalar Kulalı, Tuleniy, Çeçen, Artem, Jiloy ve Oğurçinskiy’dir⁹.

³ Brice M. Clagett, “Ownership of Seabed and Suboil Resources in the Caspian Sea under the International Law” **Caspian Crossroads Magazine**, Vol. 1, No. 3, Summer 1995, s.1.

⁴ Sinan Oğan, “Hazar’da Tehlikeli Oyunlar: Statü Sorunu, Paylaşılmalı Kaynaklar ve Silahlanma Yarışı”, **Avrasya Dosyası**, Ankara, Cilt. 7, Sayı. 2, Yaz 2001, s. 145.

⁵ “Hazar Denizi”, **Azerbaycan Sovyet Ansiklopedisi**, Cilt.10, Bakü: Azerbaycan SSC Devlet Neşriyatı, 1987, s. 68.

⁶ Zakir Eminov, **Azerbaycan’ın Fiziki ve İktisadi Coğrafyası**, Bakü, 2000, s. 36.

⁷ Sinan Oğan, **op.cit.**, s. 146.

⁸ Cavid Abdullayev, “Uluslararası Hukuk Çerçevesinde Hazarın Statüsü ve Doğal Kaynaklarının İşletilmesi Sorunu”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt. 48, Sayı. 1-4, 1999, s. 256.

Hazar Denizi, derinliğine ve su sirkülasyonuna göre üç kısma ayrılarak incelenir. Kuzey kısmı, toplam yüzey alanının % 28'ni kaplar ve ortalama su derinliği 6,2 m'dir. Bu kesimde su sirkülasyonu saat yönündedir. Orta kısım % 36'lık bir alanı kaplar ve ortalama 176 m derinliğindedir. Güney kısım da yine % 36'lık bir alana ve ortalama 325 m derinliğe sahiptir. Orta ve güney kısımlarda su sirkülasyonu saat yönünün tersi istikametindedir.¹⁰

Hazar Denizi'nin en önemli özelliklerinden biri de seviyesinin mütemadiyen değişmesidir. Hazar'ın seviyesi, 1890 yılından itibaren düzenli olarak ölçülmeye başlanmıştır. Gözlemler, Hazar Denizi'nin seviyesinin 1890-1929 yılları arasında -26 m (Baltık Denizi'nden hesaplanan deniz seviyesine göre) olmuştur. 1930 yılından başlayarak deniz seviyesi inmeye başlamış ve 1977 yılına kadar 3 m azalmıştır. Hazar'ın seviyesi 1978 yılından başlayarak yılda ortalama 15 sm hızla artmış ve 1995 yılında en yüksek seviyesine ulaşmıştır (-26,5 m). Seviye değişimi tereddütlü şekilde devam etse de, genel olarak 1977 yılından bu yana Hazar'da suyun seviyesinin yükseldiği görünmektedir. 2010 istatistikleri Hazar'ın seviyesinin -27,05 m olduğunu göstermektedir.¹¹ Hazar'ın seviyesinin bu şekilde yükselmesi, ciddi çevresel sorunlara neden olmuştur. Nitekim Kazakistan'ın kuzey kıyı şeridindeki 1000'den fazla petrol kuyusu, bu yüzden kullanılmaz hale gelmiştir ve bu kuyulardan Hazar'a petrol sızmaktadır.¹²

Hazar havzası, doğal kaynaklar açısından oldukça zengindir. Örneğin Hazar'da balıkçılık, önemli bir gelir kaynağı sayılmakta ve Hazar bölgesi dünya havyar ihtiyacının % 90'ını karşılamaktadır. Ancak hem kıyıdaş ülkeler, hem de batılı ülkeler için her şeyden daha önemlisi Hazar'ın petrol ve doğal gaz rezervleridir.¹³

Hazar'da bulunan petrol ve doğal gaz, jeolojik olarak iki alana ayrılmaktadır. Bunlar, kuzeyde Rusya ve Kazakistan'a ait olan bölge ile güneyde Azerbaycan, Türkmenistan ve İran sahillerinin yer aldığı bölgedir. Hazar'ın Rusya'ya bağlı bölgesinde potansiyel petrol kaynaklarının Kazakistan ve Azerbaycan'dan daha az,

⁹ Osman Nuri Aras, **Azerbaycan'ın Hazar Ekonomisi ve Stratejisi**, İstanbul: Der, 2001, s. 5.

¹⁰ Mehmet Kocaoğlu, **Petrol ve Strateji**, Ankara: Türkeli Yayınları, 1996, s.14.

¹¹ Bkz. Azerbaycan Cumhuriyeti Ekoloji ve Doğal Kaynaklar Bakanlığı Resmi Sitesi: <http://www.eco.gov.az/x-seviyye.php>, 18 Mart 2014.

¹² Thane Gustafson/Aleksey Reteyum/Laurent Ruseckas, **The Caspian Sea: Whose? Waters? Whose Oil?**, MA: Cambridge Energy Research Associates, July 1995, s. 8.

¹³ Cavid Abdullayev, **op.cit.**, s. 257.

İran'a bağlı kısmında ise hidrokarbon rezervlerinin Rusya'dan bile daha az olduğu tahmin edilmektedir.¹⁴

Hazar'a kıyıdaş ülkelerden Azerbaycan, Kazakistan ve Türkmenistan henüz genç devletler olarak kendi varlıklarını sürdürmek ve ekonomilerini güçlendirmek için çalışırken, Rusya daha büyük ve önemli ölçüde varlıklı olmasına rağmen, güdümlü ekonomiden serbest piyasa ekonomisine ani geçişin etkilerini hissetmektedir. Uluslararası alanda yalnız bırakılan İran ise, kendisini bu durumdan kurtarmanın yollarını aramaktadır. Bu nedenle, kıyı devletleri açısından Hazar'ın çevresel ve stratejik değeri ile birlikte, ekonomik potansiyeli de çok önemlidir.¹⁵ Özellikle de, bağımsızlıklarını yeni kazanmış Azerbaycan, Kazakistan ve Türkmenistan için Hazar enerji kaynaklarının geliştirilmesi, ekonomilerini yeniden inşa etme ve iç istikrarı sağlama açısından önem arz etmektedir. Kaynakların amaçlar doğrultusunda geliştirilebilmesi için yabancı sermayeye ihtiyaç duyulmaktadır. Bu bakımdan üç devlet de batılı firmaları bölgede yatırım yapmaya ve enerji kaynaklarını çıkarmaya davet etmiştir. Azerbaycan ve Kazakistan petrol gelirlerinin ülkelerine hızla akmasını istemektedir. Sibiry'a da zengin enerji rezervlerine sahip olan ve Hazar'daki kendi bölgesinde kaynak bakımından zayıf olan Rusya, Hazar'ın gelişmesi için acele etmek istememektedir. Ayrıca İran da uluslararası yatırımı garantileyecek şekilde Basra Körfezi'nde önemli miktarda rezervlere sahip olması nedeniyle Hazar'ı işletmede gecikme yönünde bir eğilime sahiptir.¹⁶

Amerika Birleşik Devletleri Enerji Bakanlığına bağlı Enerji Bilgi Merkezi (Energy Information Administration)'nin verilerine göre, Hazar Denizi toplam petrol rezervleri 19,6 milyar varıldır. Ülke bazında bölgede en zengin petrol rezerv tahmini 15,7 milyar varil rezerv ile Kazakistan için yapılmaktadır. Hazar Denizi'nde yerleşen gaz rezervlerinin ise, 106 trilyon fit³ olduğu belirtilmektedir.¹⁷

¹⁴ İsmail Hakkı İşcan, "Uluslararası Enerji Güvenliği Açısından Hazar Bölgesi Enerji Ekonomisi ve Hazar Denizi'ni Paylaşım Sorunu", **Sosyoekonomi**, Özel sayı, 2010, s.66.

¹⁵ Cavid Abdullayev, **loc.cit.**

¹⁶ Osman Nuri Aras, **op.cit.**, s. 7.

¹⁷ Bkz. Amerika Birleşik Devletleri Enerji Bilgi Merkezi Resmi Sitesi: http://www.eia.gov/countries/analysisbriefs/Caspian_Sea/caspian_sea.pdf, 23 Mayıs 2014.

Tablo 1.1. Hazar Kıyısı Ülkelerinin Hazar Denizi'nde Olan Petrol ve Doğal Gaz Rezervleri

Ülkeler	Petrol Rezervleri (milyar varil)	Doğal Gaz Rezervleri (trilyon fit³)
Azerbaycan	6.8	46
Kazakistan	15.7	36
Türkmenistan	1.1	9
Rusya	1.6	14
İran	0.5	1
Toplam	19.6	106

Hazar Bölgesinde önde gelen dış yatırım projelerine baktığımızda ise, burada özellikle Avrupa şirketlerinin yer aldığını görmek mümkündür. Azerbaycan'da BP (İngiltere), Statoil (Norveç), Agip-Eni (İtalya), Elf –Total (Fransa) ve Shell (Hollanda), gerek petrol ve gerekse doğal gaz arama ve üretim yatırımlarında bulunan Avrupalı şirketler olarak göze çarpmaktadırlar. Azerbaycan'da gerçekleştirilen önde gelen projeler ise, 5,4 milyar varil rezervli Azeri-Çırag-Güneşli Projesi ile 2,5 milyar varil rezervli Şah Deniz projesidir. Kazakistan'da Avrupalı şirketlerinin yatırımları, Azerbaycan'a oranla daha yoğundur. Almanya (Preussag-Veba Oel), Slovakya (Nafta), İsviçre (Telf AG), Çek Cumhuriyeti (Prumslove Stavitelstvi), İngiltere (Amlon – Quest – British Gas – Enterprise – BP), Hollanda (Shell), İtalya (Agip) gibi Avrupa ülkelerinin şirketleri, Kazakistan'ın petrol ve gaz sahalarına önemli miktarda yatırım yapmaktadırlar. Bu ülkede gerçekleştirilen en önemli projeler ise, ABD şirketleri Chevron ve ExxonMobil'in önderliğindeki Tengiz projesi, İngiltere ve İtalya ortaklığındaki Karaçaganak ve Kaşagan projesidir. Türkmenistan'da ise gaz ihracatı, % 44 hissesi Rus Gazprom'a ait olan Türkmen devlet şirketi Turkmenneftgaz'ın sorumluluğundadır. Ülkedeki doğal gaz ihracatı Rusya ve sınırlı oranda da olsa İran üzerinden yapılmaktadır. İngiliz Monument

şirketi, Türkmenistan'da Burun sahasında ürettiği petrolü, İran üzerinden “swap”¹⁸ yolu ile Basra Körfezi'nden ihraç etmektedir. Rusya ise boru hatları üzerindeki tekelden yararlanarak Türkmen gazını oldukça ucuz fiyatla almakta, bunu kendi sistemine sokarak çok yüksek fiyatla batıya satabilmektedir. Türkmenistan'da etkin olan diğer Avrupa şirketi ise Hollanda'nın Shell şirketidir.¹⁹

Sovyetler Birliği'nin yıkılışı ile Hazar'ın öneminin, yatırım ve enerji beklentisi yanında, bölge haritasının şekillenmesi bakımından da arttığı görülmektedir. Avrupa ve Asya arasına yerleşen Hazar, bölgede stratejik çıkarı olan üç bölgesel aktör - Rusya, Türkiye ve İran - arasında jeopolitik çekişmeye konu olmuştur.²⁰

Türkiye, Sovyetler Birliği'nin dağılmasından sonra bölgede stratejik önemi daha da artan ülkelerden biridir. Özellikle, Hazar bölgesinde cereyan eden jeopolitik olaylar, Türkiye'yi bölgeye yönelik stratejiler tespit etmeye zorlamıştır. Yanı başındaki bölgede tüm dünyanın dikkatini çeken muazzam bir doğal zenginlik, bölge ile etnik, din ve dil bağı bulunan Türkiye'de de doğal olarak heyecan yaratmıştır.²¹

Özellikle, Hazar petrollerinin uluslararası piyasalara ulaştırılmasında önemli bir rol almaya çalışan Türkiye, Bakü ile Ceyhan arasında inşa edilmiş boru hattı ile hem ekonomik kazanç ve siyasi ağırlık sağlamayı, hem de dev petrol tankerlerinin Boğazlar üzerindeki yükünü hafifletmeyi başarmıştır.²²

Türkiye'nin Hazar bölgesine ilgi göstermesinin ekonomik olduğu kadar, siyasi ve stratejik nedenleri de vardır. Açık denizlere kıyıları olmayan Azerbaycan, Kazakistan ve Türkmenistan'ın petrol ve doğal gazının Türkiye üzerinden dünya pazarlarına ulaşması, Türkiye'ye göre, bir yandan bu ülkelerin bağımsızlıklarını pekiştirmek ve Rusya'ya olan bağımlılıklarını azaltmak, diğer

¹⁸ Swap kelime anlamı olarak “değiş tokuş etmek, takas etmek, değiştirmek” gibi anlamlara gelmektedir. Türkmenistan'da Monument şirketi, swap anlaşması doğrultusunda İran'a petrol ihraç ederek bunu takas etmekte, İran ise güney kıyılarından eşdeğer miktarda petrolü Basra Körfezi'nden uluslararası piyasaya ulaştırmaktadır.

¹⁹ İsmail Hakkı İşcan, **op.cit.**, ss. 66-67.

²⁰ Osman Nuri Aras, **op.cit.**, s. 356.

²¹ Cavid Abdullayev, **op.cit.**, s. 263.

²² **Ibid.**

yandan ise Türkiye'nin bölgedeki siyasi ağırlığını artırmak açısından önemlidir.²³ Bu anlamda, bölgesel enerji kaynaklarının nakil yollarını kontrol etmek, Asya ve Avrupa arasında yer alan Türkiye'nin stratejik ve jeopolitik önemini bir kez daha artırabileceği gibi, Türkiye'nin Ortadoğu petrollerine ve Rus doğal gazına olan bağımlılığını da azaltabilecektir.²⁴

Bölgedeki gelişmelere iki açıdan yaklaşan İran, hem bölgedeki nüfuzunu arttırmak için uğraşmakta, hem de bölge devletlerinden gelebilecek potansiyel tehlikelerden korkmaktadır. Bölge, uluslararası planda yalnızlık içinde bırakılan İran'a doldurmayı arzu ettiği bir güç boşluğu sunmuştur. Özellikle, Azerbaycan ve Ermenistan ile güçlü bağlar kurmaya çalışan İran, Türkiye'nin bağımsızlıklarını yeni kazanmış Türk Cumhuriyetlerine kendi nüfuzunu yaymasının karşısını almaya çalışmıştır. Diğer yandan ise, Azerbaycan'daki gelişmelerin ülkesinin kuzeyinde ikamet eden 23 milyon etnik Azerbaycan Türkü arasında ayrılıkçı duyguların artmasına neden olabileceğinden korkmuştur. Bugün bölgedeki İran - Azerbaycan ilişkilerinin temelinde bu neden yatmaktadır. Ayrıca İran, bölge ülkelerinin kaynakları aracılığıyla güçlenmesinin kendi aleyhine olacağı ihtimali ile de kaygılanmaktadır. Kısaca, İran, Azerbaycan ve Orta Asya politikası ile nüfuzunu artırma, güvenlik ve toprak bütünlüğünü devam ettirme arasında bir denge kurmaya çalışmaktadır.²⁵

Rusya'nın Hazar bölgesi politikası "Yakın Çevre" doktrini²⁶ olarak bilinen politika doğrultusunda şekillenmektedir. Rusya, bölgede yüzyıllardır var olan nüfuzunu iki tarihi ve doğrudan rakibi olan İran ve Türkiye aleyhine devam ettirmeye çalışmaktadır. Rusya'nın Sovyetler Birliği'nin dağılmasından sonra, daha önce kendi bünyesinde olan bu devletleri "Bağımsız Devletler

²³ Meliha Benli Altunışık, "Uluslararası Sistemdeki Değişmelerin Işığında Petrol, Ortadoğu ve Türkiye", **İktisat Dergisi**, Ocak 1998, s. 57.

²⁴ Yasin Aslan, **Hazar Petrolleri, Kafkas Kördüğümü ve Türkiye**, Ankara, 1997. s. 102.

²⁵ Necdet Pamir, Bakü - Cevhan Boru Hattı: Orta Asya ve Kafkasya'da Bitmeyen Oyun, Ankara: ASAM, 1999, s. 46.

²⁶ 1992 yılında kabul edilen "Rusya Federasyonu Dış Politika Doktrini" çerçevesinde tanımlanan ve 1993 yılında açıklanan "Yakın Çevre doktrini", RF'nin geçmişten gelen emperyal kimliğinin "Avrasyacılık" adı altında yeniden uygulamaya konulmuş şekli olarak görülmüştür. Özellikle Primakov ve Dugin ikilisinin önderliğinde şekillenen Avrasyacılık Rus Dış Politikasına 1991-1993 yılları arasında hakim olan "Atlantikçilerin" yerini neo-emperyalistlerin almasıyla Moskova'nın kararlarında etkili olmuştur. Bu doktrinden sonra, 23 Nisan 1993 tarihli "Dış Politika Doktrini" ve Kasım 1993'te yayınlanan "Savunma Doktrini"nde de "Yakın Çevrenin" kesin hatları belirlenmiştir.

Topluluğu” adı altında toplamaya girişmesi, bağımsızlıklarını kazanan ülkelerin siyasi anlamda Rus etkisinden kurtularak ekonomide bağımsız hareket etmeleri sonucu manevra kabiliyetlerini geliştirmelerini önlemeye yöneliktir.²⁷

Petrol, İran, Türkiye ve Rusya arasında bölgede yaşanan nüfuz mücadelesinin temel faktörü olarak ortaya çıkmıştır. Ekonomik ve siyasi bağlantılarını kendi rakiplerinin zararına şekillendirmeye niyetli olan her Hazar devletinin kendi zengin enerji kaynaklarını geliştirmeye çalışması da bu çabanın bir parçası olmuştur²⁸. Bölgede jeopolitik nüfuz için devam eden bu rekabetin bir önemli yansıması da, Hazar’ın statüsü sorununda ortaya çıkmaktadır.²⁹

1.2. Hazar’ın Hukuki Statü Sorunun Gelişim Tarihi

Hazar bölgesinin tarihini incelediğimiz zaman bu kıyıların eski zamanlardan beri işgale maruz kaldığını görebiliyoruz. Antik çağlarda Massagetler, Sarmatiler, Hunlar, Bulgarlar, Peçenekler, Kumanlar, Hazarlar, Altın Ordalılar bu yerlerde meskun olmuşlardır. Ama bu halklar kendilerinden sonra büyük bir maddi birikim bırakmamış, kendi Hazar medeniyetlerini kuramamış ve bu bölgenin sonraki kaderine büyük bir etki gösterememişlerdir.³⁰

VII-X. yüzyıllar arasında Hazar, Arap-İslam denizi (gölü) olmuştur. Bu dönemde Hazar’ın tek bir gücün denetiminde bulunması ve belli bir düzenin olması, Hazar kıyılarında şehirleşmenin hızla gelişmesine yol açmıştır. Bu dönemde, bölgedeki ulaştırmanın hızla gelişmesi Orta Asya, İran, Yakın Doğu ve Doğu Avrupa arasında ticari ilişkilerin büyümesine yol açmıştır.³¹

XIII. yüzyılın başlarında Hazar havzasında önemli gelişmeler yaşanmıştır. Cengiz Han, Hazar’ın doğu kıyısını imparatorluğunun batı sınırı haline getirmiştir.

²⁷ İlker Aktükün, “Uluslararası Sistemde Hegemonya Mücadelesinin Bir Yansıması: Boru Hatları”, **İktisat Dergisi**, Ocak 1998, s. 74.

²⁸ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, “Hazar Denizi Statüsü Sorunu: İçeriği ve Yansımalar”, **Avrasya Etüdleri**, Cilt. 3, Sayı. 4, Kış 1996-1997, s. 27.

²⁹ Yasin Aslan, **op.cit.**, s. 72.

³⁰ Ardak Kapyshchev, “Legal Status of Caspian Sea: History and Present”, **European Journal of Business and Economics**, Vol.6, Prague: Central Bohemia University, 2012, s. 25.

³¹ Ayaz Medetli, **Hazar’ın Statüsü** (Danışman: Yrd.Doç.Dr. İlker Aktükün), İstanbul Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, 2006, s. 3.

Cengiz Han'dan sonra ise, oğulları Hazar'ı imparatorluğun iç denizi (gölü) yapmış ve Hazar, ortak bir politik ve kültürel yapı içerisinde yer almıştır. XVI. yüzyıla kadar Hazar, Müslüman-Moğol gölü olmuştur. Bu dönemde de Hazar, Avrupa ile Orta Asya, Çin, Hindistan arasındaki ticari ilişkilerde önemli rol oynamıştır. XVI. yüzyıldan XVIII. yüzyıla kadar Hazar'ın güneyine hakim olan İran İmparatorluğu ile batısına hakim olan Rusya Çarlığı arasında mücadeleler sürmüştür.³² Hazar'la ilgili maddelerin yer aldığı ilk anlaşmalar da bu süreçte imzalanmıştır. Bundan sonraki, “Hazar tarihi”ni ise şu şekilde 3 döneme ayırabiliriz:

1. Sovyet Sosyalist Cumhuriyetleri Birliği'nin kurulmasından önceki dönem;
2. Sovyet Sosyalist Cumhuriyetleri Birliği dönemi;
3. Sovyet Sosyalist Cumhuriyetleri Birliği'nin dağılmasından sonraki dönem.

1.2.1. SSCB Öncesi Dönem

Hazar'a Orel isimli ilk Rus savaş gemisi 14 Kasım 1667 yılında Çar Aleksey Mihayloviç'in emri ile bırakıldı. XVII. yüzyılda Stefan Razin'in kazak birlikleri Hazar'da önemli rol oynadılar. Onlar gemilerle İran'ın Reşt, Farahabad, Astrabad gibi sahil şehirlerine yaklaşıp buraları yağmaladılar ve Hazar'ın güney sahillerinde yerleştiler.³³ 1669 yılının ilkbaharında Razin'in gemi filosu, 70 savaş gemisinden oluşan İran donanmasıyla Svinnoy adası yakınlarında karşılaştı ve onları ağır yenilgiye uğrattı.³⁴ Bu, tarihçiler tarafından Rusların Hazar'daki en büyük zaferlerinden biri olarak değerlendirilmektedir.³⁵ Stefan Razin'in Hazar kıyılarına edilen zorbaca hücumları (özellikle, 1668 yılında Mazandaran'a yapılan sefer), Hazar'ın gelecekte Rusya tarafından işgal edilmesinin ilkin işaretleriydi.³⁶

³² Raczka Witt, “A Sea or Alike? The Caspian's Long Odyssey”, **Central Asian Survey**, 2000, s. 8.

³³ Rustam Mamedov, “International Legal Status of the Caspian Sea in its Historical Development”, **Turkish Yearbook**, Vol. 30, 2000, s. 112.

³⁴ Aleksandr A. Makovskiy/Boris M. Radçenko, **Kaspiyskaya Krasnoznamennaya**, Moskova, 1982, s. 4.

³⁵ Rustam Mamedov, **loc.cit.**

³⁶ Mohammad Reza-Djalili, “Mer Caspienne : perspectives iraniennes”, **Cahiers études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien**, No. 23, 1997, s. 127.

Rusya, Hazar'ın ele geçirilmesine büyük önem vermektedir. Çünkü Hazar, Orta Asya ve Hindistan'a geçiş kapısı olarak görülmektedir.³⁷

1722-1723 yıllarında Çar I Petro, İran üzerine başarılı askeri sefer düzenledi. Savaş, Rusya ve İran arasında imzalanan 12 Eylül 1723 tarihli Sankt-Peterburg anlaşmasıyla son buldu. Bu anlaşmayla İran, aslında Rusya'nın Hazar Denizi'nde gücünü tanımış oldu.³⁸

Hazar'ın hukuki rejimine ilişkin ilk resmi belgenin ise Rus ve İran İmparatorlukları arasında 13 Şubat 1729 tarihinde imzalanan Reşt Anlaşması olduğu söylenebilir. Bu anlaşmayla bazı topraklar üzerinde sınırların belirlenmesi ve Rusya'ya devri düzenlenmiş, Rusya'nın Araz ve Kura nehirleri ile Hazar üzerinde ticaret ve seyrüsefer özgürlüğü kabul edilmiştir.³⁹

XVIII. yüzyıl boyunca Rus ekonomik ve askeri gücünün yayılması, bu iki kıyıdaş güç arasındaki dengeyi bozmuştur. İran ile Rusya arasında süren savaştan sonra Rusya'nın İran İmparatorluğu'nun kuzeyinde, özellikle Gürcistan'da kontrol sağlama amacına uygun olarak, 12 Ekim 1813'te, bölgedeki güçlerin yeni dengesini belirleyen Gülistan Anlaşması imzalanmıştır. Bu Anlaşmanın 5. maddesi şunu açıkça belirtmektedir: "... Rus ticaret gemileri, daha önce olduğu gibi, Hazar Denizi'nin kıyıları boyunca seyrüsefer ve bu kıyılara yanaşma hakkına sahip olacaktır (...). Savaş gemileri bakımından ise, savaştan önce olduğu gibi barış süresince ve her zaman, Hazar Denizi'nde yalnızca Rus bayrağı çekilecek, Rus askeri gücü dışında diğer bir güç Hazar Denizi üzerinde askeri bir bayrak çekemeyeceği gibi, önceki münhasır hakları bakımından Rusya şimdi de aynı haklara sahip olacaktır".⁴⁰

Böylece Gülistan Anlaşması, iki imparatorluğun ticari filolarının eşit seyrüsefer haklarını tamamen uzlaştırmış, ama Rusya'ya savaş filosuyla Hazar Denizi'ni boydan boya geçme münhasır hakkını vermiştir. Aynı münhasır seyrüsefer hakkını on beş yıl sonra yeniden teyit eden ve 22 Şubat 1828'de imzalanan

³⁷ Rustam Mamedov, *op.cit.*, s. 112.

³⁸ A. Makovskiy/B. Radçenko, *op.cit.*, s. 9.

³⁹ Clive Parry, *The Consolidated Treaty Series (1648-1919)*, Vol.33, New York: Oceana Publications, 1969, s. 157.

⁴⁰ Georg Friedrich de Martens, *Nouveau recueil de traités*, Vol. 4, Leipzig: Librairie Dieterich, 1911, s. 89.

Türkmençay Anlaşması⁴¹, Gülistan Anlaşmasının yerini almıştır. Bu belge, Rusya'nın bölge üzerindeki kontrolünü daha da çok artırmaktadır, çünkü Rusya, Aras'ın öte kıyısındaki Erivan ve Nahcivan şehirlerini de ele geçirmiştir.⁴²

Türkmençay Anlaşması, XX. yüzyılın başlarına kadar bir değişikliğe maruz kalmadan esas içeriğini korudu. XX. asrın başlarında İran hükümetinin daveti üzerine Kuzey İran'da isyanı yatırmaya gelen Rus ordusu Kuzey İran'ı ele geçirdi. Ama daha sonra patlak veren Birinci Dünya Savaşı ve Bolşevik İhtilali durumun daha çok değişmesinin önünü aldı ve Rusya'yı eski sınırlarına çekilmeye mecbur bıraktı.⁴³

1.2.2. SSCB Dönemi

Bolşevik İhtilali'nden sonra SSCB döneminde, Sovyetler ile İran arasında Hazar ile ilgili doğrudan veya dolaylı bazı anlaşmalar yapılmıştır. 26 Şubat 1921 tarihli Rusya Sosyalist Federatif Sovyet Cumhuriyeti ve İran Şahlığı arasında imzalanmış anlaşma ile İran üzerindeki kısıtlamalar belirli ölçüde azaltılmıştır. Yeni anlaşma, Hazar Denizi üzerinde seyrüsefer özgürlüğünü iki devlet lehine yeniden oluştuyordu. Ayrıca İran, balıkçılığın Rusya tarafından yaygın kullanılmasının önemini kabul ediyordu ve Devrim sonrası bir kıtlık yaşayan Rusya'ya balık avlama izni veren anlaşmalar yapmayı taahhüt ediyordu.⁴⁴ Bununla birlikte 1921 Anlaşması, hiçbir şekilde Hazar üzerinde egemenliğin sınırlandırılmasını ele almamıştır. Anlaşma yalnızca, eşit seyrüsefer haklarının yeniden canlandırılması açısından Hazar'ın rejimini belirlemektedir.⁴⁵

1930'lu yıllarda Hazar üzerinde balıkçılıkla ilgili seyrüseferin yoğunlaşması, bu faaliyetlere hukuki bir çerçeve hazırlanması için iki taraflı görüşmelere yol açmıştır. Bu görüşmeler sonucunda imzalanan 27 Ağustos 1935 tarihli Anlaşma ile de seyir özgürlüğü yeniden teyit edilmiş, ayrıca 10 millik

⁴¹ **Ibid**, s. 95

⁴² Cesare P. R. Romano, "Hazar: Hukuki Bir Bulanıklık, Uyuşmazlıkların Kaynağı", Çev. Yasin Poyraz, **Erzincan Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt. 14, Sayı. 3-4, 2010, s. 273.

⁴³ Ayaz Medetli, **op.cit.**, s. 5.

⁴⁴ Cesare P. R. Romano, **op.cit.**, s. 274.

⁴⁵ **Ibid**.

balıkçılık bölgesi tesis edilmiştir. Ama bu konuda resmi bir sınır çizimi olmamıştır.⁴⁶

25 Mart 1940 tarihli “SSCB ve İran Arasında Ticaret ve Deniz Seyrüseferi Anlaşması”nda⁴⁷ da (özellikle, 12. ve 15. maddeler arasında) seyrüsefer ve 10 millik balıkçılık hakları teyit edilmiştir. Devletlere tahsis edilen bu 10 millik alan dışındaki bölgelerde her iki devlet için balıkçılık serbest bırakılmıştır (m. 12).⁴⁸ İki kıyıdaş devlet karşılıklı egemenlik alanlarının belirlenmesi konusunda uzlaşa sağlamamış ise de, Hazar Denizi’nin üçüncü devletlere ve onun uyruklarına yasaklanmasını kabul etmiştir. Böylece Hazar üzerinde askeri olduğu kadar ticari seyrüsefer hakkı da Sovyet ve İran gemilerine ayrılmış oluyordu.⁴⁹

1935 ve 1940 sözleşmeleri, kıyı devletinin balıkçılık gemilerine ayrılmış kıyılardan itibaren 10 mil genişlikte olan bir bölge dışında, iki devlet için Hazar’ın tamamı üzerinde bir balıkçılık serbestisi öngörüyordu. Buna karşın belirli bir dönem boyunca, 10 millik bölgenin ötesinde Hazar’ın güney bölümünde balıkçılık, 1927’de kurulan bir Sovyet-İran karma şirketine verilen imtiyaz esas alınarak uygulanmıştır.⁵⁰ Bu şirket, 31 Ekim 1931’de imzalanan anlaşma ile resmi statü kazanmış⁵¹ ve 1953 yılına kadar birçok balık türü üzerinde tekel oluşturmuştur.⁵²

Hazar’la ilgili SSCB ve İran arasında imzalanmış anlaşmalarda sınır tespitine ilişkin düzenleme görülmemektedir. Böyle bir sınır çizgisi hakkında ilk bilgi, 1964 yılında İran ve SSCB arasındaki hava sahasında FIR (Flying Information Region / Uçuş Bilgilenme Bölgesi) hattının tespitine ilişkin olan anlaşmada görülmektedir. Bu sınır, Hazar’ın karşılıklı iki yakasında yer alan Astara (Azerbaycan) ve Hasan Kuli (Türkmensitan) limanı arasında çizilen çizgi boyunca uzanmaktadır.⁵³

⁴⁶ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, **loc.cit.**

⁴⁷ Sbornik deystvuyushih doqovorov, soqlasheniy i konvençiy, zaklyuçennih SSSR s inostrannimi qosudarstvami, Cilt. 10, Moskova, 1955, s. 56.

⁴⁸ Süleyman Sırrı Terzioğlu, “Hazar’ın Statüsü Hakkında Kıyıdaş Devletlerin Hukuksal Görüşleri”, **Orta Asya ve Kafkasya Araştırmaları**, Cilt. 3, Sayı. 5, 2008, s. 28.

⁴⁹ Cesare P. R. Romano, **loc.cit.**

⁵⁰ 1 Ekim 1927 tarihli İran Şahlığı ve Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği arasında Hazar Denizi’nin Güney Kıyıları Üzerinde Balık Avlama Alanlarının İşletilmesine ilişkin Anlaşma.

⁵¹ **Sobranie zakonov i rasporyajeniy raboçe – krestyanskoqo pravitelstva SSSR**, Cilt. 2, Sayı. 17, Moskova, 1932, m. 186.

⁵² Sergei Vinogradov/Patricia Wouters, “The Caspian Sea: Current Legal Problems”, **Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht**, Vol. 55, 1995, s. 609.

⁵³ Gülnar Nugman, “Hazar Denizi’nin Hukuki Statüsü”, **Avrasya Etüdleri**, Sayı. 13, 1998, s. 82.

1970 yılında SSCB Petrol ve Sanayi Bakanlığı, petrol işletmeciliği ve jeolojik araştırmalar yapılması için Hazar'ın Rusya Federasyonu, Kazakistan, Türkmenistan ve Azerbaycan arasında milli sektörlere bölünmesi projesini onaylamıştır.⁵⁴ Bu bölüşüm yapılırken uluslararası alanda uygulanmakta olan esaslar dikkate alınmıştır. Şöyle ki, Hazar'ın ortasında çizilen hat ile adı geçen ülkelerin sınırlarını birleştiren noktalardan uzatılan hatların içinde kalan alanlar bu ülkelerin alanı olarak değerlendirilmiştir.⁵⁵

1.2.3. SSCB'nin Yıkılmasından Sonraki Dönem

8 Aralık 1991 tarihinde Beyaz Rusya'nın başkenti Minsk yakınlarında bulunan Belovejsk isimli yerde Rusya Federasyonu, Ukrayna ve Beyaz Rusya Bağımsız Devletler Topluluğu (BDT)'nin oluşturulması sözleşmesini imzalayarak Sovyetler Birliği'ne son verdiler. 21 Aralık 1991 yılında Baltık Devletleri ve Gürcistan hariç, tüm eski Sovyetler Birliği Cumhuriyetleri de bu sözleşmeyi imzaladılar (daha sonra 1993 yılında Gürcistan da bu belgeyi imzalamıştır).⁵⁶

BDT'nin kurulması kararını, Sovyetler Birliği'ni oluşturan 15 Cumhuriyetten on birinin katıldığı Almatı zirvesi takip etti. 21 Aralık 1991'de Kazakistan'ın o zamanki başkenti Almatı'da yapılan bu toplantıya Rusya, Ukrayna, Beyaz Rusya, Kazakistan, Kırgızistan, Türkmenistan, Özbekistan, Azerbaycan, Tacikistan, Ermenistan ve Moldova katıldılar. Gürcistan ise gözlemci olarak iştirak etti. Toplantı sonucunda Rusya, Beyza Rusya, Ukrayna, Azerbaycan, Kazakistan ve Türkmenistan tarafından "Almatı Deklarasyonu" imzalandı ve bu ülkeler kendilerini SSCB'nin ortak mirasçıları olarak kabul ettiler.⁵⁷

BDT üyelerinin bir kısmı arasında, 20 Mart 1992 yılında sınırlar ve denizdeki ekonomik bölgeler konusunda ortaya çıkabilecek muhtemel problemleri çözmek (ya da çözmeye yardımcı olmak) amacı ile Kiev'de "BDT Üyesi Devletlerin Devlet Sınırlarının ve Deniz Ekonomik Bölgelerinin Korunması

⁵⁴ Yolbars Kepbanov, "The New Legal Status of the Caspian Sea is the Basis of Regional Cooperation and Stability", *Perceptions*, Vol. 2, No. 4, December-February, 1997-98, s. 14.

⁵⁵ İsmail Hakkı Işcan, *op.cit.*, s.70.

⁵⁶ Fuad Hüseyinov, "Bağımsız Devletler Topluluğu'nun Oluşumunun Hukuki Boyutları", *Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi*, Cilt. 52, Sayı. 4, 2003, s. 387.

⁵⁷ *Ibid.*, s. 394-395.

Hakkında Anlaşma” imzalandı.⁵⁸ Hazar’ı dolaylı yoldan ilgilendiren bu anlaşma, mevcut problemler konusunda somut bir çözüm yerine, çözüm için bir mekanizma öngörmekte ve mevcut durumu devam ettirmekteydi⁵⁹.

Aslında, Sovyetler Birliği dağıldıktan sonra yeni kurulan devletler kendi sorunları ile uğraştıkları için 1994 yılına kadar Hazar Denizi’nin statüsü ile ilgili bir sorun yaşanmamıştır. 20 Eylül 1994 tarihinde Azerbaycan’ın Çırag, Güneşli petrollerinin çıkarılması ile ilgili Batı şirketleri ile anlaşma yapmasından sonra Rusya, Hazar Denizi’nin statüsü sorununu gündeme getirdi. Azerbaycan, Nisan ayında batılı şirketlerle 8 milyar dolarlık petrol anlaşması yapmak için görüşürken, Rusya, İngiltere’nin Moskova elçiliğine bir nota gönderdi. Notada yapılan anlaşmaları tanınmayacağı belirtiliyordu. Rusya Dışişleri Bakan Yardımcısı Albert Çernişev, Azerbaycan’ın Hazar petroleri ile ilgili yaptığı anlaşma üzerine petrollerin denize kıyısı olan ülkeler tarafından ortaklaşa paylaşılması gerektiğini belirtti. Azerbaycan’ı hırsızlıkla suçladı.⁶⁰ Rusya aynı tarihte BM’ye baş vurarak BM Genel Kurulu’nun kış oturumunda Hazar’ın hukuki rejimi sorununun gündemine alınmasını istedi.⁶¹ Bu tarihten itibaren Hazar Denizi’nin statüsü sorunu uluslararası bir sorun olarak gündeme geldi.⁶²

Diğer taraftan, 1997 yılında Kazakistan’ın Hazar’ın kendi karasuları olarak nitelendirdiği kesiminde Rusya tarafından petrol arama ihalesi açılmış olması Kazakistan tarafından uluslararası hukuka aykırı olarak kabul edilmiş ve söz konusu bölgede bir başka ülkenin faaliyetine izin verilmeyeceği açıklanmıştır. Bu problemlere ilaveten 1997 yılında Rusya ve Azerbaycan, Azerbaycan ile Türkmenistan arasında bulunan Çırag, Kepez, Azeri (Türkmenistan tarafından sırasıyla Kaveruçin, Serdar, Hazar olarak adlandırılan) yataklarında petrol çıkarma anlaşmaları yapmış, ancak Türkmenistan’ın protestosu ile karşılaşmışlardır.⁶³

⁵⁸ Anlaşmanın metni için bkz. “Agreement on the Protection of the State Boundaries and Maritime Economic Zones of the States-Participants of the Commonwealth of Independent States”, **International Legal Materials**, Vol. 31, No. 3, May 1992, s. 495-497.

⁵⁹ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 27.

⁶⁰ Cenk Başlamış, “Çernişev’den Bakü’ye Hırsızlık Suçlaması”, **Milliyet**, 5 Ekim 1994; Tahir Gaffarov, **Azerbaycan Cumhuriyeti 1991-2001**, Bakü, 2001, ss. 212-213.

⁶¹ Gülnar Nugman, **op.cit.**, s. 81.

⁶² Mustafa Gökçe, “Sovyet Sonrası Dönemde Hazar Çevresinde Yaşanan Rekabet”, **Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Cilt.1-3, 2008, s. 185.

⁶³ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, ss. 29-30.

Hazar'ın nihai statüsü belirleninceye kadar, kıyı devletlerinin aralarında çeşitli iki taraflı anlaşmalar yapma yoluna gittikleri de görülmektedir. Kıyıdaş devletler arasında bu konuda ilk olarak, 1997 yılında Kazakistan ve Azerbaycan, Hazar'ın hukuksal statüsü konusunda bir sözleşme imzalanıncaya kadar, “orta hat boyunca sektörlerin sınırlarına bağlı kalmak için” mutabakata vardılar. Yine 1997 yılında Kazakistan ile Türkmenistan, kıyıdaş devletler Hazar için yeni bir statü üzerinde anlaşıncaya kadar, Sovyet dönemi boyunca geçerli olan Hazar'ı orta hat prensibiyle sektörlere bölme kuralını devam ettirmek konusunda mutabakata vardıklarına dair bir bildiri imzaladılar.⁶⁴

1998 yılında Kazakistan, Rusya ile Kuzey Hazar'ın deniz yatağını iki ülke arasında orta hat boyunca taksim eden iki taraflı bir anlaşma imzaladı. Bu anlaşma sorun ortaya çıktıktan beri Hazar'ın statüsüyle ilgili kabul edilmiş ilk resmi belge özelliğini taşımaktadır. İran bu anlaşmaya karşı çıkmıştır. İran'ın duyduğu endişenin temelinde farklı sebeplerle birlikte, kabul edilmiş belgenin askeri gemiler konusunda ayrıntılı bilgi vermemiş olması da bulunmaktadır. 28 Mayıs 1998 tarihinde İran, BM Güvenlik Konseyi'ne Rusya ve Kazakistan arasında deniz yatağının milli sektörlere bölünmesi konusunda yapılmış düzenlemeye karşı olduğunu belirten bir belge sunmuştur.⁶⁵

Hazar'ın kuzey kısmının paylaşımını düzenleyen Rusya ve Kazakistan arasındaki anlaşmaya Türkmenistan da karşı çıktı. Azerbaycan ise, bu anlaşmayı olumlu değerlendirmede bulundu ve Hazar'ın paylaşımının ikili anlaşmalarla yapılmasından yana olduğunu belirtti.⁶⁶

2001 yılında Rusya, Azerbaycan'la da Kazakistan ile yaptığı 1998 Anlaşmasına benzer bir anlaşma imzaladı.⁶⁷ 2001 yılının Kasım ayında Azerbaycan ve Kazakistan, aslında temel olarak 1997 yılında yaptıkları anlaşmayı teyit eden deniz yatağının paylaşımı konusunda yeni bir anlaşma

⁶⁴ Gawdat Bahgat, “The Caspian Sea: Potentials and Prospects”, **Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions**, Vol. 17, No. 1, January 2004, s. 123.

⁶⁵ Raczka Witt, **op.cit.**, ss. 31-32.

⁶⁶ Nesrin Sariahmetoğlu, “Kafkasya Ötesindeki Siyasi Gelişmeler ve Hazar Petrolleri”, *içinde* Alaeddin Yalçinkaya (der.) **Türk Cumhuriyetleri ve Petrol Boru Hatları**, İstanbul: Bağlam, 1998, s. 33-34.

⁶⁷ Gawdat Bahgat, **loc.cit.**

imzaladılar.⁶⁸ Bununla birlikte, 2001 Anlaşmasında coğrafi koordinatlar belirlenmeyerek, sonraya bırakıldı.⁶⁹

Mayıs 2002’de Rusya ve Kazakistan orta hat boyunca Kuzey Hazar’ın bölünmesi konusunda 1998 Rus-Kazak Anlaşmasına ilişkin bir protokol imzaladı. Bu protokol orta hattın coğrafi koordinatlarını belirtmektedir.⁷⁰

15 Şubat 2003’te ise Kazakistan ve Azerbaycan, 2002 Rusya - Kazakistan protokolüne benzer bir protokol imzalayarak aralarındaki deniz sınırının koordinatlarını belirlediler.⁷¹

Bu gelişmelerden sonra Mayıs 2003’te Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan, Hazar konusunda “orta hat” yöntemine dayalı üç taraflı bir anlaşmayı yürürlüğe soktular. Bu yöntemle göre, münhasır ekonomik bölgelerin genişliği, devletlerin kıyı çizgilerinden paralel ve eşit uzaklıkta olan orta bir hattın çizilmesi yoluyla çözümlendi. Münhasır ekonomik bölgelerin uzunluğu ise, denizin milli sektörlere bölünmesi suretiyle, devletlerin kıyıları boyunca orantısız olarak hesaplandı. Anlaşma, Hazar’ın kuzey kısmının deniz yatağının taksimine bu yöntemi uygulamaktadır.⁷² Bu anlaşma, Hazar’ın kuzeyinde resmi bir uzlaşmayı ortaya çıkardı.

Bununla birlikte Hazar’ın güney kısmında henüz Azerbaycan’la İran arasında bir anlaşmaya varılamazken, aynı şekilde Azerbaycan ile Türkmenistan arasındaki anlaşmazlık da devam etmektedir.⁷³

2003 yılında imzalanan anlaşmadan sonra Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan, havzanın hukuksal statüsü üzerinde ortak bir uzlaşma sağlanıncaya kadar, Kuzey Hazar’ın işletme ve yatırımlar için açık olduğunu beyan ettiler. Ancak

⁶⁸ Mehrdad Haghayeghi, “The Coming of Conflict to the Caspian Sea”, **Problems of Post-Communism**, Vol. 50, No. 3, May-June 2003, s. 35.

⁶⁹ Christopher C. Joyner/Kelly Z. Walters, “The Caspian Conundrum: Reflections on the Interplay Between Law, the Environment and Geopolitics”, **The International Journal of Marine and Coastal Law**, Vol. 21, No. 2, 2006, s. 190.

⁷⁰ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 31

⁷¹ Yusin Lee, “Toward a New International Regime for the Caspian Sea”, **Problems of Post-Communism**, Vol. 52, No. 3, May-June 2005, s. 44.

⁷² Christopher C. Joyner/Kelly Z. Walters, **op.cit.**, ss. 190-191.

⁷³ Yusin Lee, **loc.cit.**

İran ve Türkmenistan, diğer üç devlet arasındaki anlaşmaların geçersiz olduğunu ve Hazar için beş taraflı bir anlaşma gerektiğini ileri sürdüler.⁷⁴

Türkmenistan ve İran, Hazar'ın kuzeyindekilere karşı bir ittifak içine girerek, Mart 2003'te Hazar'ın güney sektörünün taksimine ilişkin bir anlaşma imzaladılar ve anlaşma ile uluslararası hukukun ilke ve normlarına ve Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi'ne uygun olarak deniz yatağının paylaşımı konusunda mutabakata vardılar. Anlaşma, bu ilkelerin neyi içerdiğini belirlememekle birlikte, iki ülkenin her bir Hazar devletinin Hazar'ın % 20'sine sahip olması gerektiği ve beş eşit parçaya taksiminden yana olduğu izlenimini vermektedir.⁷⁵

Sonuç olarak, bugün geline nokta Hazar havzasında kuzeyde Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan'ın, güneyde ise İran ve Türkmenistan'ın bulunduğu Kuzey-Güney anlaşmazlığı vardır.⁷⁶

Hazar'ın değişik meselelerini çözmek amacıyla görüşmeler devam etmektedir. Ortak bir çözüme ulaşılamasa da, zaman zaman bazı konularda mutabakata varabilmektedirler. Bu bakımdan kıyı devletlerinin liderleri arasında yapılan zirve toplantıları, dışişleri bakanlarının ve Hazar çalışma grubu toplantıları önem taşımaktadır.

Hazar Denizi kıyı devletlerinin başkanları arasında yapılan zirve toplantılarından ilki Nisan 2002'de Türkmenistan'ın başkenti Aşkabat'da yapılmıştır. Hazar sınırlarının belirlenmesine ilişkin devlet başkanları toplantısı olumlu bir gelişme olmasına rağmen, bu toplantıda deniz yatağının taksimi, balıkçılık ve çevresel bozulma gibi temel sorunlar konusunda herhangi bir anlaşma imzalanmamıştır.⁷⁷

Temmuz 2003'teki 10. Özel Çalışma Grubu toplantısında beş devlet Hazar'ın deniz çevresinin korunması için bir sözleşme konusunda anlaşmaya vardılar. 4 Kasım 2003'te Tahran'da "Hazar Denizi'nin Deniz Çevresinin Korunması

⁷⁴ Gawdat Bahgat, "Prospects for Energy Cooperation in the Caspian Sea", **Communist and Post-Communist Studies**, Vol. 40, No. 2, June 2007, s. 163.

⁷⁵ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 41.

⁷⁶ **Ibid.**, s. 44.

⁷⁷ Shannon O'Lear, "Resources and Conflict in the Caspian Sea", **The Geopolitics of Resource Wars**, Vol. 9, No. 1, March 2004, s. 175.

Hakkında Çerçeve Sözleşme”⁷⁸ imzalandı. Beş Hazar devleti tarafından imzalanan ilk belge olması nedeniyle bu sözleşme büyük öneme sahiptir.⁷⁹

Ekim 2007’de İran’da Hazar’a kıyısı olan ülkelerin cumhurbaşkanlarının toplantısının ikincisi düzenlendi. Toplantı sonunda beş kıyıdaş devlet bir bildiri imzaladı, ancak Hazar’ın statüsü konusunda yine nihai bir uzlaşmaya varılamadı. Bildiride Hazar’la ilgili olarak, Hazar’ın hakimiyetinin sadece beş ülkeye ait olduğu ve buradaki kaynaklardan sadece bu beş ülkenin yararlanabileceği; Hazar’a kıyısı bulunan beş ülkenin hiçbir zaman karşı tarafa saldırmak için bu denizi kullanmayacağı; kıyıdaş ülkelerden hiçbirinin, başka bir ülkenin Hazar’a kıyısı bulunan bir ülkeye saldırması için topraklarını kullanmasına izin vermeyeceği; Hazar’ın statüsünü belirlemek için müzakerelerin, uluslararası kurallar, hukuksal eşitlik ve barışçıl bir yöntem çerçevesinde devam edeceği ve Hazar’ın statüsü belirlenene kadar komşu ülkelerin gemilerine kendi bayraklarını asacaklarına ilişkin ilkeler yer aldı.⁸⁰

Hazar ülkelerinin devlet başkanlarının üçüncü zirve toplantısı, 2010 yılının Kasım ayında Azerbaycan’ın başkenti Bakü’de yapıldı. Bu sefer de Hazar’ın statüsü ile ilgili sorun bir çözüme kavuşturulamadı, ama toplantı sonucunda kıyı devletlerinin liderleri “Hazar Denizi’nde Güvenlik Alanında İşbirliği Sözleşmesi”ni⁸¹ imzaladılar. Sözleşme’de taraf devletler, “uluslararası hukukun genel olarak tanınmış kural ve ilkelerine, bu çerçevede Birleşmiş Milletler Anlaşması’nda belirlenmiş ilkelere özellikle bağımsızlık, egemenlik, ülke bütünlüğü, sınırların dokunulmazlığına saygı, kuvvet kullanmama veya kuvvet kullanmakla tehdit etmeme, birbirlerinin içişlerine karışmama ve devletlerin işbirliği ilkelerine” dayandıklarını ifade etmiştir. Yine taraflar “bölgesel güvenlik ve istikrara, Hazar Denizi’nin yalnızca barış amacıyla yararlanılmasında işbirliğinin gelişmesi ve kuvvetlendirilmesine katkı sağlamaya hazır olduklarını” ifade ederek, Hazar Denizi’ni “barış, istikrar ve iyi komşuluk denizi” ilan etmişlerdir. Anlaşma’nın 2. maddesinde ise şöyle belirtilmektedir: “Anlaşmanın hiçbir hükmü, Hazar

⁷⁸ Sözleşme metni için bkz. Azerbaycan Cumhuriyeti Adalet Bakanlığı Normatif Hukuk Belgelerinin Merkezi Elektronik Veri Tabanı: http://e-qanun.az/files/framework/data/11/f_11556.htm, 22 Haziran 2014.

⁷⁹ Yusin Lee, **op.cit.**, s. 45.

⁸⁰ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 33.

⁸¹ Sözleşme metni için bkz. Azerbaycan Cumhuriyeti Adalet Bakanlığı Normatif Hukuk Belgelerinin Merkezi Elektronik Veri Tabanı: http://www.e-qanun.az/files/framework/data/21/f_21305.htm, 29 Haziran 2014.

Denizi'nin hukuki statüsünü önceden belirleyen bir iddia olarak ileri sürülemez.”⁸²

2013 yılının Eylül ayında Bakü’de Hazar devletlerinin dışişleri bakan yardımcılarında oluşan Hazar çalışma grubunun 33. toplantısı düzenlenmiştir. İran tarafı kendi tutumunu devam ettirerek Hazar Denizi statüsünün belirlenmesine kadar 1921 ve 1940 yılı anlaşmalarının bu deniz ile ilgili çalışmaların temelini oluşturduğuna işaretle, uluslararası yasalar ve anlaşmalara göre Azerbaycan, Rusya ve Kazakistan arasında yapılmış ikili anlaşmaların geçersiz olduğunu belirtmiştir.⁸³

23 Nisan 2014 tarihinde Moskova’da Rusya, Azerbaycan, İran, Kazakistan ve Türkmenistan Dışişleri bakanlarının katılımı ile konferans yapılmış, Eylül 2014 tarihinde Astrahan kentinde yapılacak zirve toplantısının gündemi ve sonuç belgelerinin taslakları görüşülmüştür. Rusya Dışişleri bakanı Sergey Lavrov’un belirttiğine göre, Moskova konferansında Hazar Denizi’nin hukuksal statüsüne ilişkin sözleşmenin maddelerinin temelini oluşturacak prensiplerin önemli kısmı üstünde mutabakata varılmış ve Hazar’ın sularının bölünmesi konusunda ilerlemeler elde edilmiştir.⁸⁴

Hazar devletlerinin dördüncü zirve toplantısı ise, 2014 yılının Eylül ayında Rusya’nın Astrahan kentinde gerçekleştirildi. Toplantıya Rusya Devlet Başkanı Putin’in yanı sıra Hazar’a komşu ülkeler Azerbaycan Cumhurbaşkanı İlham Aliyev, İran Cumhurbaşkanı Hasan Ruhani, Kazakistan Devlet Başkanı Nursultan Nazarbayev ve Türkmenistan Devlet Başkanı Gurbanguli Berdimuhamedov katıldı. Zirve görüşünde devlet başkanları beş anlaşmaya imza attı. Anlaşmalar Hazar’da hidrojeoloji alanında işbirliği, olağanüstü durumların önlenmesi, biyolojik kaynakların korunması ve onların kullanımıyla ilgili işbirliğini kapsıyor. Zirve toplantısının sonucunda Hazar kıyısı devletlerin başkanları ortak bir bildiri kabul etti. Denizin su kitlesi konusunda her bir devletin kıyısından 15 deniz mili mesafede milli alanı, balıkçılık içinse kıyıda 10 deniz mili mesafe belirlendi. Statü sorununun çözülmesi ile ilgili anlaşmanın 2016’da Kazakistan’ın Astana kentinde yapılacak

⁸² Yasin Poyraz, “Hazar’ın Hukuki Rejimine İlişkin Sorunlar ve Kıyıdaş Devletlerin Çözüm Çabaları”, **Uluslararası Hukuk ve Politika**, Cilt. 7, Sayı. 28, 2011, s. 48.

⁸³ Bkz. İran Turkish Radio IRIB World Service:

<http://www.turkish.trib.ir/haberler/iran/item/287689-hazar-denizi-calisma-grubu-toplantisi-sona-erdi>, 17 Temmuz 2014.

⁸⁴ Bkz. Rusya’nın Sesi Radyosu: http://www.turkish.ru/2014_04_23/Hazar-denizi-statusu, 20 Temmuz 2014.

zirvede imzalanabileceği duyuruldu. Çalışma Grubu'nun bir sonraki görüşmesinin ise 2015 yılının Kasım-Aralık aylarında Bakü'de yapılacağı kararlaştırıldı.⁸⁵

Hazar devlet başkanlarının dördüncü zirvesinin sonuçlarıyla ilgili Azerbaycan Dışişleri Bakan Yardımcısı Halef Halefov zirve sonrası düzenlediği basın toplantısında konuştu. Halef Halefov, devlet başkanlarının açıklamalarının Hazar Denizi'nin statüsü meselesinin çözümü için temel ilkeleri ortaya koyduğunu belirtti. Hazar'ın statüsüne ilişkin 18 yıldır süren görüşmelerde en büyük ilerlemenin Astrahan Zirvesi'nde elde edildiğini bildiren Halefov, "Bu zirve, görüşmelerde yeni bir aşama olarak kabul edilebilir. Zirve çerçevesinde kabul edilen ortak bildiri, bağlanmış anlaşmalar bir çok konulara açıklık getirdi" açıklamalarını yaptı.⁸⁶

⁸⁵ Bkz. News Aze Haber Sitesi:

<http://newsaze.com/quotهازار-denizinin-hukuki-statusunun-belirlenmesi-icin-onemli-anlasmalara-imza-atildiquot>, 15 Ekim 2014.

⁸⁶ Bkz. Bugün Haber Sitesi:

<http://www.bugun.com.tr/son-dakika/azerbaycan-disisleri-bakanligi--haberi/1278867>, 15 Ekim 2014.

İKİNCİ BÖLÜM: HAZAR'IN STATÜSÜ KONUSUNDA KIYI DEVLETLERİNİN TUTUMLARI VE ARGÜMANLARI

Sovyetler Birliği'nin dağılmasının ardından, Hazar'ı Sovyet-İran denizi olarak tanımlayan tarihsel görüşün sonu gelmiş ve bu tarihsel uzlaşmanın yerini, kıyıdaş devletlerin çatışan talepleri ve yaklaşımları almıştır. Hazar'ın hukuki statüsünü bir soruna dönüştüren temel etken, bu çatışan iddialardır. Bu nedenle de Hazar kıyısı devletlerinin çatışan bu iddialarını, soruna yaklaşımlarını ve öne sürdükleri argümanları ele alarak incelemek, "Hazar Sorunu"nu anlamak açısından önem taşımaktadır.

2.1. Rusya

Hazar'ın statüsünün belirlenmesinde tarihi, stratejik, siyasi ve ekonomik sebeplerden ötürü en etkili olabilecek devlet Rusya Federasyonu'dur. Rusya, bu sorunu zaman zaman Birleşmiş Milletler'e de taşımıştır. Özellikle, Rusya, diğer kıyıdaş devletlerden Azerbaycan ve Kazakistan'ın çokuluslu şirketlerle yaptığı petrol anlaşmalarını BM nezdinde kınamıştır.⁸⁷

Rusya, 5 Ekim 1994'te deniz hukukunun diğer denizlerle doğal bağlantısı olmadığından Hazar'a uygulanamayacağını, Hazar'ın yasal rejimini belirleyen İran'la yapılmış olan Sovyet dönemi anlaşmalarının yürürlükte olduğunu ve böylece ortak kullanımın tek çözüm olduğunu açıklayan bir memorandumu BM'de yayınlamıştır.⁸⁸ Bu memorandum ayrıca herhangi bir kıyıdaş devletin tek taraflı eyleminin kabul edilemeyeceğini bildirmiştir.

Genel olarak bakıldığında ise, Rusya'nın Hazar'ın statüsü meselesiyle ilgili bugüne kadar üç temel politika değişikliği yaptığı görülmektedir.

⁸⁷ Selçuk Çolakoğlu, "Uluslararası Hukukta Hazar'ın Statüsü Sorunu", **Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, Cilt. 53, Sayı. 1-4, Ocak-Aralık 1998, s. 111.

⁸⁸ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, **op.cit.**, s. 34.

Rusya'nın birinci tutumu 10 veya 20 millik kıyı şeridi dışındaki su kütlesini ve deniz tabanının ortak kullanılacağı şeklinde idi. Rusya Federasyonu, Hazar'ın hukuki statüsünün 1921 ve 1940 yıllarında SSCB ve İran arasında imzalanan anlaşmalarla belirlenmiş olduğunu ve söz konusu anlaşmalarda münhasır egemenlik alanının yalnız balıkçılık için tanınan 10 millik kıyı şeridinden ibaret olduğunu, bunun dışında kalan bölgelerdeki suların ortak kullanıma açık olduğunu ve Hazar Denizi'ne kıyıdaş ülkelerin bu sulardan eşit haklarla yararlanabileceğini ileri sürmekteydi.⁸⁹ Bu çerçevede Rusya, Hazar'ı kapalı bir su rezervi olarak tanımakta, 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin Hazar'a uygulanamayacağını belirtmekteydi. Rusya, özellikle bu tezini Ağustos 1993'ten sonra kesin bir şekilde dile getirmeye başlamıştır.⁹⁰

Rusya'ya Hazar'ın deniz olmadığı görüşünü şu şekilde savunmaktaydı: “Bir su havzasını deniz olarak belirten temel ilke, havzanın açık denizlere ya doğrudan, ya da diğer denizler yoluyla bağlantısının olmasıdır. Hazarın ne doğrudan, ne de denizler yoluyla böyle bir bağlantısının olmaması nedeniyle bir deniz değildir. Elbette, bir kişi açık denizlerden nehirler ve yapay kanallar yoluyla Hazar'a varabilir. Ancak yapay kanallar ve nehirler uluslararası hukukun objesi değildir. Sonuçta, Hazar 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'ne konu olmamıştır. Kara sularında, bitişik bölgelerde, münhasır ekonomik bölgelerde veya kıta sahanlığında kıyı devletlerin yetki konsepti Hazar'a uygulanamaz.”⁹¹

Ayrıca, Rusya Hazar'ın ulusal sektörlere bölünmesi durumunda pek çok devletlerin çıkarlarının tehlikeye gireceğini iddia etmekteydi. Örneğin, Rusya, Türkmenistan ve İran'la ortak sınırını, Kazakistan da İran ile sınırını kaybedecektir. Sadece Azerbaycan dört komşusu ile olan sınırını muhafaza edecektir. Sınırların bu şekilde belirlenmesinin denizcilik alanında eşit olmayan haklar sağlayacağı ve bazı devletlerle ortak sınırların kalkması nedeniyle ikili ilişkileri bozacağı görüşündeydi.⁹²

⁸⁹ Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 110.

⁹⁰ Thane Gustafson/ Aleksey Reteyum/ Laurent Ruseckas, **op.cit.**, s. 15.

⁹¹ Gülnar Nugman, **op.cit.**, ss. 84-85

⁹² Osman Nuri Aras, **op.cit.**, s. 184.

Rusya'nın ikinci konumu 40-45 millik kıyı şeridi dışında ortak kullanım şeklindedir.⁹³ Böylece Rusya Hazar'ın bölünmesini kabul yönünde bir adım atmıştır. Hazar'ın bölgesel bölünmesinin önüne geçilemeyeceği anlaşıldıktan sonra, Rusya bölünmenin nasıl gerçekleştirileceği konusunda öneriler ileri sürmeğe başlamıştır. 12 Kasım 1996'da Rusya her bir ülke için 45 millik münhasıran *off-shore* ekonomik bölgenin tanınması fikrini ortaya atmıştır. Rusya ayrıca delme işlerinin başlamış olduğu 45 millik limitin ötesinde petrol ve doğal gaz rezervleri üzerinde ulusal yetkiyi tek tek ülke temelinde tartışmaya istekli olduğunu ve diğer bütün rezervlerin ise Hazar devletlerinin ortak şirketleri vasıtasıyla ortak mülkiyet altında olabileceğini açıklamıştır. Bu öneri kıyı devletlerine gelecekteki petrol ve gaz sözleşmelerinde Hazar bölgesi devleti olmayan katılımcıların önünde, enerji sahalarının geliştirilmesinde öncelik hakkı veren "çifte teklif" sistemini de içermektedir.⁹⁴ Hatta Rusya, verdiği taviz olarak değerlendirilecek şekilde, halen geliştirilmekte veya çıkarılmakta olan petrol sahalarının ilgili devletlerin egemenliği altına bırakılabileceğini belirtmekteydi.⁹⁵

Azerbaycan bu teklifi de kabul edilemez olarak değerlendirdi. Azerbaycan'ın üzerine anlaşma yaptığı yataklar 45 millik mesafenin ötesinde olması nedeniyle Azerbaycan bu teklifi reddetti. Hatta Azerbaycan Kazakistan'ın razı olduğu 80 millik mesafeyi de uygun görmemekteydi.⁹⁶

Rusya Şubat 1998'den sonra üçüncü bir tutum benimsemiştir. 9-10 Şubat 1998 tarihinde Astrahan'da Rusya ve Kazakistan, Dışişleri Bakanları düzeyinde yapılan zirvede Hazar'ın statüsüne ilişkin bir uzlaşma metni kabul etmişlerdir. Buna göre, taraflar Hazar'ın deniz tabanını eşit uzaklık ilkesine göre tamamen bölmüşler, su kitlesini ise ortak kullanıma bırakmışlardır.⁹⁷ Bununla Rusya Hazar'ın hidrokarbon rezervlerinin yabancı konsorsiyumlar tarafından geliştirilmesine karşı çıkmaktan vazgeçmiştir.⁹⁸ Fakat kıyıdaş devletlerin Hazar üzerinde sahip olacakları ulusal sektörler konusunda bir açıklama yapılmamıştır. Ayrıca taraflar Hazar'ın Rusya-Kazakistan

⁹³ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, *op.cit.*, s. 35.

⁹⁴ Bovt Georgy, "Russia, Iran That Rules on Caspian Sea are Affair of Littoral States, None of Which should Take Unilateral Steps", **Current Digest of the Post-Soviet Press**, Vol. 47, No. 44, November 1995, s. 15.

⁹⁵ Gülnar Nugman, *op.cit.*, s. 86.

⁹⁶ Osman Nuri Aras, *op.cit.*, ss. 189-190.

⁹⁷ Selçuk Çolakoğlu, *loc.cit.*

⁹⁸ Osman Nuri Aras, *op.cit.*, s. 190.

kısının silahsızlandırılmasını, çevre ve ulaşım gibi konularda işbirliği yapmayı taahhüt etmişlerdir. Mevcut bilgilerden anlaşma ile deniz tabanı ve toprak altı madenlerin araştırılması, işletilmesi, çevre koruması ile seyrüsefer konularının tarafların saptayacağı ortak bir rejime tabi tutulmasının öngörüldüğü anlaşılmaktadır. Bu metin Rusya ve Kazakistan Cumhurbaşkanları Boris Yeltsin ve Nursultan Nazarbayev'in onayı ile Nisan 1998'de iki ülke arasında bir anlaşma taslağı haline getirildi.⁹⁹ Bu anlaşma, 6 Temmuz 1998 tarihinde Yeltsin ve Nazarbayev tarafından Moskova'da imzalandı.¹⁰⁰ Böylece Rusya'nın "deniz dibi bölünebilir, ama su kitlesi ve su yüzeyi ortak kullanıma tabidir" görüşünü benimsediği görülmektedir.¹⁰¹

Görüldüğü gibi, her şeye rağmen Rusya Hazar'ın tam paylaşılmasını kabul etmiş değildir. Ayrıca Hazar'a deniz hukukunun uygulanmasına da şiddetle karşı çıkmaktadır. Bu karşı çıkışın temelinde siyasi ve ekonomik gerekçelerin yanında hukuksal bazı saikler de vardır.

Rusya, Baltık Denizi ve Karadeniz'le bağlantıyı sağlayan Don-Volga ve Volga-Baltık kanalları yüzünden de Hazar'ın iç deniz statüsünde değerlendirilmesine karşı çıkmaktadır. Rusya bu kanallardaki geçiş rejimini kendi ulusal mevzuatıyla düzenlemektedir. Hazar için 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin Kısım 10'daki "kapalı deniz" tanımını uygulanırsa, bu kanallar uluslararası su yolu haline gelecektir.¹⁰² Böylece Hazar'a kıyıdaş devletlerin bu su kanallarından transit geçiş hakkı doğacaktır.¹⁰³ Rusya, Hazar'ı Baltık Denizi'ne ve Karadeniz'e bağlayan su kanallarının yapay su kanalı olması dolayısıyla, bu kanallar ve nehirlerin uluslararası hukukun konusu olmadıklarını iddia etmektedir.¹⁰⁴ Ayrıca Hazar, hukuksal açıdan kapalı deniz olarak değerlendirilse bile, karasularından zararsız geçiş ve münhasır ekonomik bölgeden serbest geçiş haklarından sadece kıyıdaş devletler yararlanabilecektir.¹⁰⁵

⁹⁹ Hakan Aksay, "Hazar Kıyılarında Anlaşmak Kolay Değil", **Cumhuriyet**, 13 Nisan 1998, s. 8.

¹⁰⁰ Mensur Akgün, "Hazar'ın Statüsü", **Yeni Yüzyıl**, 9 Temmuz 1998, s. 34.

¹⁰¹ Selçuk Çolakoğlu, **loc.cit.**

¹⁰² Aslan Gündüz, **Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Teşkilatlar Hakkında Temel Metinler**, İstanbul: Beta Yayınevi, 1994, s.330.

¹⁰³ Richard R. Dion, "Cutting up the Caspian", **The World Today**, March 1998, s.81.

¹⁰⁴ Gülnar Nugman, **op.cit.**, s. 84.

¹⁰⁵ Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 111.

Rusya'nın Hazar'ın sektörel bölünmesini engellemek için ileri sürdüğü diğer bir resmi gerekçe ise tam bir (deniz tabanı, su kitlesi) bölünmenin doğal çevreye zarar vereceğidir. Moskova, Hazar'ın korunması gereken çok hassas ve eşsiz bir doğal çevreye sahip olduğunu iddia etmekte, eğer Hazar sektörlere bölünecek olursa, bunun neden olacağı çevresel kirlenmeden korunması gerekecek olan bir balıkçılık sanayiinin varlığını gündeme getirmektedir. Ortak denetimin, denizin doğal kaynaklarını özellikle de Rusya ve İran arasındaki anlaşmalarca güvence altına alınmış balıkçılık haklarını daha iyi koruyacağı iddia edilmektedir. Rusya'nın çevreyi korumak için ortaya çıkan bu yeni arzusu gerçekçi gözükmemektedir. Çünkü Sovyet dönemi boyunca Hazar, çevre açısından dünyadaki en tehlikeli bölgelerden birisi olmuştur. Azerbaycanlı bilim adamlarına göre, Sovyet döneminde Bakü ve Sumgayıt şehirlerini içeren Abşeron Yarımadası Hazar'ın en çok kirlenen bölgesi olmuştur.¹⁰⁶

2.2. Azerbaycan

Hazar'ın statüsü sorunu, Batı şirketleriyle petrol anlaşmalarını imzaladıktan sonra Azerbaycan'ın karşılaştığı en büyük engellerden biridir. Zira statü sorunu, anlaşmaları zora sokabilecek ve yabancı şirketleri petrol yataklarının işletilmesinden alıkoyabilecek bir sorundur.¹⁰⁷

Azerbaycan'ın kıyı ülkelerinin deniz üzerinde münhasır yetkilerini kullanabileceği ulusal egemenlik alanlarına bölünmesini amaçlayan iki farklı teklifte bulunmuştur. Bunlardan ilki “kapalı deniz”, ikincisi ise “sınır gölü” teklifidir.¹⁰⁸

Azerbaycan, Hazar'a “kapalı deniz” statüsünün uygulanabileceğini ileri sürmektedir. Bu durumda Hazar'a 16 Kasım 1994'te yürürlüğe giren 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin uygulanmasını istemektedir. Böylece, her

¹⁰⁶ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, *op.cit.*, ss. 30-31.

¹⁰⁷ Osman Nuri Aras, *op.cit.*, s.191

¹⁰⁸ Selçuk Çolakoğlu, *op.cit.*, s. 109.

kıyıdaş devlet 12 millik karasuları, belirli genişlikte kıta sahanlığı ve münhasır ekonomik bölgeye sahip olacaktır.¹⁰⁹

Bir “sınır gölü” olduğu düşüncesinden hareketle ise Azerbaycan, Hazar’ın orta hat esasına göre beş ulusal sektöre bölünmesini savunmaktadır. Azerbaycan Hazar’ın sularının ve deniz dibinin tamamen taksim edilerek, egemenlik alanlarına bölünmesini ve her ülkeye ait alanda mülkiyet ve egemenlik ilkelerine dayalı olarak o ülke mevzuatının geçerli olmasını savunmaktadır.¹¹⁰

Uluslararası uygulamada Azerbaycan’ın bu tezini destekleyen örnekler bulunmaktadır. Nitekim Birleşik Devletler ve Kanada arasında Büyük Göller’in, Kamerun, Çad, Nijer ve Nijerya arasında Çad Gölü’nün, Malavi, Mozambik ve Tanzanya arasında Malavi Gölü’nün ve İsviçre ile Fransa arasında Cenevre Gölü’nün bölünmesi için orta hat ilkesi kullanılmıştır.¹¹¹ Almanya, Avusturya ve İsviçre arasında paylaşılan Constance Gölü de buna örnek teşkil edebilir.¹¹²

Şunu da belirtmek gerekir ki, 1970’li yıllarda Sovyetler Birliği, Hazar’ın kuzeyini Azerbaycan, Kazakistan, Rusya ve Türkmenistan Sovyet Cumhuriyetleri arasında eşit uzaklık ilkesine göre iktisadi bölgelere ayırmıştır. Bu paylaşım sırasında eğer kıyı açıklarında adalar varsa, Hazar’a ilişkin sınırın belirlenmesinde o ada kıyıları esas alınmıştır. Bu dönemde Rusya dahil hiçbir Sovyet Cumhuriyeti böyle bir paylaşım tepki göstermedikleri gibi, İran da herhangi bir protestoda bulunmamıştır.¹¹³

Azerbaycan, Hazar’ın ulusal sektörlere bölünmesi gerektiği görüşüne 1995 Anayasası’nda da yer vermiştir. Buna göre, “Azerbaycan Cumhuriyeti’nin iç suları, Hazar Denizi’nin (Gölü’nün) Azerbaycan Cumhuriyeti’ne ait olan kısmı Azerbaycan Cumhuriyeti’nin ayrılmaz parçasıdır (m. 11/II).”¹¹⁴

¹⁰⁹ Bülent Gökay, “Caspian Uncertainties: Regional Rivalries and Pipelines”, **Perceptions**, March-May 1998, s.57.

¹¹⁰ Selçuk Çolakoglu, **loc.cit.**

¹¹¹ Şamhal Abilov, “Hazar’ın Hukuki Statüsü”, **Hazar Raporu**, Yaz 2013, s. 52.

¹¹² Ferit Hakan Baykal, “Bölgedeki Siyasi Gelişmelerin Işığı Altında Hazar Denizi’nin Hukuki Rejiminin Değerlendirilmesi”, **Basım Dünyası**, Ekim-Aralık 1995, s. 56.

¹¹³ Yolbars Kepbanov, **loc.cit.**

¹¹⁴ 12 Kasım 1995 tarihli “Azerbaycan Cumhuriyeti Anayasası”.

Genelde uluslararası hukukun bir kaynağı olarak emsalin oynadığı rolün önemini kabul eden Azerbaycan, 1921 ve 1940 anlaşmalarının geçerliliğini birlik cumhuriyetlerinin söz hakkı olmadan Moskova tarafından imzalanmış olduğunu ifade ederek reddetmiştir. Azerbaycan anlaşmaları reddederken, her iki anlaşmanın da yeni gerçeklere ve günün gereklerine cevap vermediği ve deniz üzerinde devletlerin sınırlarını belirlemediğini de dile getirmektedir. Ortak kurumsal yapılara da şüphe ile bakan Azerbaycan, sorunun kurumsallaştırılmasından çok ikili ve çok taraflı anlaşmalarla çözülmesini istemektedir.¹¹⁵

Rusya, 1996'nın sonunda Hazar'ın paylaşımı için, her devletin 45 millik münhasır haklarının bulunduğu bir bölgenin olmasını, Hazar'ın ortasında kalan bölgenin ise tarafsız olmasını ve buradaki kaynakların eşit olarak paylaşılmasını önermiştir. Bu teklif, Azerbaycan tarafından rağbet görmemiştir. Çünkü Azerbaycan'ın zenginlikleri bu bölgenin dışında kalmaktadır.¹¹⁶ Rusya ise bu teklifine uygun olarak Dağıstan kıyısında (45 millik bölge içinde) bir ihale açmıştır.¹¹⁷

Azerbaycan ayrıca Hazar'ın silahsızlandırılmasını da ileri sürmektedir. Şu anda Rusya, Hazar'da büyük bir donanma bulundurmakta ve mevcut konumunu muhafaza etmek istemektedir. Bu nedenle Hazar'ın silahsızlandırılmasının gündeme getirilmesi, bölgesel barış açısından oldukça büyük önem taşımaktadır.¹¹⁸

Genel olarak, Azerbaycan'ın resmi duruşunu ise şu şekilde özetleyebiliriz:¹¹⁹

- 1) Deniz dibi, eşit uzaklık temelinde veya orta hat ilkesine göre paylaşılmalıdır;
- 2) 1921 ve 1940 tarihli Sovyet-İran Anlaşmaları, madencilik hakları konusunda geçerli değildir ve yalnızca avlanma ve seyrüsefer güzergahlarını düzenler;
- 3) Sovyetler Birliği, Astara ve Hasan Kuli arasında bir sınır çizgisi çizerek Hazar'ı İran ve Sovyet bölgelerine bölmüştür, ayrıca Sovyet bölgesi de Azerbaycan, Rusya, Kazakistan ve Türkmenistan arasında paylaşılmıştır;

¹¹⁵ Gülnar Nugman, **op.cit.**, s. 86.

¹¹⁶ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, **op.cit.**, s. 37.

¹¹⁷ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 43.

¹¹⁸ Ömer Faruk Ünal, "Azerbaycan ve Türkmenistan Arasında "Kepez" Problemi", **Journal of Qafqaz University**, Cilt. 1, Sayı. 2, 1998, s. 51.

¹¹⁹ Şamhal Abilov, **op.cit.**, s. 56.

- 4) Azerbaycan Milli Meclisi ve Anayasası Hazar'ın Azerbaycan'a ait bölgesi üzerindeki egemenlik ilkesini düzenlemektedir.

Azerbaycan, 2001 yılında Rusya ve daha sonra Kazakistan ile yaptığı anlaşmalarla Hazar'ın kuzey kesiminde ortaya çıkan uzlaşmanın bir parçası olmuştur. Mayıs 2003'te ise Rusya ve Kazakistan ile birlikte deniz yatağının taksimi konusunda imzaladığı anlaşma, Hazar'ın kuzey kısmındaki uzlaşmayı resmi olarak üç taraflı bir hale dönüştürmüştür.¹²⁰

Azerbaycan ve Türkmenistan Arasındaki Anlaşmazlık

Azerbaycan Türkmenistan'la Hazar'ın bölünmesi konusunda bazı anlaşmazlıklar yaşamaktadır. Aslında, 1998 yılı başında Türkmenistan ile Azerbaycan, Hazar'ı ulusal sektörlere bölen orta hat prensibinde anlaştılar. Fakat Azeri, Çırag ve Kepez yatakları bu konuda ihtilaf doğurmaktadır.¹²¹ Ayrıca iki ülke, orta hattın koordinatlarının nasıl belirleneceği konusunda anlaşamamışlardır.¹²² Azerbaycan ve Türkmenistan arasında “orta hattın” çekilmesi konusunda ortaya çıkan yöntem sorunu, aslında temel olarak aynı fikri savunan bu iki ülkeyi karşı karşıya getirmiştir.

Azerbaycan 20 Eylül 1994 tarihinde 11 petrol şirketiyle Azeri, Çırag ve Güneşli yataklarının işletilmesi ile ilgili anlaşma imzalamıştır. Buna rağmen 1997 Kasım ayında ilk petrolün çıkarılmasına kadar bu anlaşmayla ilgili hiçbir itirazı olmayan Türkmenistan, bu tarihten hemen sonra Azeri ve Çırag yatakları ile ilgili bir takım haklar iddia etmeye başlamıştır. Türkmenistan Cumhurbaşkanı Saparmurad Niyazov, Azerbaycan Cumhurbaşkanı Haydar Aliyev'e gönderdiği mektubunda, Azeri petrol yatağının tamamen, Çırag yatağının ise kısmen Türkmenistan'ın sınırları içerisinde olduğunu iddia etmiştir. Türkmenistan Bakanlar Kurulu, 1997 Ağustos ayında yaptığı toplantısında Hazar Denizi'nde olan petrol ve gaz yataklarının işlenmesi için uluslararası ihale açmıştır.¹²³ Türkmenistan'ın açmış olduğu ihaleye Kepez yatağını da katması Azerbaycan ile ilişkilerinde karşılıklı

¹²⁰ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 38.

¹²¹ Ömer Faruk Ünal, **op.cit.**, s. 43.

¹²² Yusin Lee, **op.cit.**, s. 41.

¹²³ Ömer Faruk Ünal, **op.cit.**, s. 46.

problemlerin doğmasına sebep olmuştur. Türkmenistan, Kepez yatağını tek taraflı olarak, Azerbaycan'la hiçbir anlaşma yapmadan, ihaleye açtığı için bu yatağın tamamen kendisine ait olduğunu kabul ettiği anlaşılmaktadır.¹²⁴

Türkmenistan Azeri ve Kepez yataklarının tamamen, Çırag yatağının ise kısmen kendi hukuksal yetki alanında olduğunu iddia ederek “Azerbaycan’ın bu alanlarda bir takım işler yaptığını dikkate alarak, uzun vadeli kira düzenlemesi...” teklif etmiştir.¹²⁵

Söz konusu üç petrol alanının Azerbaycan kıyısından uzaklığına göre sıralanışı şöyledir: Çırag ve Azeri yatakları Azerbaycan kıyılarında yaklaşık 70-90 km uzaklıkta bulunmaktadır. Kepez ise yaklaşık 110-125 km uzaklıktadır.¹²⁶

Azerbaycan ve Türkmenistan arasında en fazla tartışma konusu olan, Türkmenler tarafından “Serdar” olarak adlandırılan Kepez yatağı Azerbaycanlı jeolog ve jeofizikçiler tarafından 1959 yılında yapılan sismik araştırmalar neticesinde bulunmuştur. Kepez yatağında 1983 yılında başlatılan hazırlık çalışmalarından sonra 1986 yılında sondaj çalışmalarına başlanmış ve 1988 yılında petrol ve gaz çıkarılmıştır. Fakat bu yatakta büyük karbohidrojen rezervinin olmasına rağmen, çok derinde yerleştiğinden dolayı işletilememiş ve yabancı şirketlerle olan petrol anlaşmalarına da dahil edilmemiştir.¹²⁷

Türkmenistan, Azerbaycan’ın Abşeron yarımadası vasıtasıyla Hazar’ın içlerine kadar sokulduğunu, dolayısıyla Hazar Denizi ekvatorunun özelliği göz önünde bulundurularak, enleme eşit mesafeli (uzaklıktaki) noktaları birleştiren yöntemin kullanılmasını önermiştir. Bu durumda Türkmenistan, orta hat belirlenirken Hazar’ı matematiksel olarak ele almakta, ülkelerin kıyı şeritleri ve adalarının uç noktalarını dikkate almamaktadır. Türkmenistan’ın teklif ettiği tezin kabul edilmesi durumunda sadece Kepez/Serdar yatağı değil, Azeri ve Çırag yatakları da Türkmenistan sektöründe kalarak tartışmalı hale gelmektedirler.¹²⁸

¹²⁴ Ömer Faruk Ünal, **loc.cit.**

¹²⁵ Yolbars Kepbanov, **op.cit.**, s. 15.

¹²⁶ Ömer Faruk Ünal, **op.cit.**, s. 47.

¹²⁷ Natig Aliyev, “Azerbaycan Cumhuriyeti Devlet Petrol Şirketi’nin Bildirisi”, **Azerhabber**, 17-23 Eylül 1997, s.5.

¹²⁸ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **loc.cit.**

Türkmenistan'ın bu iddiasına karşın Azerbaycan Devlet Neft Şirketi, Kepez yatağının 1970 yılında belirlenen bölünmeye göre Azerbaycan sektöründe kaldığını, eski Sovyetler Birliği bakanlıklarının, genel müdürlüklerinin ve başka yetkili organlarının ellerinde bulunan bütün resmi belgelerin bunu ispat ettiğini ve Türkmenistan'ın bu yataklara yönelik savlarının uluslararası yasal dayanağının ve delilinin olmadığını iddia etmiştir.¹²⁹

2.3. Kazakistan

Kazakistan Hazar'ın statüsü konusunda Şubat 1998'e kadar Azerbaycan ile benzer görüşleri benimsemiştir. Bu çerçevede Kazakistan Hazar'ı bir kapalı deniz olarak nitelemiş ve 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin uygulanmasını istemiştir.¹³⁰

Kazakistan ve Azerbaycan'ın görüşleri karşılaştırıldığında, Azerbaycan'ın Hazar'ın tümüyle ulusal sektörlere bölünmesini savunurken, Kazakistan'ın deniz yatağının paylaşılması, Hazar'ın sularının ise belirli bir münhasır yetki alanı dışında ortak kullanılmasını benimsediği görülmektedir.¹³¹

Kazakistan ve Azerbaycan arasındaki bu küçük tutum farklılığı Kazakistan'ın Rusya ile Temmuz 1998'de anlaşma imzalamasını kolaylaştırmıştır. Hatırlanacağı üzere anlaşma “deniz dibi bölünebilir, ancak su kütlesi ve su yüzeyi ortak kullanıma tabidir” ilkesini öngörmekteydi. Kazakistan, deniz tabanının tamamen bölünmesini kabul ederken su kütlesinin ortak kullanılmasını kabul etmekle, Hazar'ı bir sınır gölü olarak değerlendirdiği izlenimi vermektedir.¹³² Daha sonra Kazakistan ve Rusya, 2002 yılında 1998 Anlaşması için bir Protokol imzaladı. Kazakistan, Rusya ile yaptığı anlaşmanın bir benzerini 2001 yılında Azerbaycan ile yaptıktan sonra Hazar'ın kuzeyinde bir uzlaşma ortaya çıkmıştır. Mayıs 2003'te Rusya ve Azerbaycan ile birlikte deniz

¹²⁹ Natig Aliyev, **loc.cit.**

¹³⁰ Andrei Shoumikhin, “Economics and Politics of Developing Caspian Oil Resources”, **Perspectives on Central Asia**, Vol. 1, No. 8, November 1996, s. 3.

¹³¹ Bülent Gökay, **op.cit.**, s. 58.

¹³² Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 111.

yatağının taksimi konusunda imzaladığı anlaşma, Hazar'ın kuzey kısmındaki uzlaşmayı resmi olarak üç taraflı hale dönüştürdü.¹³³

Statü konusunda 27 Şubat 1997 tarihinde Kazakistan ve Türkmenistan arasında ise iki bildiri yayınlanmıştır. Bunlardan birisi, genel olarak işbirliğini geliştirmek hakkında iken, diğeri doğrudan Hazar ile ilgili meseleler konusundadır.¹³⁴ Taraflar, işbirliği konusundaki bildirinin 6. maddesi ile Hazar'dan karşılıklı faydalanma konusunda çalışma grubu kurulması için mutabakata vardıklarını açıklamışlardır. Hazar ile doğrudan ilgili bildiriye göre ise taraflar, Hazar'ın hukuksal statüsünü belirleyen anlaşma akdedilinceye kadar orta hat esasında idari-ülkesel sınırı muhafaza edeceklerdir (m. 1). Bu anlaşma, Hazar devletlerinin buradaki egemen haklarına saygı gösterme temelinde yetkilerini belirlemelidir. Ayrıca çevre koruma ve doğadan faydalanmayı, bu meyanda denizin biyolojik kaynaklarını, deniz yatağındaki madenlerden faydalanmayı, seyrüsefer ve denizin seviyesinin azalmasının önüne geçmenin tedbirlerini ve Hazar ile ilgili diğer meseleleri de çözümlemelidir (m. 2). Hazar ile ilgili diğer anlaşmalar ise söz konusu bu anlaşmaya uygun olmalıdır (m. 3). 4. madde ise statüsü belli oluncaya kadar, Hazar'ın şu andaki kullanımı ile ilgili ilkeleri içermektedir. Buna göre Hazar, sadece barışçıl amaçlarla kullanılmalı ve askeri faaliyetlerden uzak tutulmalı, denizin kirlenmemesi için gereken tedbirler alınmalı, biyolojik kaynaklarının devamlılığı sağlanmalı, Hazar'dan faydalanılırken karşılıklı çevreye verilen zararlardan kıyı devletleri sorumlu tutulabilmeli, ticaret gemilerinin serbestliği ve güvenliği sağlanmalıdır. Hazar'da sadece kıyı devletlerinin gemilerinin seyrüsefer serbestliği vardır. Bu konuda ilkeler özel sözleşmelerle düzenlenmelidir (m. 5). Taraflar, Hazar'ın biyolojik kaynaklarının çeşitliliğini korumak ve onlardan faydalanmak için gerekli tedbirleri alacak ve bu amaçla işbirliği yapacaklardır. Ayrıca tüm kıyı devletleri, mutabakata varılan bölgeler dahilinde biyolojik kaynakları kendi özel ve tüzel kişilerinin işletme hakkına sahip olduğunu ikrar etmektedirler (m. 6). Deniz yatağındaki madenler ile ilgili olarak ise Taraflar, kıyı devletlerinin bu konudaki haklarını ikrar etmekten öte bir karar almamışlardır (m. 7). Ama bu bildiri, bir

¹³³ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 39.

¹³⁴ Bildiri metinleri için bkz. Kazakistan Cumhuriyeti Normatif Hukuk Belgelerinin Elektronik Veri Tabanı: <http://www.adilet.zan.kz>, 17 Mayıs 2014.

takım temennileri dile getirmekten öteye geçemedi ve Bildiri’de yer alan orta hat ilkesi bir anlaşma ile sonuçlandırılmadı.¹³⁵

2.4. Türkmenistan

Hazar Denizi’nde yeni bağımsızlığını kazanmış diğer kıyı ülkelerinden farklı olarak Türkmenistan, deniz sınırlarının belirlenmesi konusunda belli bir politika belirlemekten kaçınmaktadır. Hazar’a ilişkin olarak kıyı devletlerin görüşlerinde ve siyasi durumda görülen değişim sebebiyle Türkmenistan’ın duruşu da değişmiştir.¹³⁶

Türkmenistan ilk önce Azerbaycan ve Kazakistan gibi Hazar’ın sektörlere bölünmesi görüşünü savunmuştur.¹³⁷ Hatta kıyı suları, 12 mil kara suları ve münhasır ekonomik bölgenin belirlendiği bir kanunu kabul eden ilk ülke Türkmenistan’dır.¹³⁸ Bu esnada Türkmenistan 1993 yılında denizin doğu kısmında yer alan Çeleken açık deniz alanını geliştirmek için yabancı şirketlerle bir anlaşma imzalamıştır.¹³⁹ İki yıl sonra ise, kıyı devletleri Hazar Denizi’nin hukuki statüsü konusunda bir anlaşmaya varana kadar ortak egemenlik ilkesinin uygulanmasını savunan Rus ve İran duruşunu destekleyen bir konuma geçmiştir.¹⁴⁰ Dönemin Türkmenistan Dışişleri Bakanı Şıhmuradov bir demecinde, Hazar’ın yeni statüsünün belirlenmesinden önce Hazar’ın işletilmesi meselesinin İran ve SSCB arasında 1921 ve 1940 yıllarında akdedilen anlaşmalara uygun olması gerektiğini savunmaktadır. Bu paylaşıma uygun olarak Azerbaycan ile Rusya’nın petrol çıkarma sözleşmesi yaptıkları Azeri, Çırag ve Kepez yataklarının Türkmenistan egemenliğinde olduğunu iddia etmektedir. Yine egemen hakların olduğu 45 millik bir kıyı bölgesinin ve iki ya da çok taraflı anlaşmalarla belirlenecek ortak bir merkezi bölgenin kurulmasından yana görüşlerini ifade etmiştir.¹⁴¹

¹³⁵ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 39-40.

¹³⁶ Şamhal Abilov, **op.cit.**, s. 57.

¹³⁷ Osman Nuri Aras, **op.cit.**, s. 200.

¹³⁸ Şamhal Abilov, **loc.cit.**

¹³⁹ Ali Granmayeh, “Legal History of the Caspian Sea”, in Shirin Akiner (ed.) **The Caspian: Politics, Energy and Security**, London: Routledge Curzon, 2004, s. 14.

¹⁴⁰ Şamhal Abilov, **loc.cit.**

¹⁴¹ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s.41.

Türkmenistan, 1996 yılında denizin bölgesel olarak paylaşılmasını destekleyen Azerbaycan'ın tutumuna yaklaşmıştır.¹⁴² Ocak 1997'de Azeri ve Çırag petrol sahalarının Türkmenistan'a ait olduğu gerekçesiyle Azerbaycan Türkçesindeki isimleri değiştirilerek Türkmenbaşı Niyazov'un adı konulmuştur. Bu petrol sahalarının ise kıyıda 45 millik mesafenin dışında olduğu görülmektedir.¹⁴³

27 Şubat 1997 tarihinde Kazakistan ve Türkmenistan arasında, kıyıdaş devletler Hazar için yeni bir statü üzerinde anlaşmaya kadar, Sovyet dönemi boyunca bölümlere dayalı orta hat boyunca Hazar'ı sektörlere bölmek için mutabakata vardıkları konusunda bir bildiri yayınlanmıştır. Ancak Bildiri'de yer alan orta hat ilkesi bir anlaşma ile sonuçlandırılmamıştır.¹⁴⁴

1998 yılında yine orta hat ilkesine göre deniz dibini bölmek için Azerbaycan ile bir anlaşmaya varılmış, fakat orta hattın hangi noktadan itibaren ölçüleceği konusunda bir fikir birliğine varılamamıştır.¹⁴⁵ Sonuçta, Hazar'da aynı tezi savunmaya başlayan Türkmenistan ve Azerbaycan, petrol sahaları yüzünden kendi aralarında anlaşmazlığa düşmüşlerdir.¹⁴⁶

Hazar'ın kuzeyinde Rusya, Kazakistan ve Azerbaycan arasında ortaya çıkan uzlaşmaya Türkmenistan karşı çıkmaktadır. Türkmenistan ve İran, diğer üç devlet arasındaki anlaşmaların geçersiz olduğunu ve Hazar için beş taraflı bir anlaşma yapılması gerektiğini ileri sürmektedirler.¹⁴⁷ Temmuz 1998'de Türkmenbaşı Saparmurad Niyazov Tahran'ı ziyaret etmiştir. Tahran'da İran ve Türkmenistan tarafından yayımlanan ortak bildiride, Hazar'ın statüsü konusunda kıyıdaş devletlerin onayladığı bir anlaşma ortaya çıkana kadar İran ve Sovyetler Birliği arasında imzalanan anlaşmaların geçerli olacağı ifadelerine yer verilmiştir.¹⁴⁸

Beş devlet arasındaki 2002 Nisan'ındaki görüşmelerde, Rusya, Kazakistan ve Azerbaycan orta hat boyunca deniz yatağının bölüşülmesi ve deniz yüzeyinin

¹⁴² Faraz Sanaei, "The Caspian Sea Legal Regime, Pipeline Diplomacy, and the Prospects for Iran's Isolation from the Oil and Gas Frenzy: Reconciling Tehran's Legal Options with its Geopolitical Realities", **Vanderbilt**

Journal of Transnational Law, Vol. 34, No. 3, May 2001, s. 688.

¹⁴³ Osman Nuri Aras, **loc.cit.**

¹⁴⁴ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 43.

¹⁴⁵ Gawdat Bahgat, **op.cit.**, s. 165.

¹⁴⁶ Osman Nuri Aras, **op.cit.**, 201.

¹⁴⁷ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, s. 42.

¹⁴⁸ Osman Nuri Aras, **loc.cit.**

ortak kullanımını savunurken, Türkmenistan denizin paylaşılması ilkesini benimsemekle birlikte bunun yöntemi konusunda yine fikir ayrılığına düştü.¹⁴⁹

2003 yılında Hazar'ın güney sektörünün taksimine ilişkin bir anlaşma imzalayan Türkmenistan ve İran, uluslararası hukukun ilke ve normlarına ve BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'ne uygun olarak deniz yatağının paylaşımı konusunda anlaştılar. Anlaşma, bu ilkelerin neyi içerdiğini belirlemiyor, ancak her bir Hazar devletinin Hazar'ın %20'sine sahip olması gerektiği görüşünü yansıttıyor. Böylece Hazar'da İran ve Türkmenistan, kuzeyde Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan'ın oluşturduğu uzlaşmaya karşı bir tutum sergilemektedir.¹⁵⁰

Türkmenistan'ın Hazar'a ilişkin olarak çeşitli hukuksal belgeler kabul ettiği görülmektedir. Örneğin, Türkmenistan karasuları ve iç suları, 1 Ekim 1993 tarih ve 876-XII numaralı "Türkmenistan'ın Devlet Sınırı Hakkında Kanun"un¹⁵¹ 6. ve 7. maddelerine göre tespit edilmiştir. Bu kanun ile Hazar'a ilişkin olarak karasuları genişliği 12 mil olarak belirlenmiştir (m. 6). Böylece Türkmenistan, karasularını kendi iç hukukunda bir kanunla belirleyen ilk kıyıdaş ülke olmuştur.¹⁵² Ayrıca Türkmenistan devlet başkanı 23 Aralık 1997 tarihli kararı ile Hazar'ın kıyı sınırının koordinatlarını gösteren bir karar aldı. Yine Türkmenistan devlet başkanı, aldığı bir kararla Türkmen kıta sahanlığında hidrokarbon aramak ve çıkarmak için 1997 sonunda uluslararası bir ihale açtı.¹⁵³

Görüldüğü gibi Türkmenistan, bir taraftan orta hat görüşüne yaklaşırken diğer taraftan mevzuatında 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin hükümlerini çağrıştıran hükümleri muhafaza etmektedir.

¹⁴⁹ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **loc.cit.**

¹⁵⁰ **Ibid.**

¹⁵¹ Kanun metni için bkz. Türkmenistan Meclisi, **Türkmenistan'ın Meclisi'nin Maglumatları**, Cilt. 2, Sayı. 9-10, 1993, s. 73.

¹⁵² Kamyar Mehdiyoun, "Ownership of Oil and Gas Resources in the Caspian Sea", **The American Journal of International Law**, Vol. 94, No. 1, January 2000, s. 187.

¹⁵³ Karar metinleri için bkz. Türkmenistanın Prezidentinin Aktlarının ve Türkmenistanın Hökümetinin Kararlarının Yığındısı, Sayı. 8, 1997.

2.5. İran

İran, Hazar'ın ulusal sektörlere bölünmesine karşı çıkararak Rusya'ya yakın bir tutum benimsemiştir. Hazar'ın bir göl olduğunu, beş kıyı devleti tarafından ortaklaşa kullanılması gerektiğini savunmuş ve üçüncü devletlerin Hazar'dan yararlanmasına karşı çıkmıştır.¹⁵⁴ İran, Hazar'ın statüsü sorununun ise beş kıyı ülkesi tarafından oy birliği esasına göre belirlenmesi gerektiğini, tarafların tek taraflı tasarruflarının 1921 ve 1940 tarihli anlaşmaların ihlali anlamına geleceğini öne sürmektedir.¹⁵⁵

İran ve SSCB arasında yapılan 1921 ve 1940 anlaşmalarının bu kadar öne çıkmasının temelinde, Hazar'ın bir Sovyet-İran Denizi olarak görülmesi yatmaktadır. İran, bu anlaşmalarda ortaya konan rejimi iki devlet arasında bir "ortak egemenlik" (condominium) rejiminin tarihsel olarak kurulduğu iddialarına temel olarak göstermektedir. Ancak bu anlaşmalarda ortaya konan "Sovyet-İran Denizi" tanımlamasının tam anlamıyla açıklanmadığı görülmektedir.¹⁵⁶

İran, ortak kullanıma ilişkin olarak Hazar'ın 12 ulusal sektöre bölünmesini önermekteydi¹⁵⁷. Vance Owen'ın 10 kantonluk Bosna planına benzeyen bu öneri, çok karışık ve uygulanması oldukça zordur.¹⁵⁸

Aslında Hazar'ın Azerbaycan sektöründe petrol yataklarının kullanımı konusunda batılı şirketlerle yapılacak anlaşmaların hazırlık aşamasında İran, statü konusundaki görüşlerini Azerbaycan'a yakınlaştırarak bu anlaşmalarda taraf olmak için aktif çalışmalarda bulunmuştur. Ancak ABD'nin ısrarlı tutumu karşısında İran, enerji projelerine ilişkin yapılmış çok taraflı anlaşmalara dahil edilmemiştir. Bu olaydan sonra İran statü konusunda Azerbaycan'a olan desteğini geri çekmiş ve Rusya'yı destekler nitelikte politikalar benimsemiştir.¹⁵⁹

¹⁵⁴ Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 112.

¹⁵⁵ Meftun Metin, **Politik ve Bölgesel Güç Hazar**, İstanbul: IQ Kültür-Sanat Yayıncılık, 2004, s. 162.

¹⁵⁶ Aslan Yavuz Şir, "Hazar'ın Statüsü, Jeopolitiği ve Bölgesel Güvenliğe Etkileri", **Global Strateji Dergisi**, Sayı. 12, Kış 2008, s. 126.

¹⁵⁷ Richard R. Dion, **op.cit.**, s. 82.

¹⁵⁸ Selçuk Çolakoğlu, **loc.cit.**

¹⁵⁹ İsmail Hakkı İşcan, **op.cit.**, s. 83.

İran uzun süre Rusya'nın tezini desteklemekle birlikte, 1998 yılında imzalanan Rusya-Kazakistan Anlaşması ile kabul edilen ve Hazar'ın deniz dibini paylaşmalarını öngören rejimi, BM nezdinde protesto etmiştir. İran protestosunda, Hazar'ın beş kıyı devletinin rızası olmaksızın paylaşılmasının kabul edilemeyeceğini ve tüm eski SSCB Cumhuriyetlerinin, SSCB ve İran arasında yapılan 1921 ve 1940 anlaşmalarıyla bağlı olduğunu bildirmiştir. Ayrıca İran, Türkmenistan ile Rusya - Kazakistan Anlaşmasından bir gün sonra ortak bir bildiri yayımlayarak bu anlaşmayı reddetmiş ve Hazar'ın sadece tek hukuksal statüsünün olabileceğini, kaynakların adil ve eşit bölüşülmesi gerektiğini belirtmiştir. Böylece İran, Rusya'nın politika değişikliği ile Hazar politikasında yalnız kalmıştır.¹⁶⁰

İran daha sonra kendi çıkarları göz önüne alınacak olursa, Hazar Denizi'nin bölgesel paylaşımını kabul etmeye hazır olduğunu ilan etti. Deniz dibi ve yüzeyinin beş kıyı devleti arasında eşit bölgelere bölünmesini ve her devletin % 20 paya sahip olmasını önerdi. Ancak Hazar Denizi'nde yeni kurulan bağımsız devletler tarafından İran'ın önerilerinin hiçbirini kabul edilmedi. Azerbaycan ve İran arasında güney Hazar'ın sınırlarının belirlenmesi konusundaki anlaşmazlık ise halen sürmektedir.¹⁶¹

Mart 2002'deki Azerbaycan – İran görüşmeleri hukuksal statü konusunda olumlu bir sonuç vermedi. Beş devlet arasındaki 2002 Nisan'ındaki görüşmelerde Rusya, Kazakistan ve Azerbaycan, orta hat boyunca deniz yatağının bölüşülmesi ve deniz yüzeyinin ortak kullanımını savunurken, Türkmenistan denizin paylaşılması ilkesini benimsemekle birlikte bunun yöntemi konusunda fikir ayrılığına düştü. İran ise her iki paylaşım ilkesine de karşı oldu ve İran'ın Hazar'ın en az % 20'sine sahip olması gerektiği konusundaki görüşünü yineledi.¹⁶² Hazar kıyısı devletlerinin Ekim 2007 Tahran'da ve Kasım 2010 Bakü'de yapılan zirve toplantılarında da İran fikrini değiştirmemiş ve uzlaşmaya yanaşmamıştır.

¹⁶⁰ Selçuk Çolakoğlu, **loc.cit.**

¹⁶¹ Gennady Chufin , "Russia's Caspian Energy Policy and its Impact on the US – Russian Relationship", **The Energy Dimension in Russian Global Strategy**, The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, October 2004, ss. 9-10.

¹⁶² Süleyman Sırrı Terzioğlu, **loc.cit.**

İran'ın Hazar Denizi'nin hukuki statüsü konusundaki genel tutumunu ise şöyle özetlenebilir:¹⁶³

- 1) 1921 ve 1940 anlaşmaları, gelecekte uygulamaya konulacak hukuki rejimin tanımlanması için temel belgeler olarak ele alınmalıdır;
- 2) Hazar Denizi konusunda verilen tüm kararlarda fikir birliği ilkesi geçerli olmalıdır;
- 3) Hazar Denizi için silahtan arındırılmış bölge statüsü kabul edilmelidir;
- 4) Hazar, kıyı devletleri arasında ticaret, işbirliği ve ekonomik yakınlık için bir merkez olmalıdır;
- 5) Çevresel ilkelere uygun hareket edilmelidir, gaz ve petrol boru hatlarının deniz dibinde döşenmesi gibi çevreye zararlı olabilecek eylemler engellenmelidir;
- 6) Nihai rejim ulusal düzeyde savunulabilir nitelikte olmalıdır.

¹⁶³ Mehrdad M. Mohsenin, "The Evolving Security Role of Iran in the Caspian Region", in Gennady Chufrin (ed.) **The Security of the Caspian Sea Region**, New York: Oxford University Press, 2001, s. 170.

ÜÇÜNCÜ BÖLÜM: HUKUK YÖNÜNDEN MESELENİN DEĞERLENDİRİLMESİ

Hazar'ın hukuki statüsü sorununun temellerinde her ne kadar politik sebepler durmuş olsa da, meselenin hukuki boyutu da çok büyük önem arz etmektedir. Zira sorunun çözümünün hukuk kuralları çerçevesinde yapılması gerekmektedir. Kıyıdaş devletler soruna farklı açılardan yaklaşmakta, farklı iddialar ileri sürmekte ve her biri de kendi iddiasını hukuk kuralları çerçevesinde temellendirmeğe çalışmaktadır.

Biz bu bölümde öncelikle Hazar'ın hukuki statüsüyle ilgili, öğretide hangi teorik görüşlerin olduğunu araştıracağız. Sonra Hazar'ın mümkün sınırlandırılma yöntemlerini inceleyeceğiz. Bundan sonra Hazar'ın statüsü sorununun hukuksal bir çerçevede çözümü için önerilen yolları belirleyerek araştırmaya çalışacağız. Sonda ise Hazar'ın statüsüyle ilgili Sovyetler Birliği dağıldıktan sonra kıyı devletlerinin bu güne kadar yaptıkları anlaşmaları irdedeleyeceğiz.

3.1. Teorik görüşler

Hazar'ın hukuki statüsü konusunda mevcut öğretinin neredeyse tamamı, “kapalı deniz” ve “uluslararası göl” (“sınır gölü”) ayırımına dayalı bir yaklaşım sergilemektedir. Her şeyden önce Hazar, 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi bakımından bir açık deniz değildir. Açık deniz statüsü, tüm devletler bakımından serbestçe yararlanma imkanı sağlar (m. 87) ve hiçbir devlet bu deniz alanında egemenlik iddiasında bulunamaz (m. 89). Öte yandan sahili bulunsun ya da bulunmasın her devlet, açık denizlerde kendi bayrağını taşıyan gemileri seyrettirme hakkına sahip olmaktadır (m. 90). Oysa Hazar'da yüzlerce yıldan beri uygulanan hukuki rejim, Hazar'ın üçüncü devletlere kapalı olması ilkesine bağlanmıştır.¹⁶⁴

Hazar'ın statüsüne ilişkin gösterilen iki yaklaşımın dışında üçüncü bir görüş olarak, Hazar'ın “özel bir su havzası” olduğu ve statüsü belirlenirken tek başına deniz hukuku ilkelerinin ve uluslararası göllerin bölünmesindeki uygulamanın

¹⁶⁴ Yasin Poyraz, *op.cit.*, s. 34.

mümkün olmayacağı da ileri sürülmektedir. Bu görüşe göre, Hazar’da denizin her ülkenin yetki alanına giren kısımları dışında ortak kullanım gibi geleneksel olmayan yöntemlerin uygulanması savunulmaktadır.¹⁶⁵

Şimdi ise, Hazar’ın statüsüyle ilgili olan bu teorik görüşleri daha detaylı şekilde inceleyelim.

3.1.1. Kapalı Deniz Görüşü

Kapalı ve yarı kapalı denizler, uluslararası hukuk doktrininde yeni bir konu değildir. Bu kavramlar, BM Üçüncü Deniz Hukuku Konferansı’ndan çok daha önce ortaya çıkmışlar ve bugüne kadar ciddi değişikliklere uğramışlardır. 1982 Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi ise devletlerin pratiğindeki son gelişmelerle ilgili olarak, bu kavramlara yeni anlam değişiklikleri getirmiştir. Hukuki ve politik açıdan, bu denizler kıyı devletlerinin ekonomik gelişim, denizlerde çevre korunması, deniz canlıları kaynaklarının işletilmesi gibi alanlarda bölgesel işbirliği için önemli jeopolitik zemin oluşturmaktadırlar. Baltık Denizi, Karadeniz, Kızıldeniz, Akdeniz, Güney Çin Denizi, İran Körfezi gibi deniz alanları, kapalı ve yarı kapalı denizlerin ekonomik ve stratejik açıdan önemini belirtmek için yeterlidir.¹⁶⁶

Uluslararası hukuk öğretisinin bir kısmı, Hazar’ı da kapalı deniz kabul etmektedir. BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’ne göre, kapalı ve yarı kapalı deniz, “iki veya daha çok devlet tarafından çevrili ve diğer bir denize veya okyanusa dar bir geçitle bağlı bulunan ve yahut da bütünüyle veya büyük bir bölümü ile, iki veya daha çok devletin karasularından ve münhasır ekonomik bölgelerinden oluşan bir körfez, bir deniz havzası veya bir deniz”dir (m. 122). Tanıma göre, denizin “kapalı” veya “yarı kapalı” olma özelliği, diğer bir deniz alanına dar geçitle bağlı bulunup bulunmadığına göre belirlenmektedir. Eğer dar bir geçit bulunuyorsa “yarı kapalı”, bulunmuyorsa “kapalı” deniz kabul edilecektir. Bununla birlikte, her ikisi arasında hukuki statü bakımından bir farklılık olmayacaktır. Don ve Volga kanallarının varlığı, yarı kapalı deniz olduğu değerlendirmesine yol açmıştır.

¹⁶⁵ Ömer Faruk Ünal, “Azerbaycan-Rusya İlişkilerinde Hazar Sorunu”, *Journal of Qafqaz University*, Cilt.2, Sayı. 1, 1999, s. 21.

¹⁶⁶ Sergei Vinogradov/Patricia Wouters, *op.cit.*, s. 611.

Bir görüşe göre Hazar, “kıyıdaş devletler tarafından belirlenen ve uluslararası toplum tarafından tanınan kapalı (hukuki açıdan) kıta içi deniz statüsüne sahiptir”¹⁶⁷

Öte yandan, Hazar’a kıyıdaş devletlerden sadece Rusya BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’nin tarafıdır. Hazar’ın kapalı deniz olarak kabul edilip edilemeyeceği bir yana, böyle kabul edilmiş olsa dahi, bu statünün kıyıdaş devletleri, genel geçerliliğe sahip pozitif bir uluslararası hukuk kuralı olarak bağladığından söz etmek zordur. Sözleşme hükümlerinin önemli bir kısmı aynı zamanda teamül kuralı olarak tüm devletler için bağlayıcı nitelikte bulunsa da, çok farklı özelliklere sahip bulunan türdeş deniz alanlarının tamamı için ve her duruma uygulanabilir kurallar bulunduğunu söylemek mümkün değildir. Bu bakımdan Hazar’ın statüsünü belirlemeyi sağlayacak bir teamül kuralı olduğu söylenemez. Sözleşme’de yer alan ve statü oluşturmaya hizmet edecek kurallar, anlaşmalar hukuku çerçevesinde ele alınmalıdır.¹⁶⁸

Hazar’ın deniz olarak kabul edilmesi durumunda deniz hukukuna ilişkin BM Deniz Hukuku Sözleşmesi hükümleri genel olarak uygulanacak ve kıyıdaş devletler, deniz ülkesinin bir parçası olarak en fazla 12 mil genişliğinde kara sularına sahip olacaktır. Karasuları dışında bitişik bölge, kıta sahanlığı ve münhasır ekonomik bölge hakları bakımından, münhasır yetkiler kullanılabilecektir. Kıta sahanlığı ve münhasır ekonomik bölge hakları, bu alanlar üzerindeki deniz yüzeyi bakımından seyrüsefer serbestisini ortadan kaldırmayacak, açık deniz statüsü geçerli olacaktır. Böyle bir durumda dahi, kıyıları bitişik veya karşı karşıya olan devletlerin deniz alanlarının sınırlandırması, BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’ne göre kural olarak anlaşma ile yapılacaktır.¹⁶⁹

BM Deniz Hukuku Sözleşmesi hükümlerine göre Hazar, kapalı veya yarı kapalı deniz statüsüne dahil edildiğinde, Don ve Volga kanalları üzerinde uluslararası su yolu rejimi uygulanabilecek ve Hazar’a kıyıdaş devletlerin bu kanallardan transit geçiş hakkı doğacaktır. Ayrıca Hazar açık deniz olmadığı için, Sözleşme hükümlerine göre, yeni kıyıdaş devletler - Azerbaycan, Kazakistan ve

¹⁶⁷ Aleksandr Kovalyov, **Modern Uluslararası Deniz Hukuku ve Onun Uygulanması Pratiği**, Bakü: Qanun, 2006, s. 181.

¹⁶⁸ Yasin Poyraz, **loc.cit.**

¹⁶⁹ 10 Aralık 1982 tarihli Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi, m. 15, m. 76, m. 83.

Türkmenistan “sahili bulunmayan devlet”tir¹⁷⁰. Bu devletler “... Sözleşme ile öngörülen haklarını kullanmak için denize ulaşma ve denizden ulaşma hakkına sahip olacaktır. Bu amaçla, transit geçiş devletinin ülkesinden, her türlü ulaşım aracıyla transit geçiş serbestisinden yararlanacaktır” (m. 125/1). Bu geçiş serbestisi daha çok anlaşmalar hukuku çerçevesinde değerlendirilebilecek olsa da, Sovyetler Birliği’nin halefi olan bu üç devletin kanallardan transit geçiş yapma hakkına sahip olduğu kabul edilmelidir¹⁷¹. Kıyıdaş devletlerin anlaşma ile oluşturdukları hukuki rejimin önceliği söz konusudur. BM Deniz Hukuku Sözleşmesi, “özel düzenlemelerin üstünlüğü ilkesi” olarak adlandırılabilir bir esasa bağlı kurguya sahiptir. Birçok deniz alanı bakımından hukuki sonuca bağlanan “tarihi haklar” ölçütü yanında örneğin, Sözleşme’nin boğazlara ilişkin hükümlerinin, geçişin tamamen veya kısmen, uzun süreden beri yürürlükte bulunan ve özellikle bu boğazlara ilişkin sözleşmelerle düzenlendiği boğazların hukuki rejimini etkilemeyeceği belirtilmiştir (m. 35/c)¹⁷². Dolayısıyla, kıyıdaş devletlerin hak ve yetkilerden yararlandığı ve uzun süreden beri uygulanan hukuki rejimin, uluslararası hukukun o su alanına ilişkin genel düzenlemelerine göre önceliği bulunacaktır.

3.1.2. Sınır Gölü Görüşü

Uluslararası hukukta denizlere ilişkin genel kuralların zengin bir tarihi geçmişi bulunmasına rağmen, göllere ilişkin aynı ölçüde genel nitelikte kurallardan bahsetmek mümkün değildir. Belki hiç hak etmediği ölçüde bölgesel ve dar sınırlar içinde ele alınan göller aslında, çevresinde bulunan devletlerin kaderlerinde büyük rol oynayan ve uluslararası önem taşıyan su alanlarıdır.

¹⁷⁰ Sözleşmeye göre sahili bulunmayan devlet, “denize kıyısı olmayan” devlettir (m. 124/1-a). Devletlerin yaklaşık beşte biri (42), sahili bulunmayan devletler grubu içerisinde yer alır. Sözleşme bu grupta yer alan devletlere balıkçılık, transit geçiş ve denizle ilgili bilimsel çalışmalara katılma gibi bazı haklar tanımaktadır (m. 124-132). Ancak bu haklar, büyük ölçüde kıyıdaş devletlerin işbirliğine ve gerçekleştirme imkanına bağlı tutulmuştur. Buna karşın seyrüsefer, diğer açık deniz serbestilerinden yararlanma ve limanlarda diğer devlet gemileriyle eşit muamele görme hakları (m. 86, m. 90, m. 131) kesin olarak tanınmıştır. Bkz. Aydoğan Özman, **Deniz Hukuku I: Kaynaklar-Kişiler-Nesneler-Ulusal Deniz Alanları**, Ankara: Turhan Kitabevi, 2006, s. 135-36.

¹⁷¹ Cavid Abdullayev, **op.cit.**, s. 267.

¹⁷² “Uzun süreden beri yürürlükte bulunan sözleşme” kavramı için bkz. Ferit Hakan Baykal, **Deniz Hukuku Çalışmaları**, İstanbul: Alfa Yayınları, 1998, s. 245-47; Aydoğan Özman, **Deniz Hukuku I: Kaynaklar-Kişiler-Nesneler-Ulusal Deniz Alanları**, Ankara: Turhan Kitabevi, 2006, ss. 375-77.

Dünyada, iki veya daha çok devletin sahilleriyle çevrilmiş 100'e yakın sınır gölü bulunmaktadır¹⁷³.

Sınır göllerinden yararlanmanın farklı türlerine ilişkin olarak kıyıdaş devletler arasında üç yüzden fazla özel uluslararası anlaşma ve sözleşme imzalanmıştır. Bu belgeler, kıyıdaş devletler arasında sınırların belirlenmesi, gemicilik, balıkçılık, sulama, suların seviyesi, mineral kaynakların kullanımı ve üretimi, güvenlik ve buna bağlı uluslararası hukuk güvenceleri, suların kirlenmeden korunması gibi çok önemli konulara ilişkindir.¹⁷⁴

Bugün göller, uluslararası hukuk bakımından akarsular, kanallar ve yer altı suları ile birlikte “suyolları” genel kavramı altında ele alınmaktadır. 21 Mayıs 1997 tarihli Uluslararası Suyollarının Ulaşım Dışında Kullanılması Hukukuna İlişkin Sözleşme¹⁷⁵, suyolunu şu şekilde tanımlamaktadır: “Fiziki ilişkilerinden dolayı bölünmez bir bütün teşkil eden ve normal olarak bir son durağa akan yer altı suları ve yerüstü suları sistemi”. Uluslararası suyolundan ise, “parçaları farklı devletlerin içinde bulunan bir su yolu” anlaşılır (m. 2). “Uluslararası su yolu” kavramına karşılık olarak bazı yazarlar, “sınıraşan sular” kavramını tercih etmektedir. Sınıraşan sular kavramı, hem sınır kat eden, hem de sınır oluşturan akarsu ve birden fazla devletin sınırlarında yer alan göller ve kanallar gibi unsurları içine almaktadır.¹⁷⁶

Bir suyolunun ulusal veya uluslararası nitelik kazanması bakımından kullanılan ölçütlerden biri, o suyolunun bir ya da birden fazla devlet ülkesinde bulunmasıdır¹⁷⁷. Uluslararası hukuka göre, bir gölün, ulusal veya uluslararası nitelik taşıması bir yana, öncelikle varlığı için hangi özelliklere sahip olması gerektiği bilinmelidir. İlgili sayılabilecek çok taraflı uluslararası anlaşmalarda bir göl tanımı yapılmış değildir. Buna karşın öğretide, bazı ölçütler kullanılarak göl tanımı yapma çabası görülmektedir. Bazı yazarlar ölçütlerden biri olarak tuzluluk oranına işaret etmiş olsa da, günümüzde ağırlıklı olarak “etrafı kara ile çevrili, denizden farklı bir su seviyesine sahip ve denizlere doğal bir su yolu ile bağlı

¹⁷³ Yasin Poyraz, **op.cit.**, s. 36.

¹⁷⁴ Aleksandr Kovalyov, **op.cit.**, ss. 181-182.

¹⁷⁵ Sözleşme metni için bkz. Enver Bozkurt, **Türkiye'nin Uluslararası Hukuk Mevzuatı**, 5. Bası, Ankara: Asil Yayın Dağıtım, 2011, s. 260-76.

¹⁷⁶ Bkz. Münevver Aktaş Acabey, **Sınıraşan Sular: Hukuki Rejim, Dicle-Fırat ve Türkiye'nin Diğer Sınıraşan Suları**, İstanbul: Beta Yayınları, 2006, s. 80.

¹⁷⁷ Hüseyin Pazarıcı, **Uluslararası Hukuk Dersleri**, II. Kitap, Ankara: Turhan Kitabevi, 2004, s. 275-76.

bulunmayan” su alanları, göl olarak kabul edilmektedir¹⁷⁸. Bu sebeple Hazar, diğer bir denizle doğal bağlantısı olmadığından bir göl, daha doğrusu sınır gölü sayılmaktadır¹⁷⁹. Yine sınır gölleriyle ilgili de, farklı tanımlar yapılmış olsa da, Kovalyov’a göre, sınır gölünün en kapsayıcı tanımını Rustam Mamedov yapmıştır: “Sınır gölleri, iki veya daha çok devletin sahilleriyle çevrili, okyanuslar ile doğal birleşmesi olmayan ve göle kıyıdaş devletler tarafından imzalanan somut uluslararası anlaşmada belirlenmiş bağımsız uluslararası hukuk statüsü ve rejimine sahip su alanları olarak kabul edilmelidir”.¹⁸⁰

Sınır göllerinin paylaşılmasıyla ilgili devletlerin pratiğinde farklı yöntemler uygulanmıştır ve bu meseleyi düzenleyen genel uluslararası hukuk kurallarının varlığında söz etmek zordur. Bununla birlikte, paylaşımın hakça ilkelere göre yapılması kuralı, uygulanan uluslararası hukuk bakımından genel bir kural haline dönüşmektedir¹⁸¹. Nitekim 1997 Uluslararası Suyollarının Ulaşım Dışında Kullanılması Hukukuna İlişkin Sözleşme, su yolu devletlerinin “kendi ülkelerindeki uluslararası bir su yolunu hakkaniyete uygun ve makul bir biçimde” kullanacağını öngörmektedir (m. 5).

Hazar’ın “göl” olarak kabul edileceği durumda ise, kıyı devletleri arasında nasıl paylaşılacağına ilişkin iki farklı paylaşım yöntemi öngörülmektedir: ortak yönetim (condominium) ve sektörel bölünme.¹⁸²

3.1.3. Kendine Özgü Olduğu Görüşü

Kapalı deniz veya göl olarak sınıflandırılması çabalarına rağmen, Hazar’ın hukuki rejimi her zaman kendine özgü (*sui generis*) olmuştur. Fiziki, tarihi ve hukuki özelliklerini dikkate almaksızın, Hazar’ı önceden belirlenmiş bir kategori içerisine dahil etmeye çalışmak eleştirilebilir. Bu olgusal gerçekliği göz ardı ederek, Hazar’ın bir “deniz” veya “göl” olarak sınıflandırılması zorunluluğu yoktur. Coğrafi durum veya bölgenin özelliklerini dikkate alan yaklaşım çerçevesinde

¹⁷⁸ Hüseyin Pazarcı, *ibid.*, s. 277.

¹⁷⁹ Melda Sur, *Uluslararası Hukukun Esasları*, 4. Bası, İstanbul: Beta Yayınları, 2010, s. 363.

¹⁸⁰ Aleksandr Kovalyov, *op.cit.*, s. 185.

¹⁸¹ Hüseyin Pazarcı, *op.cit.*, s. 286.

¹⁸² Cavid Abdullayev, *op.cit.*, s.268.

“yalnızca ilgili alan için geçerli özel kuralların kendi aralarında kabul edilerek uygulandığı, aynı deniz alanına kıyıdaş devletler arasında var olan bağların bütünü” göz önünde tutulmalıdır.¹⁸³

Hazar’ın mevcut hukuki rejimi, ne tamamıyla uluslararası deniz hukukuna bağlı sayılabilir, ne de tamamen uluslararası göllere ilişkin kurallarla örtüşür. Hukuki rejimin emredici normlarla (*jus cogens*) belirlenmiş olduğu da söylenemez. Kıyıdaş devletler, aralarındaki açık veya üstü örtülü uzlaşılarda hukuki rejimi değiştirmekte serbesttir. Mevcut rejim, yeni bir olgusal gerçeklik karşısında yetersiz kalıyorsa, o rejim yerine yenisinin oluşturulması gerekecektir. Sürdürülebilir hukuki rejim, yalnızca tüm kıyıdaş devletlerin dengeli kalkınmasına ve doğal kaynakların sürdürülebilir kullanımına izin veren hakkaniyete uygun bir rejimdir. Mevcut rejimin eksikliği, tüm kıyıdaş devletlerin ortak iradesiyle giderilebilir.¹⁸⁴

Hazar’a ilişkin sorunlar bakımından farklı olgulara bağlı olarak ortaya çıkan durumların, farklı hukuki statüye uygun düştüğü söylenebilir. Örneğin, kıyıdaş olmayan devletlerin hakları söz konusu olduğunda uygun hukuki statü, uluslararası göller için uygulanan hukuk çerçevesinde belirlenecektir. Seyrüsefer ve geçiş konusunda ise kendilerine ait kıyılardan uzak bölgelerde, kıyıdaş devletlerin önemli çıkarları dikkate alınarak kapalı deniz hukuku tercih edilecektir. Eğer sorun, özellikle kıyılardan uzak bölgelerde kıyıdaş devletler arasında sınırlandırma yapılmasına ilişkin ise, açık denizler için ortaya çıkmış öğreti ve yargı kararları muhtemelen öncelikle kullanılacaktır. Geçiş ve çevre konusundaki endişeler ile hidrokarbonların ve madenlerin depolanması konusunda, kıyıdaş devletlerin genel uygulamalarıyla şekillenen paylaşım arasında da bir bağ kurmak mümkündür. Bununla birlikte paylaşımın, çevrenin genel anlamda korunması, bilimsel araştırmalar, balıkçılık kaynaklarının yönetimi ve muhafazası konularında kıyıdaş her bir devletin çıkarlarını bir bütün olarak koruyacağını söylemek zordur.¹⁸⁵

¹⁸³ Yasin Poyraz, **op.cit.**, s. 37.

¹⁸⁴ Yasin Poyraz, **op.cit.**, ss. 37-38.

¹⁸⁵ Cesare P. R. Romano, **op.cit.**, s. 284.

3.2. Hazar'ın Sınırlandırılması Yöntemleri

Hazar'ın statüsünün belirlenmesinin en büyük önemi, onun kıyı devletleri arasında nasıl paylaşılacağı veya nasıl sınırlandırılacağı sonucuyla ilgilidir. Farklı statüler, farklı sınırlandırma yöntemlerinin uygulanmasını öngörmektedir. Biz burada Hazar'a uygulanabileceği öngörülen farklı sınırlandırma yöntemlerini incelemeye çalışacağız.

3.2.1. Condominium

Uluslararası hukukta “ortak egemenlik” rejimi, genel olarak “condominium” şeklinde ifade edilmektedir. Condominium, bir alan üzerinde iki veya daha çok devletin eşit ve birlikte egemen yetkiler kullanması durumunu ifade eder. Üzerinde egemen yetkiler kullanılan alan hiçbir devletin ülkesine dahil olmamaktadır¹⁸⁶. Buna örnek olarak, 1980 yılına kadar New Hebrides adaları üzerinde İngiliz - Fransız ortak egemenliğini gösterebiliriz¹⁸⁷.

Kara bazlı condominium'un birkaç örneği olmasına karşın, kapalı veya yarı kapalı su alanlarına ilişkin ortak yönetim düzenlemesi açısından yalnız bir örnek mevcuttur: El Salvador, Honduras ve Nikaragua arasındaki Fonseca Körfezi. Her ne kadar ortak yönetim, genelde ilgili taraflar arasında açık anlaşmalarla oluşturulursa da, Fonseca Körfezi'nin statüsü Uluslararası Adalet Divanı'nın (UAD) bir kararı sonucu gerçekleşmiştir. Bu kararın arkasında yatan neden, önceleri tek bir devlete (İspanya) ait olan körfezde, uzun zaman bir bütün olarak davranılmış olması ve Divan'ın halef devletlerin ortaya çıkmasından sonra bu birliğin bozulmasında bir yarar görmemesidir.¹⁸⁸

Bunu da belirtmek gerekir ki, Uluslararası Adalet Divanı'nın bu kararının, Hazar'a uygulanması pek mümkün görünmemektedir. Çünkü Hazar ile Fonseca

¹⁸⁶ Cavid Abdullayev, **loc.cit.**

¹⁸⁷ “Condominium”, **Büyük Larousse Sözlük ve Ansiklopedisi**, Cilt. 4, İstanbul: Gelişim Yayınları, 1986, s. 2438.

¹⁸⁸ Cynthia M.Croissant/Michael P.Croissant, **op.cit.**, s. 28.

körfezi arasında önemli bir fark vardır. Hazar, öteden beri iki farklı devlet (Çarlık Rusya / SSCB - İran) tarafından kullanılmıştır.¹⁸⁹

Hazar'ın statü sorunu ortaya çıktıktan sonra, Deniz'in önce 10-12, sonra 20, sonraysa 40-45 millik bir kıyı şeridi dışında kalan kısmının ortak kullanıma bırakılmasıyla ilgili teklifler ileri sürülmüşse de, bu tekliflerden hiç biri genel kabul görmemiştir.¹⁹⁰



Şekil 3.1. Hazar Denizi'nin Condominium Yöntemiyle Sınırlandırılması

Hazar üzerinde ortak yönetim tezi, politik çıkar ve kıyıdaş devletlerin uygulamaları üzerine kurulmuştur. Ortak yönetim tezinin savunucuları, genellikle İran Dışişleri Bakanı ile Sovyet Elçiliği arasında 1927 yılında yapılan nota teatisini dayanak olarak göstermiştir. Daha sonra 1935 Anlaşması'nda yer alan

¹⁸⁹ Cavid Abdullayev, **op.cit.**, s.269.

¹⁹⁰ Thane Gustafson/ Aleksey Reteyum/ Laurent Ruseckas, **loc.cit.**

ve 1940 Anlaşması'nda da tekrarlanan ifade şudur: "... Hazar Denizi, iki hükümet tarafından Sovyet ve İran denizi olarak kabul edilmiştir". Acaba bu ifade, gerçekte Hazar Denizi üzerinde seyrüsefer hakkının tüm üçüncü devletlere yasaklanmasını mı, yoksa hukuki açıdan bir ortak yönetimin varlığını mı kastetmektedir. Bu açıdan sözü edilen hukuki metinlerde tarafların gerçek iradelerinin ne olduğu tartışmalıdır.¹⁹¹

Dağılmadan önce Sovyetler Birliği ile İran arasındaki karşılıklı uygulamalar, ortak yönetim tezini destekler nitelikte değildir¹⁹². 1940 Anlaşması'nda daha açık ifade edilen "Sovyet-İran Denizi" nitelendirmesi, gerçek iradeyi tam olarak yansıtmadığı için, statüyü tek başına belirleyecek bir delil olarak ileri sürülemez. Bu sebeple, taraflar arasında akdedilen anlaşmaların, statü sorununu bir çırpıda çözmeye elverişli olmadığı sonucuna ulaşmak mümkündür. Statünün belirlenmesinde anlaşma hükümleri yanında, taraf devletlerin uygulamaları da önem kazanmaktadır¹⁹³. Sovyetler Birliği döneminde, kıyıdaş cumhuriyetler arasında doğal kaynaklar, balıkçılık ve ulaşım açısından Hazar'da bir sektörel bölünme olduğu görülmektedir. Eski Sovyet Cumhuriyetleri yanında İran için de fiili bir bölünmenin mevcut olduğu, özellikle petrol üretimi bakımından bunun kesin olarak söylenebileceği ileri sürülmüştür.¹⁹⁴

3.2.2. Sektörel Bölünme

Hazar'ın sınırlandırılması yöntemlerinden biri de, Hazar'ın beş kıyı devleti arasında bölünerek her bir kıyı devletinin tıpkı kendi kara alanındaki gibi egemen haklara sahip olmasıdır. Hazar'ın bu şekilde ulusal sektörlere bölünmesi daha geniş bir hukuksal geçerliliğe sahip görünmektedir. Ancak bölünmenin nasıl yapılacağı diğer bir sorundur.¹⁹⁵

Yukarıda da bahsedildiği gibi uluslararası hukuk iki veya daha fazla devlet arasında bir sınır oluşturan göllerin kullanımı ve paylaşımına ilişkin

¹⁹¹ Cesare P. R. Romano, *op.cit.*, s. 282.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ Selçuk Çolakoğlu, *op.cit.*, s. 109.

¹⁹⁴ *Ibid.*, ss. 115-116.

¹⁹⁵ *Ibid.*, ss. 117.

herhangi bir düzenleme getirmemiştir. Bu noktada benzeri durumlardaki uygulamalar, örnek teşkil edebilirler. Devletler sınırlandırma ile ilgili olarak anlaşarak istedikleri düzenlemeye gitmekte serbest olmalarına rağmen, pek çok anlaşmada sınır gölleri ile ilgili olarak orta hat ilkesinin uygulandığı görülmektedir. Örneğin, Büyük Kuzey Amerika Gölleri daha 1783 yılında orta hat ilkesine göre sınırlandırılmıştır¹⁹⁶. Bu konuda diğer örnekler ise şunlardır: Victoria Gölü (Kenya, Tanzanya, Uganda), Malawi Gölü (Malawi, Mozambik), Cenevre Gölü (Fransa, İsviçre), Çad Gölü (Nijerya, Nijer, Çad, Kamerun) vb.¹⁹⁷



Şekil 3.2. Hazar Denizi'nin Orta Hat Yöntemiyle Sınırlandırılması

¹⁹⁶ Brice M. Clagett, *op.cit.*, s. 8.

¹⁹⁷ Clive Schofield/Martin Pratt, "Claims to the Caspian Sea", *Jane's Intelligence Review*, February 1996, s.78.

İki veya daha çok devletin kıyıdaş olduğu kapalı bir deniz veya göle ilişkin sınırlandırma söz konusu olduğu zaman orta hat ilkesi, adil ve hakkaniyete uygun bir karar verilmesi açısından önemlidir. Bu konuda Almanya Federal Mahkemesi tarafından 1920 yılında karara bağlanmış olan Constance Gölü davasında orta hat uluslararası hukukun genel bir ilkesi olarak kabul edilmiştir.¹⁹⁸

Kıta sahanlığının belirlenmesinde orta hat esası sıkça kullanılan bir yöntemdir. 1958 Kıta Sahanlığı Sözleşmesi'nde bir anlaşmanın olmaması durumunda özel durumlar çerçevesinde başka bir yola gidilmedikçe kıta sahanlığı sınırının belirlenmesinde orta hat / eşit uzaklık ilkesinin uygulanacağı ifade edilmektedir.¹⁹⁹ Ancak bu ilkeden 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nde vazgeçilmiştir. 1982 Sözleşmesi'ne göre, kıyıları karşı karşıya veya yan yana olan devletler arasında kıta sahanlığının sınırlandırılması, hakça bir çözüm (*equitable solution*) bulmak üzere, Uluslararası Adalet Divanı Statüsü'nün 38. maddesinde belirtilen hükme göre anlaşma ile belirlenecektir.²⁰⁰

UAD, 1969 Kuzey Denizi Kıta Sahanlığı davalarında deniz sınırlarının belirlenmesinde her bir devletin kıyı şeridi uzunluğu ile orantılı olarak deniz sularından faydalanmasını sağlayacak bir sonuca ulaşılmasını temel kıstas olarak belirlemiştir. Söz konusu davalarda orta hat ilkesinin uygulandığı bazı durumlarda kıyı uzunluklarına orantılı olmayan adaletsiz sonuçların ortaya çıkabileceği vurgulanmıştır. Bu durumda deniz hukuku bitişik veya karşılıklı kıyılarda sınırlandırmanın adil bir çözüm sağlanacak şekilde yapılması gerektiğini belirtmektedir.²⁰¹ Burada orantılılık ilkesi, orta hat ilkesinin adil olmayan sonuçlarını dengeleyen bir unsur olarak ortaya çıkmaktadır.²⁰²

Şu anda Hazar'ın sektörel bölünmesi yöntemine en çok karşı çıkan devlet İran'dır. Ama İran, Hazar'ın beş devlet arasında eşit şekilde (her kese % 20'lik bir alan) paylaşılacağı durumda bu yöntemi kabul edebileceğini de belirtmiştir.²⁰³

¹⁹⁸ Brice M. Clagett, **loc.cit.**

¹⁹⁹ **Ibid.**

²⁰⁰ Aslan Gündüz, **op.cit.**, s. 319.

²⁰¹ Brice M. Clagett, **loc.cit.**

²⁰² Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 117.

²⁰³ Gennady Chufrin , **loc.cit.**

3.2.3. Deniz Dibinin Bölünmesi, Su Kitleleri ve Su Yüzeyinin Ortak Kullanılması

Hazar'ın sınırlandırılması için ileri sürülen yöntemlerden biri de, deniz yatağının kıyı devletleri arasında bölünmesi, amma su kitleleri ve su yüzeyinin ortak kullanılması şeklindedir. Belirtelim ki, şu an Hazar'ın kuzey kısmında uygulanan sınırlandırma yöntemi de budur. Bu teklif ilk olarak Rusya'dan gelmiştir. Müzakereler sonrasında, 1998 yılında Rusya ve Kazakistan, 2001 yılında Azerbaycan ve Kazakistan, 2002 yılında Rusya ve Azerbaycan arasında bağlanan ikili, 2003 yılında ise her üç devlet arasında yapılan üçlü bir anlaşmayla Hazar'ın kuzeyinde bu yöntemin uygulanması karara bağlanmıştır. Deniz yatağını böldüğü için deniz dibindeki petrol ve doğalgaz yataklarının kıyıdaş ülkeler arasında paylaşımını öngören bu yöntem, su kısmının ortak olması ile de denizin bir kıyısından diğer kıyısına, örneğin Kazakistan veya Türkmenistan'dan Azerbaycan'a petrol veya doğalgaz boru hatları döşenmesinde üçüncü tarafa, örneğin Rusya gibi bir başka kıyıdaş ülkeye de söz hakkı veriyor. Ama Rusya, su kısmının ortak olmasının gerekçesini, Hazar'ın ekolojik korunmasının önemi ile izah etmiştir.²⁰⁴

Bahsi geçen yönteme göre, Hazar'ın dibi, eşit uzaklık ilkesine göre bölünmektedir. Su yüzeyi ve sudaki biyolojik kaynaklar ortak kullanıma tabidir. Yalnız balıkçılık alanı, 25 Mart 1940 tarihli SSCB-İran anlaşmasına göre belirlenmektedir. Suda ve su üzerindeki hava boşluğunda ise tarafların serbest seyrüsefer hakkı tanınmıştır.²⁰⁵

Hazar'ın bu şekilde sınırlandırılması yöntemine de yine en çok karşı çıkan devlet İran olmuştur. Çünkü Hazar Denizi dibinin eşit uzaklık ilkesine göre bölündüğü durumda, en az deniz yatağı bölümü İran'a kalmaktadır.²⁰⁶

²⁰⁴ İsmail Hakkı Işcan, **op.cit.**, s. 80.

²⁰⁵ Muhammet Kakabayev, **Hazar'da Belirlenemeyen Sınırlar** (Danışman: Yrd. Doç. Dr. Serpil Çakır), İstanbul Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, İstanbul, 2004, s. 36.

²⁰⁶ Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 112.

3.3. Hazar'ın Hukuki Statüsünün Belirlenmesi için Çözüm Yolları

Öğretide Hazar'ın statüsü probleminin uluslararası hukuk ilkeleri çerçevesinde çözümü için aşağıdaki yolların önerildiğini görmekteyiz:

1. Hazar'a ilişkin bağlanmış anlaşmalar ve yapılageliş kurallarının dikkate alınması;
2. En gelişmiş deniz hukuku kurallarını koyan 1982 Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin uygulanması;
3. Uluslararası Adalet Divanı'na veya tahkim yoluna baş vurulması.

3.3.1. Hazar'a ilişkin Daha Önce Yapılmış Anlaşmalar ve Uygulama

Hazar'ın hukuki statüsü sorununu hukuksal açıdan bir çözüme kavuşturmak yolunda atılacak ilk adım olarak Hazar'la ilgili bugüne kadar yapılmış anlaşmaların araştırılması ve bu anlaşmalar doğrultusunda Hazar'da uygulanmış olan yapılageliş kurallarının belirlenmesinin gerektiği görülmektedir.

Hazar'ın hukuki rejimine ilişkin ilk resmi belgenin, Rus ve İran İmparatorlukları arasında 13 Şubat 1729 tarihlerinde imzalanan Reşt Anlaşması olduğu söylenebilir. Bu anlaşmayla bazı topraklar üzerinde sınırların belirlenmesi ve Rusya'ya devri düzenlenmiştir. Hazar üzerinde ticaret ve seyrüsefer özgürlüğü kabul edilmiştir.²⁰⁷

19. yüzyılın başında meydana gelen ve kesintisiz dokuz yıl süren savaş sonunda galip gelen Rusya ile yenilgiye uğrayan İran arasında, 12 Ekim 1813 tarihinde, Gülistan Anlaşması²⁰⁸ imzalanmıştır. Anlaşma 11 maddeden oluşmaktadır. Gülistan Anlaşması'nın 5. maddesine göre, hem İran, hem de göre Rus ticaret gemileri Hazar Denizi'nin tüm kıyıları boyunca seyrüsefer ve kıyılara yanaşma hakkına sahip olacaktır. Savaş gemileri bakımından Hazar Denizi'nde, savaştan önce olduğu gibi, barış durumunda ve daimi olarak, yalnızca Rus gemileri bulunabilecek; bu münhasır yetkiye bağlı olarak Rus güçleri dışında hiçbir askeri

²⁰⁷ Apisat Salamova, "Kavkaz i Krim v Russko-Tureçskix Otnoşeniyah ot Reştskoqo Doqovora do Gyandjinskogo Traktata (1732-1735)", *Vostochniy Arhiv*, No. 16, 2007, s. 12.

²⁰⁸ Anlaşma metni için bkz. Azerbaycan Portalı:

<http://www.azerbaijan.az/portal/History/HistDocs/Documents/02.pdf>, 23 Eylül 2014.

gemi, Hazar Denizi üzerinde bayrak çekme hakkına sahip olmayacaktır. Böylece iki imparatorluk, ticaret gemilerine eşit seyrüsefer hakkı tanınması üzerinde anlaşmışlar, ama Rusya'ya Hazar'da savaş filosu bulundurma bakımından münhasır bir hak vermişlerdir.²⁰⁹

Gülistan Anlaşması'ndan on beş yıl sonra (1826-1828 Rus-İran Savaşı'nın ardından) 22 Şubat 1828'de Türkmençay Anlaşması²¹⁰ imzalanmıştır. 16 maddeden oluşan bu anlaşmanın 4. maddesinde Rusya ve İran arasındaki sınırın Hazar'da sona erdiği ifade edilmiş, 8. maddesinde ise Rusya ve İran ticaret gemilerinin eşit seyrüsefer hakkına sahip olduğu, ama yalnızca Rusya'nın Hazar'da savaş gemileri bulundurma hakkına sahip olduğu teyit edilmiştir.²¹¹

Ekim 1917 Bolşevik İhtilali neticesinde varlığına son verilmiş Rusya Çarlığı'nın yerini alan Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği ile İran arasında da Hazar'a ilişkin bazı anlaşmalar yapılmıştır.

Rusya Sovyet Federatif Sosyalist Cumhuriyeti ile İran arasında 26 Şubat 1921 tarihinde imzalanan Moskova Dostluk Anlaşması'na²¹² göre, İran ile Çar Hükümetleri arasında akdedilen ve İran halkına zulmeden anlaşma ve sözleşmeler, bütünüyle hiç yapılmamış sayılacaktır. Anlaşma şu açıklamayı içeriyordu: "... Çar Hükümetleri tarafından İran ile imzalanan anlaşma ve sözleşmelerin tamamı hiç yapılmamış sayılacaktır, İran halkını baskı altında tutan anlaşma veya sözleşmeler..." (m.1). Buna göre hukuki açıdan, Gülistan ve Türkmençay Anlaşmaları yürürlükten kaldırılmıştır. Moskova Anlaşması'nın 11. maddesi, Hazar'da iki devlet lehine seyrüsefer özgürlüğünü yeniden kurmaktadır. Böylece İran'ın da Hazar'da askeri amaçlarla seyrüsefer hakkı eşit şartlar içerisinde kabul edilmiştir. Bununla birlikte İran 14. madde ile Rusya için balıkçılığın önemini tanıyarak, balıkçılık haklarından yararlanmasını sağlayacak anlaşmalar imzalamayı taahhüt etmiştir. Eşit seyrüsefer hakları bakımından bir rejim oluşturan Moskova

²⁰⁹ Yasin Poyraz, **op.cit.**, s. 30.

²¹⁰ Anlaşma metni için bkz. Azerbaycan Portalı:

<http://www.azerbaijan.az/portal/History/HistDocs/Documents/03.pdf>, 23 Eylül 2014.

²¹¹ Clive Schofield/Martin Pratt, **loc.cit.**

²¹² Anlaşma metni için bkz. Uluslararası İlişkiler Bilim ve Eğitim Formu:

<http://www.obraforum.ru/lib/book2/36.htm>, 7 Temmuz 2014.

Anlaşması, Hazar üzerinde egemenlik haklarının sınırlandırılmasına ilişkin hiçbir hüküm içermemektedir²¹³.

Görüşlerini desteklemek için İran tarafından bugün özellikle bir delil olarak sunulan “Sovyet-İran Denizi” nitelendirmesine ise, ilk defa 1 Ekim 1927 tarihinde SSCB ve İran arasındaki Pehlevi Limanı’na ilişkin nota teatisinde yer verilmiştir²¹⁴.

Hazar’da balıkçılık faaliyetlerinin yoğunlaşması, bu faaliyetler konusunda bir hukuki rejim oluşturmak isteyen tarafların görüşmelerine hız kazandırmıştır. 27 Ağustos 1935 tarihinde SSCB ile İran arasında Ticaret ve Seyrüsefer Temel Anlaşması imzalanmıştır. Bu anlaşmanın 14. ve 15. maddeleri ile her iki taraf için seyrüsefer özgürlüğü kabul edilmiş ve 10 mil genişliğinde bir münhasır balıkçılık bölgesi oluşturulmuştur. Bununla birlikte, bölge sınırlarının karşılıklı olarak belirlenmesi yoluna gidilmemiştir²¹⁵.

25 Mart 1940 tarihli Tahran Anlaşması²¹⁶, 27 Ağustos 1935 Anlaşması’nın yerine geçmiş ve büyük ölçüde onun hükümlerini tekrarlamıştır. Anlaşma’nın 12/4 maddesi ile kıyı devletlerinin bayrağını taşıyan gemilerin seyrüsefer özgürlüğü ve 10 millik bölgede balıkçılık hakları teyit edilmiştir. Balıkçılık bölgesi dışındaki alanlarda ise, her iki devlet bakımından balıkçılık serbest bırakılmıştır.²¹⁷ Bununla birlikte, uzunca bir süre boyunca, Hazar’ın güneyindeki on millik alan dışında balıkçılık faaliyeti, 1927 yılında kurulan ve imtiyaz tanınan bir Sovyet-İran karma şirketi tarafından yapılmıştır. Bu şirket, 31 Ekim 1931 tarihinde imzalanan bir anlaşma ile resmi bir statü kazanmış ve 1953 yılına kadar birçok balık türü üzerinde tekel sahibi olmuştur. Bu rejimin, Sovyetler Birliği’nin dağılmasına kadar devam ettiği görülmektedir²¹⁸.

17 Ağustos 1964 yılında Tahran’da SSCB ve İran arasında Hava İletişimi Anlaşması imzalandı.²¹⁹ Bu anlaşmaya göre, o dönemde iki ülkenin kara sularının uç

²¹³ Cesare P. R. Romano, **op.cit.**, s. 274.

²¹⁴ Cavid Abdullayev, **op.cit.**, s. 256-257.

²¹⁵ **Ibid.**, s. 270-271.

²¹⁶ Anlaşma metni için bkz. “Katın” Araştırmacıları Kütüphanesi:

http://www.katyn-books.ru/archive/foreign/Doc.vnesh.polit_23_01.htm#94doc, 9 Haziran 2014.

²¹⁷ Yasin Poyraz, **op.cit.**, s. 31.

²¹⁸ Cesare P. R. Romano., **op.cit.**, ss. 274-275.

²¹⁹ Anlaşma metni için bkz. Rusya Federasyonu Dışişleri Bakanlığı Resmi Sitesi:

http://www.mid.ru/bdomp/spd_md.nsf/0/F94E5C1E3A7A239644257D7700275A16, 23 Mayıs 2014.

noktaları, yani Astara (Azerbaycan) ve Hasan Kuli (Türkmenistan) arasında düz bir çizgi çizilerek Hazar için FIR (Flight Information Region – Uçuş Bilgi Bölgesi) hattı belirlenmiştir.²²⁰ Bu hattın iki ülke arasında sınır anlamına gelebileceği meselesi tartışmalı bir konu olmuştur. Mesela, İranlı hukukçu Muhammed Ali Movahed bu hattın “hayali bir hat” olduğunu iddia etmiştir.²²¹ İran asıllı ABD’li hukukçu Guive Mirfenderski ise bu hattın uygulamalarda oldukça “gerçekçi bir sınır” olduğunu belirtmiştir. Örneğin, 1969 yılında bu hattı geçen Rus askeri gemisi İran tarafından tutuklanmış, 1972 yılında karşılıklı askeri ziyaretler olmuş ve SSCB’nin Astara – Hasan Kuli hattının yukarı tarafında istediği gibi hareket etmesine İran hiçbir protestoda bulunmamıştır.²²²



Şekil 3.3. SSCB ve İran arasında Hazar Denizi’nin Sınırlandırılması

²²⁰ Selçuk Çolakoğlu, *op.cit.*, s. 115.

²²¹ Mohammed Ali Movahed, “Iran’s View on the Legal Regime of the Caspian Sea”, in Hooshang Amirahmadi (ed.) *The Caspian Region at a Crossroad*, London: Macmillan Press, 2000, s. 274.

²²² Guive Mirfenderski, *op.cit.*, s.240.

1970 yılında SSCB, Hazar'ın kuzeyini Azerbaycan, Kazakistan, Rusya ve Türkmenistan Sovyet Cumhuriyetleri arasında eşit uzaklık (orta hat) ilkesine göre iktisadi bölgelere ayırmıştır. Bu paylaşım sırasında eğer kıyı açıklarında adalar varsa, Hazar'a ilişkin sınırın belirlenmesinde o ada kıyıları esas alınmıştır. Bu dönemde Rusya dahil hiç bir Sovyet Cumhuriyeti böyle bir paylaşım tepki göstermedikleri gibi, İran da herhangi bir protestoda bulunmamıştır.²²³

Genel olarak baktığımızda ise, Sovyetler Birliği döneminde imzalanan anlaşmalar bakımından iki temel ilkenin kesin olarak ortaya çıktığı söylenebilir: a) Hazar'a giriş ve Hazar'dan yararlanmada eşitlik ilkesi, b) Hazar'ın kıyıdaş olmayan devletlere kapalı olduğu ilkesi²²⁴.

8 Aralık 1991 tarihinde Rusya, Ukrayna ve Beyaz Rusya tarafından imzalanan Belovejsk Anlaşması ile SSCB'nin varlığına son verildi. Bu zaman SSCB'nin diğer devletlerle yaptığı anlaşmaların yeni ortaya çıkan devletler için bağlayıcı olup olmadığı meselesi gündeme geldi.²²⁵

Uluslararası hukukta yeni meydana gelen devletlerin, varlığına son verilmiş devletin anlaşmalarına ardıl olması meselesi, 23 Ağustos 1978 tarihinde Viyana'da imzalanan “Devletlerin Anlaşmalara Ardıl Olması Sözleşmesi”²²⁶ ile düzenlenmektedir. Bütün hükümleri ile bir yapılageliş hukuku oluşturmadığı kabul edilen, ancak devletlerin genel eğilimini yansıttığı da yadsınmayan bu sözleşmenin uluslararası hukuka getirdiği en önemli öge, sonraki devletler arasında yaptığı ayırım olmaktadır. Bu ayırma göre, bağımlı ülkeler üzerinde kurulan yeni devletlere “bağımsızlığa yeni kavuşan devlet” adı verilerek ilk kategori yeni devlet türü belirtilmektedir. Bağımlı ülke statüsünde bulunmayan ve var olan bir devletin ülkesini oluştururken bu devletten ayrılarak yeni bir devlet oluşturan devletler ile daha önceden var olan iki ya da daha çok devletin birleşmesi sonucu oluşan devletler ikinci kategori yeni devleti oluşturmaktadır. “Bağımsızlığa yeni kavuşan devlet” kavramının tanımına gelince, Sözleşmenin 2/f maddesinde “ülkesi, devletlerin ardıl olması tarihinden hemen önce, uluslararası ilişkilerinin sorumluluğu önceki devlete

²²³ Yolbars Kepbanov, *op.cit.*, s.14.

²²⁴ Hossein Kaazempour Ardabili, “The Caspian Sea: Resources, Legal Status, Future”, *The Economy & Energy (Quarterly)*, Vol. 1, No. 2-3, Spring 1997, 24.

²²⁵ Fuad Hüseyinov, *op.cit.*, s. 388.

²²⁶ Sözleşme metni için bkz. Birleşmiş Milletler Hukuk İşleri Ofisi Resmi Sitesi: http://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/3_2_1978.pdf, 28 Eylül 2014.

ait bağımlı ülke olan sonraki devlet” biçiminde verilmektedir. Sözleşmenin hükümlerine göre yeni devletlerin anlaşmalara ardıl olmasına ilişkin kurallar bu yeni devletin “bağımsızlığa yeni kavuşan devlet” statüsünden yararlanıp yararlanamamasına göre değişmektedir. Sözleşmenin 16. maddesine göre, “bağımsızlığa yeni kavuşan devlet” statüsünden yararlanan bir yeni devletin, ilke olarak, önceki devletin yaptığı ve halen yürürlükte olan bir anlaşmayla bağlı sayılıp sayılmayacağı bu yeni devletin rızasına bağlıdır. Yeni devlet, ilke olarak, isterse önceki devletin anlaşmaları ile bağlanabilecek, isterse bu anlaşmalarla bağlanmayı reddedebilecektir. Buna karşılık, 1978 Sözleşmesinin 31. ve 34. maddeleri “bağımsızlığa yeni kavuşan devlet” statüsünden yararlanmayan sonraki devletlerin önceki devlet ya da devletlerin yaptıkları ve halen yürürlükte olan anlaşmalarla, ilke olarak, bağlı olacaklarını öngörmektedir. Ancak Sözleşmenin 11. maddesinde bir anlaşma ile çizilen sınırların ve sınır anlaşmalarından doğan hak ve yükümlülüklerin devletlerin ardıl olmaları ile değişmeyeceği kabul edilmektedir.²²⁷

Bununla birlikte, 1978 yılında imzalan “Devletlerin Anlaşmalara Ardıl Olması Sözleşmesi”nin 6 Kasım 1996 yılında yürürlüğe girdiğini de belirtmemiz gerekir.²²⁸ Yani SSCB’nin varlığına son verildiği zaman bu belge daha yürürlükte değildi.

21 Aralık 1991 tarihinde Almatı’da eski Sovyet cumhuriyetlerinin yaptığı zirve toplantısı sonucunda Almatı Deklarasyonu²²⁹ imzalandı. Deklarasyonu Azerbaycan, Ermenistan, Belarus, Kazakistan, Kırgızistan, Moldova, Rusya Federasyonu, Tacikistan, Türkmenistan, Özbekistan ve Ukrayna imzalamıştır. Belgeyi imzalayan devletler kendilerini SSCB’nin ortak mirasçıları olarak kabul etmişler ve kendi anayasal usullerine göre, eski SSCB’nin anlaşmalarından doğan uluslararası yükümlülüklerin yerine getirilmesini garanti etmişlerdir.²³⁰

Deklarasyon’un 5. maddesinde şöyle denmektedir: “İmzacı devletler Topluluk içinde var olan sınırların dokunulmazlığı ve bölgesel entegrasyon ilkesine saygılı

²²⁷ Hüseyin Pazarcı, **op.cit.**, s. 354-355.

²²⁸ Letif Hüseyinov, **Uluslararası Hukuk**, Bakü: Hukuk Edebiyatı Neşriyatı, 2002, s. 59.

²²⁹ Deklarasyon metni için bkz. Congress Kütüphanesi: http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/belarus/by_appnc.html, 20 Eylül 2014.

²³⁰ Fuad Hüseyinov, **op.cit.**, s. 395.

olmayı kabul eder.” Bu koşula uygun olarak ülkeler diğer ülkelerle aralarındaki hukuksal idari bölünmelerle uluslar arası sınır statüleri edinebilirlerdi.²³¹

20 Mart 1992 tarihinde SSCB dağıldıktan sonra meydana gelen yeni devletlerin oluşturduğu Bağımsız Devletler Topluluğu (BDT) üyelerinin bir kısmı arasında, sınırlar ve denizdeki ekonomik bölgeler konusunda ortaya çıkabilecek problemleri halletmek amacı ile Kiev’de “BDT Üyesi Devletlerin Devlet Sınırlarının ve Deniz Ekonomik Bölgelerinin Korunması Anlaşması”²³² akdedildi. Anlaşma BDT üyesi olmayan devletlerin de katılımına açık olmuş ve Hazar’a kıyıdaş devletlerden sadece Türkmenistan, anlaşmaya dahil olmamıştır. Anlaşmaya göre, Topluluk üyesi devletlerin sınırlarının ve deniz ekonomik bölgelerinin korunması, Topluluğun sınır kuvvetleri ve devletlerin kendi sınır kuvvetleri tarafından yerine getirilecektir (m. 2). Topluluk üyesi devletler, kendi güvenlikleri amacı ile Topluluk üyesi diğer devletlerin, devlet sınırları ve denizdeki ekonomik bölgeleri üzerinde, politik, ekonomik ve diğer menfaatlerine, zarar verilmesine sebep olan hareketlere girişmemekle yükümlüdür. Devlet sınırları rejiminin kurulması ve değişmesi, Topluluk üyesi devletlerin menfaatlerini hesaba katarak, komşu devletlerle yapılan karşılıklı anlaşmalarla gerçekleştirilecektir (m. 3). Devlet Başkanları Konseyi, Topluluk devletlerinin devlet sınırlarının ve denizdeki ekonomik bölgelerinin korunması konusunda, BDT’nin en yüksek işbirliği organı olacaktır. Hükümet Başkanları Konseyi, devlet sınırlarının ve denizdeki ekonomik bölgelerinin, korunmasını temine ilişkin tedbirlerin alınmasını koordine edecektir (m. 4). Topluluk devletleri tarafından sınırlar, denizdeki ekonomik bölgeler ve bunların rejimine ilişkin Cumhuriyetler arası anlaşmalar akdedilinceye kadar, sınır kuvvetlerinin organizasyonu ve faaliyeti, Topluluk mevzuatına, devletlerin ulusal mevzuatlarına ve eski SSCB’nin, buna aykırı olmayan normatif kurallarına göre düzenlenecektir (m. 5).²³³

²³¹ Yagmur Kochumov, “Issue of International Law and Politics in the Caspian Region in the Context of the Turkmenistan-Azerbaijan Discussion and Fuel Transport”, **Caspian Crossroads Magazine**, Vol. 4, No. 2, Winter 1999, s. 8.

²³² Anlaşma metni için bkz. Kazakistan Cumhuriyeti Resmi Belgelerin Merkezi Veri Tabanı: <http://www.cbd.minjust.gov.kg/act/view/ru-ru/17691>, 13 Ekim 2014.

²³³ Süleyman Sırrı Terzioğlu, **op.cit.**, ss. 27-28.

Görüldüğü üzere, Hazar'ı dolaylı yoldan ilgilendiren bu anlaşma mevcut problem konusunda somut bir çözüm yerine, çözüm için bir mekanizma öngörmekte ve mevcut durumu devam ettirmektedir.

3.3.2. Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin Uygulanması

Hazar'ın statü sorununun hukuki açıdan çözülmesi için uluslararası deniz hukuku alanında kabul edilmiş belgelere müracaat etmek büyük önem arz edebilir. Öncelikle, belirtmek gerekir ki, uzun bir süre uluslararası deniz hukuku teamüli deniz adetleri ile düzenlenmiştir. Bu alanda ilk kez olarak 1958 yılında kodifikasyon işlemi yapılarak dört önemli sözleşme (Cenevre Konvansiyonları) meydana gelmiştir. Bunlar Karasuları ve Bitişik Bölge Sözleşmesi, Kıta Sahaneliği Sözleşmesi, Açık Deniz Sözleşmesi, Balıkçılık ve Açık Denizin Canlı Kaynaklarının Korunması Hakkında Sözleşme'dir. Ama bu sözleşmeler deniz hukukunun bütün meselelerini çözmüyordu ve özellikle de, 1960-70 yıllarında meydana gelen yeni bağımsız devletlerin çıkarlarını gözetmiyordu. Bu yüzden yeni bir belgenin hazırlanması gereği doğdu. 10 Ekim 1982 yılında Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi²³⁴ kabul edildi. Uluslararası deniz hukukunun en önemli kaynağı olan bu sözleşme, 16 Kasım 1994 yılında yürürlüğe girmiştir.²³⁵ Sözleşme'nin 311. maddesine göre, anlaşma hükümleri, taraf olan devletlerarasındaki ilişkilerde 1958 Cenevre Konvansiyonu hükümleri karşısında üstün değer taşıyacaktır. Sözleşme'de açıkça öngörülmüş veya saklı tutulmuş olmadıkça, bu sözleşmeye taraf olan devletlerden bazılarının, yalnız kendi aralarındaki ilişkilerde geçerli olmak üzere, Sözleşme'nin temel ilkelerini, anlaşmanın konu ve amacını, yükümlerin yerine getirilmesini engelleyen anlaşmalar akdetmesi yasaklanmıştır.

Hazar kıyısı devletlerinden yalnız Rusya, bu sözleşmeyi imzalamış ve onaylamıştır. İran ise, Sözleşmeyi imzalamış, ama onaylamamıştır.²³⁶

²³⁴ Sözleşme metni için bkz. Birleşmiş Milletler Resmi Sitesi:

http://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_e.pdf, 16 Nisan 2014.

²³⁵ Letif Hüseyinov, *op.cit.*, s. 262.

²³⁶ Bkz. Birleşmiş Milletler Anlaşmaları Toplusu Resmi Sitesi:

https://www.treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?&src=TREATY&mtdsg_no=XXI~6&chapter=21&Temp=mtdsg3&lang=en, 13 Mayıs 2014.

Bunu hatırlatmak gerekir ki, BM Deniz Hukuku Sözleşmesi, yalnız Hazar “deniz” olarak kabul edildiği durumda olaya uygulanabilecektir. Bu sözleşmeye göre, Hazar, “kapalı deniz” statüsünde kabul edilebilir. BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’nin 122. maddesinde “kapalı ve yarı kapalı deniz, iki veya daha fazla devlet tarafından etrafı çevrilmiş ve başka bir denize veya okyanusa dar bir çıkışla bağlanan veya tamamen veya esas itibarıyla iki veya daha fazla sayıdaki kıyı devletinin karasuları ve münhasır ekonomik bölgesinden oluşan bir körfez, havza veya deniz, manasına gelir” şeklinde tanımlanmıştır. 123. maddede, kapalı ve yarı kapalı denize kıyısı olan devletlerin sözleşmeden doğan haklarını kullanırken ve görevlerini yerine getirirken birbirleriyle işbirliği yapmaları öngörülmektedir.

Bu tanıma göre, Hazar’ın kapalı veya yarı kapalı deniz statüsünde kabul edilmesi, Hazar’ı Karadeniz ve Baltık Denizi’ne bağlayan yapay kanalların uluslararası su rejimine tabi olmaları sonucunu doğuracaktır. Ancak gerek Sovyetler Birliği döneminde ve gerekse, bugünkü Rusya Federasyonu döneminde bu kanallar iç sular rejimine tabidir ve bulunduğu ülkenin bu kanallar üzerinde münhasır yetkileri var olagelmıştır. Eğer Rusya Hazar’ı deniz olarak kabul ederse, Don-Volga ve Volga-Baltık kanallarında uluslararası su yolu rejimini uygulamak zorunda kalacaktır²³⁷. Bu durumda Hazar’a kıyısı olan diğer devletler bu kanallardan transit geçiş yapma hakkına sahip olabileceklerdir.

Sovyetler Birliği’nin halefi durumunda bulunan Azerbaycan, Türkmenistan ve Kazakistan’ın, kazanılmış haklar (acquired rights) ilkesi gereğince, bu kanallardan transit geçiş yapma hakkına sahip olmaları gerekmektedir. Bu uygulama Hazar, deniz statüsünde olmasa bile halef devletler için geçerli olmak durumundadır. İran da daha önceki uygulamalar ölçüsünde kanallardan geçiş yapma hakkına sahip olabilecektir. Ayrıca 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’nin 124. maddesine göre, Azerbaycan, Türkmenistan ve Kazakistan coğrafi bakımdan elverişsiz ülke konumundadır ve bu açıdan kanallardan serbest geçiş yapma hakkına sahip olmaları

²³⁷ Richard R. Dion, **op.cit.**, s. 81.

gerekmektedir. Kıyıdaş devletler bu sözleşmeyi onayladıkları zaman ilgili madde Hazar için uygulanabilecektir.²³⁸

BM Deniz Hukuku Sözleşmesi Hazar'a uygulandığı zaman, bu su havzasının nasıl sınırlandırılacağı meselesine geldikteyse, şunu belirtmek gerekir ki, BM Deniz Hukuku Sözleşmesi, denizlerde kara suları, bitişik bölge, münhasır ekonomik bölge ve kıta sahanlığı gibi farklı rejimlerin uygulanmasını öngörmektedir.

BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'ne göre, "Sahildar devletin egemenliği kara ülkesinin ve iç sularının ötesinde ve bir Takımada Devleti söz konusu olduğunda, takımada sularının ötesinde karasuları denilen bir bitişik deniz bölgesine kadar uzanır."(m. 2/1) Görüldüğü gibi, kara suları devletin egemenliği altındadır. Sözleşme'nin 3. maddesinde, her devletin karasularının genişliğini tespit etme hakkına sahip olduğu, ama bu genişliğin Sözleşme'ye göre tespit edilen esas hatlardan itibaren 12 deniz milini geçemeyeceği belirtilmiştir. Esas hat ise, sahilдар devlet tarafından resmen kabul edilmiş büyük ölçekli deniz haritalarında belirtildiği şekliyle, sahil boyunca uzanan en düşük cezir hattıdır (m. 5).

BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin 15. maddesi ise sahilleri bitişik veya karşı karşıya olan devletler arasında karasularının sınırlandırılması meselesini düzenlemektedir. İlgili maddeye göre, "İki devletin sahilleri bitişik veya karşı karşıya olduğunda, aralarında aksine anlaşma olmadıkça, bu devletlerden ne birinin, ne de diğerinin kendi karasularını, bütün noktaları bu iki devletin her birinin karasularının genişliğinin ölçülmeye başlandığı esas hatların en yakın noktalarından eşit uzaklıkta bulunan orta hattın ötesine uzatmaya hakkı yoktur. Bununla beraber bu hüküm, tarihi hakların veya diğer özel durumların varlığı nedeniyle, her iki devletin karasularının başka şekilde sınırlandırılmasını gerekli olduğu durumlarda uygulanmaz." Görüldüğü gibi, bu madde karasularını bölme rejimlerinin üç yöntemini belirlemektedir:

- 1) Sade geometrik (orta hat);
- 2) Anlaşma ile sınır hattının belirlenmesi;
- 3) Tarihi tasarruf hakkı veya diğer özel şartlar ışığında orta hat oluşturulması.²³⁹

²³⁸ Selçuk Çolakoğlu, *op.cit.*, s. 114.

²³⁹ Guive Mirfendereski, *A Diplomatic History of the Caspian Sea: Treaties, Diaries and Other Stories*, New York: Palgrave, 2001, s. 191.

Bitişik bölge, karasularına bitişik olan ve sahildevletinin aşağıdaki amaçlarla gerekli kontrolleri yapabileceği bölgedir (m. 33/1):

- a) Ülkesi üzerinde veya karasularında gümrük, maliye, sağlık veya muhaceret ile ilgili kanun ve kurallarına riayetsizlikleri önlemek;
- b) Bu kanun ve kurallara karşı ülkesi üzerinde veya karasularına meydana gelebilecek riayetsizlikleri cezalandırmak.

Bitişik bölge, karasuları genişliğinin ölçülmeye başlandığı esas hatlardan itibaren 24 deniz milinin ötesine geçemez (m. 33/2).

Münhasır ekonomik bölge, karasularının ötesinde ve bu sulara bitişik bir bölge olup belirlenen özel hukuki rejime tabidir (m. 55). Münhasır ekonomik bölgede sahildevletinin aşağıdaki hak, yetki ve yükümlülükleri vardır (m. 56):

- a) Deniz yatağı üzerindeki sularda, deniz yataklarında ve bunların toprak altında canlı ve cansız doğal kaynaklarını araştırılması, işletilmesi muhafazası ve yönetimi konuları ile aynı şekilde sudan, akıntılardan ve rüzgarlardan enerji üretimi gibi, bölgenin ekonomik amaçlarla araştırılmasına ve işletilmesine yönelik diğer faaliyetlere ilişkin egemen haklar;
- b) Sözleşme'nin ilgili hükümlerine uygun olarak, suni adalar, tesisler ve yapılar kurma ve bunları kullanma, denize ilişkin bilimsel araştırma yapma, deniz çevresinin korunması ve muhafazası konularına ilişkin yetki;
- c) Sözleşme'de öngörülen diğer hak ve yükümlülükler.

BM Deniz Hukuku Sözleşmesi'nin 58/1 maddesine göre ise, münhasır ekonomik bölgede, sahili bulunsun veya bulunmasın, bütün devletler, Sözleşme'nin ilgili hükümlerinde öngörülen şartlar içerisinde, seyrüsefer serbestliği ile uçuş serbestliğinden ve denizaltı kabloları ve petrol boruları döşeme serbestliğinden, keza bu serbestliklerin kullanımına ilişkin olarak, özellikle gemilerin, uçakların ve denizaltı kabloları ve petrol borularının işletilmesinde, denizin uluslararası diğer yasal amaçlarla kullanılması serbestliğinden Sözleşme'nin diğer hükümleri ile bağdaşır bir şekilde yararlanırlar. Münhasır ekonomik bölgenin genişliği, karasularının ölçülmeye başlandığı esas hatlardan itibaren 200 deniz milinin ötesine uzanamaz (m. 57). Sahilleri bitişik veya karşı karşıya bulunan devletler arasında münhasır ekonomik bölgenin sınırlandırılmasının ise, hakkaniyete uygun bir çözüme ulaşmak amacıyla, Uluslararası Adalet Divanı

Statüsünün 38. maddesinde belirtildiği şekilde uluslararası hukuka uygun olarak anlaşma ile yapılması gerektiği belirtilmektedir (m. 74/1).

Sahildar bir devletin kıta sahanlığı ise, karasularının ötesinde kıta kenarının dış eşiğine kadar veya bu eşik daha az bir mesafede ise, karasularının ölçülmeye başlandığı esas hatlardan itibaren 200 deniz mili mesafeye olan kısımda, bu devletin kara ülkesinin doğal uzantısının bütünündeki denizaltı alanlarının deniz yatağı ve toprak altlarını içerir (m. 76/1). Sahildar devlet, kıta sahanlığı üzerinde araştırmada bulunmak ve buranın doğal kaynaklarını işletmek amacı ile egemen haklar kullanır (m. 77/1).

Sahilleri bitişik veya karşı karşıya bulunan devletler arasında kıta sahanlığının sınırlandırılmasının da Uluslararası Adalet Divanı Statüsünün 38. maddesinde belirtildiği şekilde, uluslararası hukuka uygun olarak anlaşma ile yapılacağı öngörülmektedir (m. 83/1). Uygun bir süre içerisinde bir anlaşmaya varılamadığı takdirde ise, sorunun 15. maddede öngörülen usullere başvurularak çözüleceği belirtilmiştir (m. 83/2).

3.3.3. Mahkeme ve Tahkim Yolu

Hazar Denizi sorunu, tipik bir hukuki uyuşmazlıktır. Kıyıdaş devletler bazı haklar ve yükümlülüklerin varlığını ileri sürmektedir. O halde bu anlaşmazlık, bir yargı kararının konusu olmaya elverişlidir. Gerçekte, dava taraflarının hukuki temeller üzerine kurulmuş hukuki iddialarını, yalnızca hukuka dayalı bir çözüm sonuçlandırabilir²⁴⁰.

Uyuşmazlıkların devletlere açık farklı yargısal yolları²⁴¹ arasında hakemlik, mahkeme yoluna oranla birçok avantaj sağlar. Her şeyden önce, hakem mahkemesine yöneltilen sorular, uygulanacak hukuk, hakem kararlarının hukuki gücü ve hakem mahkemesinin oluşumu konularında çok büyük bir esneklik sunar. İkinci olarak taraflara, hakem mahkemesinin yargılama usulüne ilişkin kurallar üzerinde büyük bir denetim güvencesi verir. Üçüncü olarak hakemlik,

²⁴⁰ Cesare P. R. Romano, **op.cit.**, s. 285.

²⁴¹ Bkz. Lucius Caflisch, "L'avenir de l'arbitrage interétatique", **Annuaire français de droit international**, Vol. 25, Paris, 1979, ss. 9-45.

özellikle Uluslararası Adalet Divanı (UAD) çerçevesindeki bir yargı yoluna göre, çok daha fazla gizlilik içerir ve kamunun eleştirel değerlendirmesine daha az tabi tutulur. Son olarak hakemlik, dava taraflarının görüşleri arasında uzlaşşı sağlamaya (yani adalete uygun bir anlaşma yapmaya) çok daha uygundur.²⁴²

Öte taraftan yakın geçmişinde UAD, hakemlik yoluna başvurma eğilimini net bir biçimde göstermiştir²⁴³. Bu durum devletler için uyuşmazlıklarını üyelerinin bütününe içeren Divan yerine, sınırlı üyeli Dairelere sunma imkanının verilmesiyle görülmüştür. Diğer yandan Kuzey Denizi Kıta Sahanlığının Sınırlandırılması Davasında Divan, doğrudan sınırlandırma yapmak yerine uygulanacak hukuku göstermekle yetinerek, tarafların taleplerini yerine getirmiştir. Azerbaycan, İran, Kazakistan, Rusya ve Türkmenistan'ın da Hazar üzerinde karşılıklı egemenliklerinin sınırlandırılması için Almanya, Danimarka ve Hollanda arasındaki bu dava örneğini takip etmesi daha doğru görünmektedir.²⁴⁴

Kördüğümün çözülmesi için yargısal yollara başvurma elverişli özelliklerine rağmen, biri teknik diğeri hukuki iki önemli tehlike bu yolun zorlukla uygulanabileceğini göstermektedir. Teknik açıdan, aynı anda beş taraf arasındaki bir uyuşmazlığın çözümü, parçaları bir araya getirilemez bir hukuki yapboza benzetilebilir. Geçmişte uluslararası uyuşmazlıklar bakımından, aynı anda üçten fazla devleti karşı karşıya getiren ve yargısal yollarla çözüme kavuşturulan belirgin bir örnek mevcut değildir²⁴⁵. Üç devlet arasında bazı uluslararası uyuşmazlık durumları meydana gelmiştir. Bunlar arasında kısmen Hazar Denizi'nin durumuna uygun olan Kuzey Denizi Kıta Sahanlığı Davası ve Fonseca Körfezi Davasını belirtmek gerekir.

Diğer taraftan, Hazar'ın kıyıdaş devletleri, İran'ın kayda değer ayrık durumu dışında²⁴⁶, uluslararası hukuka ve uyuşmazlıkların barışçı çözüm

²⁴² Cesare P. R. Romano, **op.cit.**, s. 286.

²⁴³ Bkz. Georges Abi-Saab, "De l'évolution de la cour internationale: Réflexions sur quelques tendances récentes", **Revue générale de droit international public**, Vol. 96, 1992, ss. 284-293.

²⁴⁴ Cesare P. R. Romano, **loc.cit.**

²⁴⁵ Uluslararası bir yargı organıyla çözülmüş olan üçten fazla devlet arasındaki tek uyuşmazlık Wimbledon Vapuru Davasıdır (İngiltere, Fransa, İtalya, Japonya-Almanya: Polonya müdahil). Bununla beraber daha dikkatli bir inceleme uyuşmazlığın taraflarının gerçekte iki değilse de, yalnızca üç olduğunu ortaya koymaktadır: Hukuki açıdan aynı görüşü sıkı sıkıya savunan ve tek bir taraf gibi hareket eden davacılar (İngiltere, Fransa, İtalya ve Japonya); davacılarınkinden başka gerçekte hiçbir talepte bulunmayan müdahil (Polonya); ve davalı (Almanya).

²⁴⁶ İran, UAD önünde birçok uyuşmazlığın tarafı olmuştur. Özellikle, 1951-1952'de Anglo-Iranian Oil Co. Davası (İngiltere / İran); 1979-1981'de Tahran'da ABD'nin Diplomatik ve Konsolosluk

yollarına genel bir kuşku duymaktadır. Bu konuda Sovyetler Birliği ideolojisi önemli bir rol oynamaya devam etmektedir. Hazar’a kıyıdaş devletlerin hemen hemen hiçbiri, BM Deniz Hukuku Sözleşmesi ve BM Avrupa Ekonomik Komisyonu Sınırşan Suyolları ve Uluslararası Göllerin Korunması ve Kullanılmasına İlişkin Sözleşme²⁴⁷ gibi ilgili anlaşmalara taraf değildir. Kıyıdaş devletler aralarında UAD Statüsü m. 36/2 temelinde hukuki yükümlülüklerini kabul eden hiçbir bildiride bulunmamışlardır.

Tarihi olarak, Sovyetler Birliği ve diğer sosyalist ülkeler, sosyalist devletler arasında dostane ilişkiler öngörüsü üzerine temellendirilmiş sosyalist öğreti nedeniyle, basit danışma dışında, uyuşmazlıkların tüm barışçı çözüm yollarını reddetmiştir. Eski Sovyet Cumhuriyetlerinden gelen umut verici işaretlere rağmen Hazar’ın kıyıdaş devletleri, uyuşmazlıkların barışçı çözüm yolları ve hala daha az olarak üçüncü taraf müdahalesini istemek için alışkanlıklarını tersine çevirmeye başlayarak anlaşma yapılmasını sağlayacakmış gibi görünmüyor.²⁴⁸

Bununla birlikte, burada “Hazar Sorunu”nunu çözmek için yargı veya tahkim yoluna başvurulacağı taktirde örnek teşkil edebilecek veya sorunun çözülmesine dolaylı yoldan yardımcı olabileceği düşünülen bazı davaların araştırılmasının önemli olduğu kanaatindeyiz.

3.3.3.1. 1969 Kuzey Denizi Kıta Sahanelığı Davası

20 Şubat 1969 Kuzey Denizi Kıta Sahanelığı davası²⁴⁹ Federal Almanya’nın Hollanda ve Danimarka ile olan yan sınırının saptanması sorununa ilişkindir.

Kuzey Denizi, doğuda sırasıyla Norveç, Danimarka, Federal Almanya, Hollanda, Belçika ve Fransa’nın, batıda ise İngiltere’nin sahilidir olduğu kapalı

Personeline İlişkin Dava (ABD-İran); 1989’da 3 Temmuz 1988 Hava Olayı Davası (İran-ABD); 1992’de Petrol Platformları Davası (İran-ABD).

²⁴⁷ Sınırşan Suyolları ve Uluslararası Göllerin Korunması ve Kullanılmasına İlişkin BM Sözleşmesi’ni imzalamış olan (18 Mart 1992) ve onaylamış bulunan (2 Kasım 1993) tek kıyıdaş devlet Kazakistan’dır. Sözleşme metni için bkz. Birleşmiş Milletler Avrupa Ekonomik Komisyonu Resmi Sitesi <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/water/pdf/watercon.pdf>, 3 Eylül 2014.

²⁴⁸ Cesare P. R. Romano, *op.cit.*, s. 288.

²⁴⁹ Bkz. Uluslararası Adalet Divanı Resmi Sitesi:

<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=295&code=cs2&p1=3&p2=3&case=52&k=cc&p3=5>, 13 Eylül 2014.

denizi andıran bir coğrafi konumdadır. Derinliği Norveç'in güney ve güneybatısındaki 200-650 metre derinlikte ve 80-100 km genişliğinde olan bölge dışında, hiçbir yerde 200 metreyi aşmaz. Bu nedenle sualtı alanının tümü kıta sahanlığı olarak kabul edilmektedir. Kuzey Denizi kıta sahanlığının büyük bir kesimi, iki taraflı anlaşmalarla (İngiltere ve Norveç, Danimarka ve Hollanda arasında) orta hat esas alınmakla sınırlandırılmıştır.²⁵⁰

Hollanda ve Danimarka, 1958 Kıta Sahanlığı Konvansiyonu'na²⁵¹ taraftırlar. Konvansiyon'un 6. maddesinde kıyıları karşı karşıya veya yan yana olan devletlere ait kıta sahanlığı sınırlarının saptanması usulü, ayrıntılı bir biçimde düzenlenmiştir. Bu hüküm uyarınca, iki veya daha çok devletin ülkeleri aynı kıta sahanlığına bitişik ise, bunların ülkeleri ister karşı karşıya olsun, ister yan yana olsun, her iki durumda da kıta sahanlığın sınırı, kural olarak, tarafların anlaşmasıyla saptanacaktır. Bu konuda bir anlaşma yok ise ve *özel durumlar farklı bir sınırın saptanmasını haklı kılmıyorsa*, ülkeleri karşı karşıya olan devletler arasında, kıta sahanlığının sınırı, her noktası, her devletin karasularının ölçülmeğe başlandığı esas hattın en yakın noktalarına, eşit uzaklıkta buluna orta hat; ülkeleri yan yana olan iki devlet arasında ise, her noktası, her devletin karasularının ölçülmeğe başlandığı esas hattın en yakın noktalarına eşit uzaklıkta bulunan hattır.²⁵²

Hollanda ve Danimarka, 31 Aralık 1966 tarihli bir anlaşmayla eşit uzaklık ilkesini uygulayarak, kendileri ile Federal Almanya arasındaki sınırı saptamışlardır. Federal Almanya bu anlaşmaya taraf değildir ve bu anlaşma ile kendisine bırakılan kıta sahanlığı kesiminden daha geniş bir bölge talep etmektedir.²⁵³

Federal Almanya Kıta Sahanlığı Konvansiyonu'nu da onaylamamıştır ve 6. maddeyi uygulama konusunda ahdi bir yükümü yoktur. Bununla beraber Hollanda ve Danimarka, diğerleri yanında, maddede yer alan eşit uzaklık ilkesinin, Kıta Sahanlığı kavramında mündemiç kabul edilmesi hukuk mantığı açısından zorunlu olan bir ilke olduğunu ve bu nedenle uygulanması gerektiğini iddia etmişlerdir. Bu teze göre, kıta sahanlığının belli bir noktasının hangi devletin kıyılarının bir uzantısı, bir cüzü

²⁵⁰ Sevin Toluner, **Milletlerarası Hukuk Dersleri: Devletin Yetkisi**, İstanbul: Beta Yayınları, 1996, s. 206.

²⁵¹ Konvansiyon metni için bkz. Singapur Milli Üniversitesi Uluslararası Hukuk Merkezi: <http://cil.nus.edu.sg/rp/il/pdf/1958%20Convention%20on%20the%20Continental%20Shelf-pdf.pdf>, 16 Eylül 2014.

²⁵² Sevin Toluner, **op.cit.**, s. 203.

²⁵³ Sevin Toluner, **op.cit.**, s. 206.

olduğu hususunun tayininde, o noktanın hangi devletin kıyılarına daha yakın olduğu hususuna bakılmalıdır. Sınırlandırma, her devlete, kendi kıyılarına daha yakın olan kıta sahanlığı kesiminin verilmesi sonucunu doğurmalıdır. Bunu sağlayan ilke ise, eşit uzaklık ilkesidir. Federal Almanya, bu ilkenin, 6. madde dışında, bağlayıcı bir ilke olmadığı görüşünü savunmuştur. Eşit uzaklık ilkesi, Almanya'nın Kuzey Denizindeki kıyılarında olduğu gibi, girintili bir kıyının her iki yanında uygulandığında, kıta sahanlığı dış sınırının girinti nispetinde içeriye doğru çekilmesi sonucunu doğurur. Bu durumda, her üç devletin Kuzey Denizindeki kıyılarının uzunluğu bir biri karşısında belirli bir oranda olduğu halde, kıta sahanlığındaki payı farklı olmaktadır. Almanya'nın tezine göre, kıta sahanlığı, ilgili devletler arasında, her devlete adil ve nısfete uygun bir kesimin verilmesini sağlayacak bir biçimde paylaştırılmalıdır. Eşit uzaklık ilkesi, olayda olduğu gibi, bunu sağlamıyorsa, uygulanması zorunlu olan bir ilke değildir. Bu görüş kabul edilmese dahi, Almanya'nın Kuzey Denizindeki kıyılarının niteliği, 6. maddede yer alan “özel durumlar” istisnası kapsamına girer.²⁵⁴

Divan, eşit uzaklık ilkesinin, kıta sahanlığı kavramında, mündemiç bir ilke olduğu görüşünü kabul etmemiştir. Divan'a göre, “bitişiklik” , yalnız genel bir anlamda “yakınlık” ifade eden bir terimdir. Fakat bu demek değildir ki, devlet, başka bir devletin kıyılarına daha yakın olan kıta sahanlığı kesimleri üzerinde hak iddia edemez. Kıta sahanlığı kavramı bakımından, yakınlıktan daha önemli olan, bunun kara ülkesinin bir uzantısı olması vakıasıdır.²⁵⁵

Divan, kıta sahanlığının kara ülkesinin bir devamı olup olmadığı saptanırken, yakınlık vakıasına değil, coğrafi ve jeolojik verilere bakılması gerektiğine karar vermiş olmaktadır. Kıta sahanlığının sınırlarının, her devlete diğer bir devletin aynı nitelikteki haklarına tecavüz etmeden, olanaklar ölçüsünde, kara ülkesinin deniz altında doğal bir uzantısını teşkil eden bütün kesimlerin verilmesini sağlayacak bir biçimde, nısfet ilkeleri (equitable principles) uyarınca ve bütün ilgili koşullar göz önünde tutulmak suretiyle, anlaşma yoluyla saptanması gerekir. Divana göre, eşit uzaklık ilkesi, özellikle nısfete aykırı sonuçlara yol açtığında, uygulanması zorunlu olan bir ilke değildir. Sınırlandırmada önemli olan uygulanacak metodun kendisi değil, nısfete uygun ilkelerin uygulanması suretiyle makul olan bir sonuca varılması

²⁵⁴ Sevin Toluner, **op.cit.**, ss. 206-207.

²⁵⁵ Sevin Toluner, **op.cit.**, s. 207.

amacıdır. Kıta sahanlığının hukuki rejiminin tarihi gelişimi, sınırların saptanması sorununun, nısfete uygun ilkeler uygulanarak anlaşma yoluyla çözümlenmesi gereğini doğrular. Taraflar anlaşmaya varmak amacıyla görüşmeler yapmak, bir başka deyişle, kendi tutumlarında ısrar etmeksizin, bu görüşmelerin anlamlı olmasına çalışmak yükümü altındadırlar. Öte yandan, burada söz konusu olan bir hukuk kuralının nısfete uygun bir biçimde yorumlanması ve uygulanması değil, nısfet ilkelerinin uygulanmasını öngören bir hukuk kuralının uygulanmasıdır. Nısfete uygun bir çözüm, her halde, eşitlik sağlayan bir çözümün kabulü demek değildir. Nısfet ilkelerinin uygulanması suretiyle doğanın tümüyle yeniden biçimlendirilmesi söz konusu olamaz. Burada söz konusu olan, aynı koşullar altında eşit olan durumların sağlanmasıdır ki, bu yalnız bir unsura dayanılmak suretiyle değil, bilgili bütün koşulları göz önünde bulundurmak ve bunları denkleştirmek (tartmak) suretiyle gerçekleştirilebilir. Nısfete uygun bir sınırlandırmanın gerçekleştirilmesi için ilgili tarafların göz önünde bulunduracakları hususlar konusunda hukuki bir sınırlama yoktur; göz önünde tutulacak bu hususların ağırlığı somut olayın özelliklerine göre saptanır. Bunların tartılmasında göz önünde bulundurulması gereken faktörler, söz konusu olan kıyının coğrafi nitelikleri, kıta sahanlığı ve buradaki kaynakların fiziksel ve jeolojik yapısı, kıyı devletlerin kıyılarının uzunluğu ile o devlete ait olan kıta sahanlığı kesimi arasında makul bir oranın sağlanması gereğidir. Bu faktörler göz önünde bulundurularak gerçekleştirilecek sınırlandırma sonucunda ilgili taraflara verilmesi gereken alanlar iç içe giriyorsa, bu alanlar anlaşma yoluyla veya anlaşma yoksa eşit olarak paylaşılır. Sınırlandırılacak alanlarda olan maden yataklarının ekonomik olarak işletilmesini sağlamak amacıyla taraflar bu gibi durumlarda anlaşmayla bir ortak işletme rejimi kararlaştırabilirler. Fakat Divan’a göre, maden yataklarının bütünlüğünü koruma mülahazası, sınırlandırma konusundaki görüşmelerde göz önünde tutulması makul olan bir maddi unsurdan başka bir şey değildir.²⁵⁶

Adalet Divanı, Kuzey Denizi Kıta Sahanlığı Davası’nda eşit uzaklık ilkesinin kıta sahanlığı kavramında mündemiç bir ilke olduğu iddiasını reddettiği gibi, bunun kodifikasyon çalışmaları, bu çalışmalar karşısında devletlerin tutumu, 1958 tarihli Cenevre Konferansı çalışmalarıyla ve bundan sonra ortaya çıkan devletlerarası uygulamayla bir örf ve adet kuralı niteliği kazanmış olduğu ve bundan ötürü Kıta

²⁵⁶ Sevin Toluner, **op.cit.**, ss. 208-209.

Sahanlığı Konvansiyonu'na taraf olsun veya olmasın bütün devletler için bağlayıcı olduğu yolundaki Hollanda ve Danimarka iddiasını da reddetmiştir. Divan'a göre Konvansiyon'un 6. maddesi, kıta sahanlığını tanımlayan 1. maddenin, kıta sahanlığı yetkilerinin niteliğini belirten 2. maddenin ve kıta sahanlığı üzerindeki deniz ve hava sahasının hukuki rejimiyle ilgili 3. maddenin aksine, maddeyi hazırlayanlar tarafından mevcut kuralları beyan eden bir hüküm olarak değerlendirilmemiştir; anlaşmanın akdinden sonraki uygulamayla da, örf ve adet kuralı niteliğini kazanmamıştır²⁵⁷. Bu nedenle, 6. madde düzeni ve maddede yer alan eşit uzaklık ilkesi, yalnız Kıta Sahanlığı Konvansiyonu'na taraf olan devletler arasında uygulanması hukuken zorunlu olan bir hükümdür; anlaşmaya taraf olmayan devletler arasında hukuken bağlayıcı değildir.²⁵⁸

Sınırlandırmanın, her devlete, diğer bir devletin aynı nitelikteki haklarına tecavüz etmeden, olanaklar ölçüsünde, kara ülkesinin deniz altındaki doğal uzantısının verilmesini sağlayacak biçimde nispet ilkeleri uyarınca anlaşma yoluyla gerçekleştirilmesi gerektiğini öngören bu yargı, 1969 tarihinden bu yana, milletlerarası kazai içtihatla benimsenmiş ve boşlukları doldurularak tamamlanmıştır.²⁵⁹

3.3.3.2. 1977 Kıta Sahanlığının Sınırlandırılması Tahkimi

Fransa ile İngiltere arasında Kıta Sahanlığı Sınırlandırılması Tahkimi²⁶⁰, beş hakemden oluşan (H. Waldock, A. Gros, H. Briggs, E. Castren, E. Ustor) bir hakem mahkemesi tarafından 30 Haziran 1977, 14 Mart 1978 tarihli yargılarla çözümlenmiştir. Fransa ve İngiltere arasındaki sorun, Manş Denzinde kıta sahanlığının nasıl belirleneceğine ilişkin olmuştur.²⁶¹

Kıta sahanlığının komşu devletler arasında sınırlandırılmasında adaların etkisi meselesi, çözümlenmesi gereken bir sorun olarak, ilk kez Fransa ve İngiltere arasındaki uyuşmazlıkta bir mahkeme tarafından değerlendirilmiştir. Bu

²⁵⁷ North Sea Continental Shelf Cases (Federal Republic of Germany v. Denmark; Federal Republic of Germany v. Netherlands), I.C.J. Reports 1969, ss. 38-39.

²⁵⁸ Sevin Toluner, *op.cit.*, s. 209.

²⁵⁹ Sevin Toluner, *op.cit.*, s. 210.

²⁶⁰ Bkz. Birleşmiş Milletler Hukuk İşleri Ofisi Resmi Sitesi: http://www.legal.un.org/riaa/cases/vol_XVIII/3-413.pdf, 28 Eylül 2014.

²⁶¹ Sevin Toluner, *loc.cit.*

uyuşmazlıkta tarafların anlaşmadıkları konulardan pek çoğu, sınırlandırılması söz konusu olan bölgedeki adalardan kaynaklanmıştır. Mahkeme, bu bölgeyi Manş Denizi ve Atlantik sektörü olmak üzere ikiye ayırarak değerlendirmeyi uygun bulmuştur. Manş Denizi, bu iki devlet kıyılarını 300 deniz mili boyunca ayıran, genişliği Dover Boğazı'ndan sonra en dar yerinde 18 mil, en geniş yerinde 100 mil olan, derinliği 35-100 metre arasında değişen sığ bir denizdir. Fransa kıyılarında Normandiya'nın güneyinde 60 deniz mili derinliğindeki St. Malo Körfezi içinde İngiliz egemenliği altında dört grup ada ve adacık (Channel Islands) vardır. Bu adaların Fransa kıyısından uzaklığı 6,6-16 deniz mili olmasına karşılık, İngiltere'ye olan uzaklığı en yakın noktada 49 deniz milidir. Toplam yüzölçümü 195 km², nüfusu 130 000'dir. Taraflar bu kesimde, kıyıların aynı kıta sahanlığına bitişik olduğu (Manş Denizi kıta sahanlığının esas itibariyle sürekli olduğu), karşı karşıya bulunduğu ve bu konumda eşit uzaklık ilkesinin nısfete uygun bir sınırlandırmayı gerçekleştirebileceği konusunda görüş birliği içindedir. Anlaşmadıkları nokta eşit uzaklıkta olan hattın saptanmasında esas alınması gereken kıyılardır. İngiltere, 1958 tarihli Kıta Sahanlığı Konvansiyonu'nun 1/b maddesinin hükmü uyarınca adalara da kıta sahanlığı haklarının tanınması gereğini ileri sürerek, orta hattın bir yanda Fransa kıyıları, öte yanda egemenliği altındaki adaların kıyıları esas alınarak saptanmasını, adaların Manş Denizine bakan yüzü ile ana kara ülkesi arasındaki denizin sualtı alanlarının kendi kıta sahanlığına dahil olduğunu, iddia etmiştir. Fransa ise, İngiliz egemenliği altındaki adalar çevresinde 6 deniz mili genişlikte (3 mil genişlikte karasularına ek olarak 3 mil genişlikte kıta sahanlığı alanı) bir cep bölge bırakılarak, orta hattın bir yanda Fransa Kıyısı, öte yanda İngiltere'nin ana kara ülkesi esas alınarak saptanmasını istemiş ve bu iddiasını, diğerleri yanında, şu gerekçelerle doğrulamaya çalışmıştır: Fransa ülkesi ile bu adalar ve arasındaki sular coğrafi ve jeolojik bakımdan bir bütündür. Bu adalar Fransa kıyısına çok yakın, İngiltere kıyısına ise uzaktır; bir başka deyişle “orta hattın yanlış tarafında bulunan adalardır”. Eşit uzaklık ilkesinin İngiltere'nin istediği biçimde uygulanması şu nedenlerle nısfete aykırı sonuçlara yola açar: Fransa'nın aleyhine olarak İngiltere'ye verilecek kıta sahanlığı kesiminin, adaların büyüklüğü ve kıyı uzunluğu ile orantısız olacak bir biçimde genişlemesine yol açar; Fransa'nın kıta sahanlığının ulaştırma açısından önemli olan bu bölgede ikiye bölünmesine ve bundan ötürü Manş Denizi'nin ortasına doğrudan çıkışın engellenmesine yol açar ki, askeri ve ekonomik hayati çıkarlarına aykırı olan bu tür bir çözüm devletlerin eşitliği ilkesine olduğu gibi, bir devlete

verilecek kıta sahanlığı alanı ile kıyı uzunluğu arasında makul bir oranın sağlanması ilkesine aykırı olur.²⁶²

1977 tarihli yargısında Mahkeme, İngiltere ile Fransa'nın ana kara ülkelerinin Manş Denizindeki kıyılarının hemen hemen birbirine eşit olduğunu, karşı karşıya bulunduğunu, adaların bulunmaması durumunda bu kıyılardan ölçülecek olan eşit uzaklıktaki orta hattın kıta sahanlığının bu iki devlet arasında aşağı yukarı eşit olarak paylaşılması sonucunu doğuracağını, ana kara ülkelerindeki kıyıların birbirine eşit olmaları nedeniyle bu iki devlet arasında bulunan coğrafi koşullar dengesinin adaların bu özel konumundan ötürü bozulduğunu, kıta sahanlığının sınırlandırılmasında bu adalara tam etki tanınmanın bu adaların bulunmaması durumunda Fransa'ya ait olacak kıta sahanlığının esaslı bir biçimde azalması sonucu doğuracağını saptamıştır. Ama bu durumun ilk bakışta nısfete aykırılık yaratan bir durum olduğu ve nısfete aykırılığı bir ölçüde giderecek bir sınırlandırma metodunun uygulanmasını gerekli kıldığı yargısına varmıştır. Mahkemenin bu adaların büyük, meskun, ekonomik ve siyasi bakımdan ayrı varlıklar olan adalar olduğu ve bu nedenle kendilerine özgü kıta sahanlığı hakları yarattıkları ve ihmal edilemeyecekleri yolundaki İngiliz iddiasını değerlendiriş biçimi ilginçtir. Adalar ile Fransa ve İngiltere ana kara ülkelerinin kıta sahanlığı, hukuken, kara ülkesinin sualtındaki doğal uzantısı olmasından ötürü bu devletlere aittir. Manş Denizi kıta sahanlığının fiziksel bakımdan sürekli olması, bunun coğrafi bakımdan bu denize kıyısı olan her karanın doğal uzantısı olabileceğini gösterir. Kıta sahanlığının hukuki bir kavram oluşu, Fransa'nın ana kara ülkesine veya adalara ait olacak kıta sahanlığı alanları saptanırken yalnız coğrafyanın fiziksel verilerinin değil, hukuk kurallarının da göz önünde bulundurulmasını gerekli kılar. 6. maddede özel durumlar istisnasının öngörülmesi, örf ve adet hukukunda ise nısfet ilkelerinin vurgulanması, kara ülkesinin doğal uzantısı temel ilkesinin mutlak olmadığını, belirli durumlarda değişikliğe tabi olabileceğini gösterir. Bu açıdan küçük ada, büyük ada ayrımı yapılamaz; çünkü küçük bir ada da, aynı ölçüde olmasa da, yakındaki ana kara ülkesinin doğal uzantısını kapatmak (*block*) sonucunu doğurur. Bu nedenle, olaydaki adalara ait olacak kıta sahanlığı alanlarının yalnız doğal uzantı ilkesine dayanılarak saptanması olanaksızdır. Mahkemenin görüşüne göre, doğal uzantı ilkesi, bir devlete ait adaların, bunların bulunmaması halinde bir başka devlete ait olacak kıta

²⁶² Sevin Toluner, **op.cit.**, s. 214-215.

sahanlığında yer almaları durumunda, ne mutlaktır, ne de bir kenara itilebilir. Kıta sahanlığı jeolojik bakımdan her iki devlet ülkesinin doğal uzantısı sayılabileceği durumlarda, bir bölgenin bu devletlerden hangisine ait olduğu, kıta sahanlığını hukuki bir kavram olarak oluşturan hukuk kuralları uygulanarak saptanır. Bu gibi durumlarda doğal uzantının etkisi, yalnız belirli coğrafi ve diğer koşullara değil ve fakat aynı zamanda hukuk ve nısfet düşüncelerine bağlıdır. Bu görüşten hareketle Mahkeme, Fransa kıyıları yakınındaki İngiliz egemenliği altındaki adaların Manş Denizine bakan yüzlerinde 12 mil genişlikte bir cep bölge bırakılarak, bu bölgede kıta sahanlığı sınırının iki devletin ana kara ülkelerinin kıyıları esas alınarak saptanacak eşit uzaklıktaki orta hat olmasına karar vermiştir.²⁶³

Fransa ve İngiltere arasındaki uyuşmazlıkta taraflar arasında tartışma konusu olan ikinci bölgede de (Atlantik sektöründe) sorun yaratan bu iki devlete ait adalardır. İngiltere ana kara ülkesinin Atlantik'e uzanan noktasında egemenliğine tabi Scilly Adaları (48 ada, 6'sı meskun, toplam nüfusu 2428, İngiltere kıyılarına uzaklığı 21-31 deniz mili); Fransa'nın Atlantik'e uzanan kıyılarında ise egemenliğine tabi Ushant Adaları (meskun, toplam nüfusu 2500, Fransa kıyılarına uzaklığı 10-14,1 deniz mili) vardır. Bu adaların ait oldukları devletler kıyılarına uzaklıkları arasındaki 10 deniz mili kadar olan fark, Mahkemenin yetkili kılındığı 1000 metre derinlik noktalarında (sırasıyla 180 ve 160 mil ötede), İngiltere'ye verilecek kıta sahanlığı kesiminin Fransa'ya kalacak olan kesimden 4000 mil² daha fazla olması sonucunu doğurur. Mahkeme İngiliz adalarının denize doğru Fransız adalarından bir az daha ileri bir mesafeye yayılmış bulunması vakiasının, coğrafi bir vakia olduğunu, sınırlandırmada nısfet ilkelerinin coğrafyayı yeniden biçimlendirecek biçimde uygulanamayacağını belirtmekle beraber, aynı kıta sahanlığına bitişik bu iki devlet kıyılarının uzaklıklarının ve kıta sahanlığıyla olan coğrafi ilişkisinin aşağı yukarı aynı olması gerçeği karşısında, eşit uzaklıkta olan hat saptanırken bu olguya tam etki tanınmanın sınırı saptırıp saptırmadığı ve bu iki devlet için orantısız sonuçlar yaratıp yaratmadığı hususunun tartışılmasını gerekli görmüştür. Olaydaki coğrafi konumun, uygulamada öteden beri bir özel durum olarak değerlendirilmiş olan uzunca bir buruna benzetilebileceğini ve bu nedenle 6. maddede özel durumlar istisnasının kapsamına girdiği kabul edilen bir durum olduğunu, uygulamada bu gibi durumlarda eşit uzaklık ilkesinin tamamen reddedilmesi yerine bu ilke uyarınca saptanacak hatta bazı

²⁶³ Sevin Toluner, **op.cit.**, ss. 215-217.

değişikliklerin yapılması yoluna gidildiğini belirten Mahkeme, bu sektördeki sınırlandırmada adalara yarım etki tanınması yargısına varmıştır.²⁶⁴

3.3.3.3. 1984 Maine Körfezi Davası

UAD'na taşınmış olan 12 Ekim 1984 tarihli Kanada ve ABD arasındaki dava²⁶⁵, Maine Körfezi bölgesinde deniz sınırının saptanmasına ilişkindir.

Maine Körfezi, bir uzun yanı Atlantik Okyanusuna açılan, diğer uzun yanı tamamen ABD kıyılarından oluşan, kısa kuzey yanı Kanada kıyıları ve kısa güney yanı yine ABD kıyılarından oluşan bir dikdörtgen görünümündedir. ABD ile Kanada'nın kara sınırı, kuzeyde dikdörtgenin uzun yanı ile kısa yanının kesiştiği noktada bir dik açı oluşturur. Bu noktadan sonra Kanada ülkesine dahil Nova Scotia yarımadası Körfez içine doğru güney doğrultusunda uzanır. Kanada, kara sınırıyla kıyının kesiştiği noktada iki devletin coğrafi konumunun yan yana olduğu anlayışından hareketle yan sınırın eşit uzaklık ilkesi uygulanarak saptanmasını ve bu yan sınırın bir yandan dikdörtgenin uzun yanındaki ABD kıyısı, öte yandan Nova Scotia esas alınmak suretiyle eşit uzaklıkta olan hatla Körfezin içine uzatılmasını talep etmiştir.²⁶⁶

İlk önce şunu belirtelim ki, ABD ve Kanada, her ikisi de 1958 Kıta Sahaneliği Konvansiyonun'na taraftırlar. Bu davada Divan, olayda kıyıların coğrafyasından kaynaklanan kriterlerin uygulanması gerektiğini belirttikten sonra, öteden beri nısfete uygunluğu kabul edilmiş bir kriter olan, kıyı uzantılarının iç içe geçtiği alanların eşit olarak bölünmesi ilkesini, hareket noktası olarak seçmiştir. Ancak coğrafi durumların çeşitliliği ve farklılığı nedeniyle bu kriterin belirli bir olayda nısfete uygu sonuçlara yol açabilmesi için bazen yardımcı kriterlere başvurularak yumuşatılması veya düzeltilmesi gerekli olabileceğini vurgulayan Divan, olayın özellikleri karşısında başvurulması gereken bu yardımcı kriterleri şöyle sıralamıştır: tarafların sınırlandırılması söz konusu olan alandaki kıyı uzunlukları arasındaki ihmal edilemez farka (ABD'nin 284, Kanada'nın 206 deniz mili) bir ağırlık tanınması; temel normun

²⁶⁴ Sevin Toluner, *op.cit.*, s. 220.

²⁶⁵ Bkz. Uluslararası Adalet Divanı Resmi Sitesi:

<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=346&p1=3&p2=3&case=67&p3=5>, 8 Ağustos 2014.

²⁶⁶ Gulf of Maine Case (Canada v. United States), I.C.J. Reports 1984, ss. 324-325, p. 187, 188, 189.

bir kıyının denize olan uzantısının kesilmesi (*cutting off*) sonucunu doğuracak biçimde uygulanmaması veya bu tür bir etkinin kısmen giderilmesi gereği; kıyıların ötesinde bir ada veya bir grup küçük adaların bulunması gibi bir coğrafi olguya, temel normun uygulanması tam etki tanınmasını veya hiçbir etki tanınmaması sonucunu doğuruyorsa, sınırlı da olsa bir etki tanınması.²⁶⁷

Bu esaslardan hareketle Divan, olayda kıyılar arasındaki ilişkinin yan yana olduğu noktaya kadar olan kesiminde sınırın, deniz alanlarını eşit olarak paylaşılacak geometrik bir metot (eşit uzaklık ilkesi değil) uygulanarak saptanmasına karar vermiş; bu noktadan sonra gerçek coğrafi ilişkinin kıyıların karşı karşıya olduğunu kabul etmekle beraber, sınırın karşılıklı kıyılardan çizilecek bir orta hat olması yolundaki Kanada iddiasının, olayın özellikleri ışığında nısfete aykırı sonuçlara yol açacağı gerekçesiyle aynen kabul edilemeyeceği sonucuna varmıştır. Divan'a göre, bu tür düzeltilmemiş orta hat, Körfezin batı yakası boydan boya ABD'ne ait olduğu halde orta hattın yönü üzerinde hiçbir etkisinin olmaması, Kanada'nın iki devlet arasındaki kara sınırı bu kıyının ortasından geçmişçesine hak kazanması sonucunu doğurur. İki devletin kıyı uzunlukları arasındaki önemli farklılığın olayda göz ardı edilemeyeceğini belirten Divan, çizilecek orta hatta inkar edilemez bu gerçeği, kıyılar arasındaki 1,38'e 1 oranını yansıtabilecek bir düzeltme yapılması gereğine karar vermiştir. Ancak Divan'a göre, tarafların kıyı uzunlukları, başlı başına bir sınırlandırma kriteri değil, sınırlandırma kriterleri uyarınca yapılacak bir sınırlandırmanın olayda söz konusu olan coğrafi olgular açısından makul olup olmadığı araştırılırken göz önünde tutulacak bir husustur; bir başka deyişle, deniz alanları kıyı uzunlukları oranında paylaşılacak suretiyle bir sınırlandırma yapılamaz.²⁶⁸

Divan, kıyı uzunlukları arasındaki oran göz önünde bulundurularak orta hatta bazı düzeltmeler yapılması gereğine karar verdikten sonra, ABD'nin eşit uzaklıktaki orta hattın kendi kıyılarının denize doğru uzantısını kesme (*cut off*) sonucunu doğurması nedeniyle uygun bir metot olmadığı yolundaki iddiasını, kıyı uzunlukları arasındaki oran göz önünde tutularak orta hatta yapılan düzeltmeden sonra bu iddianın değerlendirilmesini, bir başka kritere dayanılarak düzeltmenin

²⁶⁷ *Ibid*, ss. 327-328, p. 195, 196.

²⁶⁸ *Ibid*, s. 334, p. 217, 218.

tekrarlanamayacağını belirterek, gereksiz bulmuş, fakat Kanada'nın aksi iddialarına rağmen, bu faktörün önemini esasta reddetmemiştir.²⁶⁹

Maine Körfezi davasında sınırlandırmada adalar sorunu iki açıdan ele alınıp değerlendirilmiştir. Birincisi, tartışmalı alanların eşit olarak bölünmesi sonucunu doğurarak bir geometrik metodun uygulanması sırasında kıyı yakınındaki adaların esas alınıp alınamayacağı sorunudur; ikincisi, sınırlandırılması söz konusu olan alanda bulunan adalara tanınacak deniz alanlarının kapsamı sorunudur.²⁷⁰

Birinci sorunla ilgili olarak Divan, 1969 tarihli yargıya da atıf yaparak, belirli bir bölgenin eşit olarak bölünmesi sonucunu doğuracak olan bir hat saptanırken bazen karadan oldukça uzaktaki küçük adaların, meskun olmayan kaya ve cezir yüksekliklerinin esas alınmasındaki sakıncalara işaret etmek istediğini berttikten sonra şöyle devam etmiştir: “Bu coğrafi olgulardan herhangi biri bir ölçüde önemli ise daha bunlara nispet uyarınca verilebilecek sınırlı bir düzeltici etki tanınmasını önleyen bir şey yoktur; fakat bu, tür önemsiz olguların bölme hattının saptanmasında esas alınması veya bütün sınırın geometrik yapısında bir seri esas noktaya dönüştürülmesinden farklı olan bir işlemdir. Bu yolla saptanacak bir hattın, pek çok somut olayda, söz konusu bölgenin eşit olarak bölünmesi kriterini tam olarak gerçekleştiren bir hat olacağı da çok kuşkuludur; bu tür bir sonuç, bölünmesi söz konusu olan yalnız deniz altındaki toprak alanı olmayıp kelimenin tam anlamıyla geniş deniz alanları olduğunda tartışmaya daha da açık olur”. Divan’a göre, denizin canlı kaynaklarının kullanımı, bu gibi faaliyetlerde bulunanları sürekli olarak coğrafi konumlarını kontrol etme zorunda bırakmayacak kadar açık ve sürekli bir sınırın kabulünü gerektirir.²⁷¹

Bu yargıda adalarla ilgili ikinci soruna, Nova Scotia açıklarında Kanada egemenliğine tabi olan, iki buçuk mil uzunluğunda, 50 feet deniz üstünde, yıl boyunca meskun ve en önemlisi Körfezin girişinden 9 mil içerideki Seal adası ve çevresindeki ada ve adacıklara sınırlandırmada tanınacak etki nedeniyle değinilmiştir. Divan, bu adaların “büyüklükleri ve daha önemlisi coğrafi konumları nedeniyle ihmal edilemeyeceklerini” kabul etmekle birlikte, bunlara Nova Scotia kıyısını bu noktada güney-batıya doğru genişletme etkisinin tanınmasını aşırı bulmuş, bunlara

²⁶⁹ *Ibid.*, s. 335, p. 220.

²⁷⁰ Sevin Toluner, *op.cit.*, s. 239.

²⁷¹ Sevin Toluner, *loc.cit.*

bir yanda Nova Scotia, öte yanda ABD'nin Massachusetts kıyıları (dikdörtgenin güney kısa yanı) arasında çizilecek orta hattaki bir eğri (sınırın bu ada nedeniyle köşeli olması uygun görülmemiştir) biçiminde, yarım etki tanınmasına karar vermiştir. ABD ile Kanada'nın Körfezdeki kıyı uzunluklarının birbiri karşısındaki oranı 1,38'e 1 iken, orta hatta yapılan bu değişiklikte oran 1,32'ye 1 olarak gerçekleştirilmiştir.²⁷²

3.3.3.4. 1992 Fonseca Körfezi Davası

11 Eylül 1992 tarihli Fonseca Körfezi davasında²⁷³ uyuşmazlığın konusu, Honduras ve El Salvador taraflarının ve davaya müdahil Nikaragua'nın kıyılarının bulunduğu Fonseca Körfezi'nde sınırlandırmayla ilgilidir.

Söz konusu Fonseca Körfezi, Orta Amerika'nın Pasifik Okyanusu kıyılarında yer alan bir körfezdır. Bu körfez, açıkça kıyıları tek bir devlete ait olan bir körfez değildir. Dava tarafları ve müdahil devlet, bu körfezin tarihi bir körfez (historical bay) olduğu hususunda anlaşmışlar ve dolayısıyla körfez sularının tarihi sular (historical waters) olduğunu kabul etmişlerdir.²⁷⁴

Divan, 1951 İngiltere ve Norveç arasındaki “Balıkçılık Davası”nda “tarihi sular”ın ne anlama geldiğini şöyle açıklamıştır: “Tarihi sularla, iç sular gibi muamele gören, fakat bu niteliğini tarihi bir yetkinin mevcudiyetine sahip olmasaydı haiz olmayacak olan sular kastedilmektedir.”²⁷⁵

Divan, tarihi sular konusundaki bu tanımlamanın, Tunus – Libya Davası'nın belirttiği gibi, körfez tanımına 1958 ve 1982 tarihli deniz hukukuna dair konvansiyonlarla getirilen tarihi körfez istisnası ile birlikte dikkate alınmak suretiyle anlaşılması gerektiğini vurgular. Ona göre: “Tarihi körfez, tarihi yetki veya tarihi sebep gibi kavramlara yapılan atıflar, burada zikredilen kurallara çekince koyar.

²⁷² Sevin Toluner, *op.cit.*, s. 239-240.

²⁷³ Bkz. Uluslararası Adalet Divanı Resmi Sitesi:

<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?sum=390&code=sh&p1=3&p2=3&case=75&k=0e&p3=5>, 7 Eylül 2014.

²⁷⁴ Ayşe Nur Tütüncü, “El Salvador ve Honduras arasındaki Kara, Ada ve Deniz Sınırlarına ilişkin Uyuşmazlık”, *Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Özel Hukuk Bülteni*, Yıl. 12, Sayı. 1-2, 1992, s. 97.

²⁷⁵ Fisheries Case (The United Kingdom v Norway), I.C.J. Reports 1951, s. 130.

Meselenin tarihi sular veya tarihi körfezler için tek bir rejime değil, fakat her bir olay için somut ve tanınan özel bir rejim öngören genel milletlerarası hukukun kurallarıyla idare edilmeye devam edeceği aşikar gözüktür.”²⁷⁶

Dolayısıyla Divan, Fonseca Körfezi’nin özel tarihini araştırmanın lüzumlu olduğu sonucuna varmıştır.

Söz konusu körfez, 1821 yılında buraya kıyısı olan devletler İspanyol İmparatorluğu’ndan bağımsızlık kazanıncaya kadar uzun yıllar tek bir devletin egemenliği altında kalmıştır. 1821-1839 yılları arasında ise, üç kıyı devletinin Guatemala ve Kosta Rika ile birlikte kurduğu Orta Amerika Federal Cumhuriyeti’nin idaresi altında bulunmuştur. Böylelikle, şu anda körfeze kıyısı bulunan devletlerin buradaki hakları kara ülkesinde olduğu gibi İspanya’dan halefiyetle kazanılmıştır.²⁷⁷

Fonseca Körfezi’nin özel tarihinin saptanması sorunu, El Salvador ve Nikaragua arasında ortaya çıkan ve 1917 yılında Orta Amerika Adalet Divanı’nda karara bağlanan bir davada da karşılaşılan bir sorun olmuştur. 1917 tarihli kararda da Fonseca Körfezi’nin özel rejimi incelenmiştir. Dolayısıyla, Adalet Divanı, 1992 tarihli kararında söz konusu saptamayı yaparken büyük ölçüde 1917 tarihli karardaki bulgulara atıf yapmıştır.²⁷⁸

1917 tarihli davada konuya ilişkin olarak cevaplanması istenen soru şu olmuştur: Fonseca Körfezi’nin coğrafi ve tarihi özellikleri, konumu, genişliği ve yapılanması dikkate alındığında uluslararası statüsü nedir?

Bu soru, 1917 tarihli kararda oy birliğiyle “kapalı deniz niteliğini haiz tarihi körfez” olarak cevaplandırılmıştır.²⁷⁹ Taraflar, Körfez’in kapalı bir deniz olduğu hususunda anlaşmışlardır. Kapalı denizle, “açık deniz parçası olmayan ve suları milletlerarası sulara dahil olmayan deniz” kastedilmektedir.²⁸⁰ 1917 tarihli karar, Fonseca Körfezi’nin sularını, tarihi ve hayati önemi haiz sular olarak niteler. Burada özellikle, kıyı devletlerinin stratejik ve savunma gereksinimleri açısından körfezin önemi vurgulanmaktadır. Bu husus, körfez sularının uluslararası nitelikte

²⁷⁶ Gulf of Fonseca Case (El Salvador v. Honduras, Nicaragua intervening), I.C.J. Reports 1992, s. 588, p. 384.

²⁷⁷ Ayşe Nur Tütüncü, **op.cit.**, s. 98.

²⁷⁸ **Ibid.**

²⁷⁹ Gulf of Fonseca Case, **op.cit.**, s. 591, p. 390.

²⁸⁰ **Ibid.**

sayılmamasının da önemli nedenlerinden biridir. Diğer bir neden ise, bu suların genellikle tarihi bir körfez olarak kabul edilmesi olarak belirlenmiştir.

Körfez suları ilgili her üç devleti de yakından ilgilendirmektedir. Tek bir devlet ülkesinde kapalı bir deniz oluşturan tarihi bir körfezin hukuki statüsünün belirlenmesi açısından herhangi bir sorun olmamakla beraber (ki, bu statü, iç sular olarak nitelendirilir), körfez kıyıları üç devlete aitse, problem ortaya çıkmaktadır. Bu çeşit körfezler bakımından, açık denizlerden kıyı devletlerinin her birine geçişe dair pratik hakların sağlanması ihtiyacı vardır. Burada özellikle, körfeze giriş için kullanılan kanalların müşterek yararlanmaların geçişine hazır bulundurulması önem taşıyan bir husustur. Bu sular, tarihi sular olmasaydı, kara suları kıyının kıvrımlarını izleyecek ve körfez sularının kalan kısmı açık deniz parçası olacaktı. Ancak bu çözüm, Fonseca Körfezi'nin tarihi bir körfez olması ve dolayısıyla, kapalı bir deniz olması nedeniyle doğru bir çözüm olarak kabul edilmemiştir.²⁸¹

1917 tarihli kararın Körfez sularının hukuki statüsüne ilişkin özü, tarihi suların üç kıyı devletinin müşterek mülkiyetini (*co-ownership; condominio*) haiz olmasıdır. Kararın bu konudaki doğruluğu hususunda taraflar aynı görüşü paylaşmamışlardır. El Salvador, bu suların müşterek mülkiyete tabi olmasını kabul eder ve bu statüyle kabul etmekle kalmayarak, kendi iradesi olmadan bu statünün değiştirilemeyeceğini de ileri sürer. Honduras, müşterek mülkiyet fikrine karşıdır. Dolayısıyla, 1917 tarihli kararın bu kısmının doğruluğunu kabul etmez. Ayrıca, davanın tarafı olmadığı için bu kararın onu bağlamayacağını ileri sürer. Nikaragua, 1917 tarihli davaya katılmıştır. Fakat müşterek mülkiyet çözümüne sürekli olarak karşı çıkmıştır. Divan, 1917 kararını müşterek mülkiyet tabiri kullanılarak yaklaşık olarak üç asır tek bir devletin idaresi altında bulunan suların üç devletçe halefiyet yoluyla müştereken kazanılması ve bu kazanma esnasında ve hatta 1839 tarihli Merkezi Cumhuriyet'in son devirlerinde bu sularda idari sınır ayırımının yapılmaması hukuki neticesini açıklamak için kullanmaktadır.²⁸²

Divan'ın 1992 tarihli kararında, Körez'in tarihi sularının hukuki rejimine dair görüşü, 1917 tarihli Orta Amerika Adalet Divanı kararıyla da paralellik taşır. Bu

²⁸¹ Ayşe Nur Tütüncü, **op.cit.**, s. 99.

²⁸² Ayşe Nur Tütüncü, **loc.cit.**

görüş, 3 millik deniz kuşağı dışında kalan körfez sularını tarihi sular olarak kabul eder ve üç kıyı devletinin müşterek egemenliğine (condominium) tabi kılar.²⁸³

Bu sonucun gerekçeleri, 1917 kararına ilişkin olarak yukarıda gösterdiklerimiz dışında şunlar olarak belirtilmiştir:

Körfezin tarihi sular olması konusunda: her üç devletin mevcut talepleri ve diğer devletlerin protesto etmemesi; körfez sularında haiz olunacak hakların niteliği konusunda: bu suların bilinen tarihinin büyük bir kısmında tek bir devlete ait körfez suları olması, sömürge idaresi ve Federal Cumhuriyet devresinden üç bağımsız devlete ulaşan süreç içinde farklı idari birimlere bölünmemiş ve parçalanmamış olması, bu suların *uti possidetis jüris ilkesi* uyarınca bölünmesi ve sınırlandırılması hususunda bir teşebbüsün olmaması.²⁸⁴

Birçok araştırmacı Fonseca Körfezi davasının Hazar’a uygulanıp uygulanamayacağını tartışmıştır. Bunlardan Brice M. Clagett Fonseca kararının Hazar’ın deniz altı ve toprak altı kaynaklarında ortak mülkiyeti desteklemediğini belirtirken, aynı zamanda Hazar’ın daha önce iki devlet tarafından bölündüğünü de vurgulamaktadır. Fonseca Körfezi kararının sadece “serbest seyrüsefer” ile ilgili olduğunu iddia etmektedir. Kaldı ki, Hazar’da problem olan “serbest seyrüsefer” değil, denizaltı ve toprakaltı kaynaklarının nasıl bölüneceğidir. Bundan başka Hazar, Fonseca gibi okyanus ile doğrudan bağlantılı değildir.²⁸⁵

Bu konuda İranlı araştırmacı Muhammed Ali Movahed ise, Fonseca Körfezi kararının Hazar’a uygulanabileceğini belirtmektedir. Ona göre, karar Hazar’a uygulanabilir ve benzer özellikler taşımaktadır. Daha önceki SSCB-İran anlaşmalarında kesin sınırların belirlenmediğini ve 1940 Anlaşmasının her iki tarafa da eşit haklar tanıdığını belirtmektedir. Bu eşit haklardan yola çıkarak Hazar’ın “ortak kullanıldığı”nı iddia etmektedir. Bütün kıyı devletlerinin doğal kaynaklara ortak ilgilerinin bulunmasından dolayı kıyı devletlerinin ortak hukuksal haklar edinmeleri gerektiği fikrindedir. Bunun oluşturulması ise ancak “ortak kullanım” veya “condominium” ile sağlanabilecektir. Fonseca’nın Hazar’daki gibi *sui generis*

²⁸³ Gulf of Fonseca Case, **op.cit.**, s. 601, p. 404.

²⁸⁴ **Ibid.**, s. 601, p. 405.

²⁸⁵ Brice M. Clagett, **op.sit.**, s. 1-4.

(kendine özgü) olduğu ve çevre şartlarından dolayı bütünlüğünün korunması gerektiğini de söylemektedirler.²⁸⁶

3.4. Bağımsızlık Döneminde Hazar'ın Statüsüyle İlgili Kıyı Devletleri Arasında İmzalanan Anlaşmalar

Hazar'ın statüsü problemini çözmek için yukarıda zikredilen yollar mevcut olsa da, bu meselenin çözümü için en makul ve gerçekçi görünen yöntem kıyı devletlerinin kendi aralarında mutabakata vararak, Hazar'ın statüsüyle ilgili ortak bir anlaşma imzalamalarıdır. Guive Mirfendereski'nin söylediği gibi, Hazar bir deniz veya göl de olsa, su üstündeki sınırlarını belirlemek işi beş kıyı devletine kalmıştır.²⁸⁷ Bu konuda ilk adımların atıldığını da görmekteyiz. Şöyle ki, Sovyetler Birliği dağıldıktan sonra meydana çıkan Hazar'ın statüsü sorunu üzerine devam eden müzakerelerden sonra, kıyı devletleri arasında artık bazı anlaşmalar imzalanmıştır. Bu anlaşmaları şu şekilde sıralayabiliriz:

- 6 Temmuz 1998 tarihli Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Kuzey Kısımının Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma ve ona ek 13 Mayıs 2002 tarihli Protokol;
- 29 Kasım 2001 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Kazakistan Cumhuriyeti arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Bölünmesi Hakkında Anlaşma ve ona ek 27 Şubat 2003 tarihli Protokol;
- 23 Eylül 2002 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma;
- 14 Mayıs 2003 Azerbaycan Cumhuriyeti, Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırdış Bölgelerinin Ayırma Hatlarının Kesişme Noktası Hakkında Sözleşme.

Hazar'ın statüsüyle ilgili müzakerelerden sonra, 9-10 Şubat 1998 tarihinde Rusya ve Kazakistan bu konuya ilişkin bir uzlaşma metni kabul ettiler. Buna göre, taraflar Hazar'ın deniz tabanını eşit uzaklık ilkesine göre tamamen bölmüşler, su kültesini ise ortak kullanıma bırakmışlardır. Fakat kıyıdaş devletlerin Hazar üzerinde

²⁸⁶ Mohammed Ali Movahed, *op.cit.*, s. 274- 283.

²⁸⁷ Yusin Lee, *op.cit.*, s. 39.

sahip olacakları ulusal sektörler konusunda bir açıklama yapılmamıştır. Ayrıca taraflar, Hazar'ın Rusya-Kazakistan kısmının silahsızlandırılmasını ve çevre, ulaşım gibi konularda işbirliği yapmayı taahhüt etmişlerdir. Mevcut bilgilerden anlaşma ile deniz tabanı ve toprak altı madenlerin araştırılması, işletilmesi, çevre koruması ile seyrüsefer konularının tarafların saptayacağı ortak bir rejime tabi tutulmasının öngörüldüğü anlaşılmaktaydı.²⁸⁸

Bu metin Rusya ve Kazakistan Cumhurbaşkanları Boris Yeltsin ve Nursultan Nazarbayev'in onayı ile Nisan 1998'de iki ülke arasında bir anlaşma taslağı haline getirildi. 6 Temmuz 1998 tarihinde Yeltsin ve Nazarbayev tarafından Moskova'da Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Kuzey Kısmının Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma imzalandı ²⁸⁹. Anlaşma, Hazar Denizi'nin dibini taraflar arasında orta hat ilkesine göre bölmeyi karara bağlamıştır. Su kitlesinin ve su yüzeyinin ise, taraflar arasında ortak kullanıma bırakılması kararlaştırılmıştır. Yalnız balıkçılık ve çevre korumasıyla ilgili farklı normların belirleneceği öngörülmüştür (m.1) Taraflar, Hazar'ın kuzey kısmında kendi bölgelerinde deniz yatağının araştırılması, geliştirilmesi ve yönetimiyle ilgili egemen haklara sahiptirler. Orta hattın geçebileceği bölgelerde bulunan yatakları ise, taraflar birlikte araştırma ve geliştirebilecektir (m. 2)

Bu anlaşmaya ek Protokol, 13 Mayıs 2002 tarihinde imzalanmıştır. Protokol'de taraflar arasından geçecek orta hattın koordinatları belirtilmiş ve Kurmangazi (Kulalinskaya), Çentralnaya, Khvalinskoye yataklarının verimli şekilde ortak işletilebilmesi için hukuki altyapı hazırlanmıştır.

1998 Rusya - Kazakistan anlaşmasından sonra, 29 Kasım 2001 tarihinde Azerbaycan da Kazakistan'la Hazar'ın statüsüyle ilgili Moskova'da önceki anlaşmaya benzer bir anlaşma imzalamıştır. Azerbaycan tarafından Cumhurbaşkanı Haydar Aliyev, Kazakistan tarafından ise Cumhurbaşkanı Nursultan Nazarbayev tarafından imzalanan "Azerbaycan Cumhuriyeti ve Kazakistan Cumhuriyeti Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Bölünmesi Hakkında Anlaşma"²⁹⁰ Hazar Denizi'nin

²⁸⁸ Selçuk Çolakoğlu, **op.cit.**, s. 110.

²⁸⁹ Anlaşma metni için bkz. Kazakistan Cumhuriyeti Normatif Hukuk Belgelerinin Elektronik Veri Tabanı: <http://www.tengrinews.kz/zakon/docs?ngr=Z020000356>, 17 Ağustos 2014.

²⁹⁰ Anlaşma metni için bkz. Azerbaycan Cumhuriyeti Adalet Bakanlığı Normatif Hukuk Belgelerinin Merkezi Elektronik Veri Tabanı: http://www.e-qanun.gov.az/files/framework/data/1/f_1587.htm, 5 Eylül 2014.

dibinin anlaşan Taraflar arasında orta hat prensibine uyularak bölünmesi karara bağlanmıştır (m. 1). Taraflardan her birinin kendi bölgelerindeki yatakların araştırılmasında, geliştirilmesinde ve yeraltı kaynaklardan yararlanılmasında serbest oldukları belirtilmiştir. Gelecekte Taraflar arasındaki sınırda yeni yataklar bulunacağı takdirde bu yataklarla ilgili ayrıca bir anlaşma yapılacağı öngörülmüştür (m.3). Anlaşmada bu belgenin kıyıdaş devletler arasında Hazar Denizi'nde sınırların belirlenmesiyle ilgili ortak bir karar alınmasına engel teşkil etmediği ve varılacak genel bir mutabakatın bir parçası olarak görülebileceği de belirtilmiştir (m.5). Anlaşmaya ek 27 Şubat 2003 tarihli Protokol'de ise, Azerbaycan ve Kazakistan arasında deniz dibini sınırlandıracak orta hattın geçtiği koordinatlar gösterilmiştir.

23 Eylül 2002 tarihinde Moskova'da Azerbaycan Cumhurbaşkanı Haydar Aliyev ve Rusya Cumhurbaşkanı Vladimir Putin tarafından "Azerbaycan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma"²⁹¹ imzalanmıştır. Anlaşma'da Azerbaycan ve Rusya arasında Hazar Denizi'nin dibinin orta hat metodu esas alınarak ve uluslararası hukukun genel prensipleri ve Hazar'da uygulanagelen kurallardan doğan tecrübe göz önünde bulundurularak bölünmesi karara bağlanmıştır (m. 1/1) Taraflar arasındaki deniz dibini bölen hattın hangi enlem ve boylamlardan geçeceği belirlenmiştir (m. 1/3). Anlaşma'da sonradan Azerbaycan, Rusya ve Kazakistan arasında üçlü bir sözleşme de imzalanacağı da öngörülmüştür (m. 1/4). Taraflar kendi bölgelerindeki yeraltı kaynakların araştırılmasında, geliştirilmesinde ve kullanılmasında serbesttirler (m. 2/1). Taraflar arasındaki sınırda yerleşen kaynakların kullanılması ise bu devletlerin hükümetleri tarafından belirlenen kurumlar tarafından uluslararası tecrübeye uyularak gerçekleştirilecektir (m. 2/2).

Azerbaycan, Kazakistan ve Rusya arasında bu iki taraflı anlaşmalar imzalandıktan sonra, 14 Mayıs 2003 tarihinde adı geçen devletlerin cumhurbaşkanları, Almatı şehrinde bir araya gelerek Hazar Denizi'nin dibinde üç devletin sınırlarının kesişme noktasının belirlenmesiyle ilgili "Azerbaycan Cumhuriyeti, Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırdış Bölgelerinin Ayırma Hatlarının Kesişme Noktası

²⁹¹ Anlaşma metni için bkz. Azerbaycan Cumhuriyeti Adalet Bakanlığı Normatif Hukuk Belgelerinin Merkezi Elektronik Veri Tabanı: http://www.e-qanun.az/files/framework/data/2/f_2031.htm, 7 Eylül 2014.

Hakkında Sözleşme”yi²⁹² imzaladılar. Sadece iki maddeden oluşan bu kısa belgede tarafların Hazar Denizi dibinde sınır hatlarının kesişme noktası olarak 42° 33’ kuzey enlemi ve 49° 53’ doğu boylamı noktası belirlenmiştir. Bu anlaşmayla Hazar’ın kuzey kısmında sınırların belirlenmesi süreci sona ermiştir.

²⁹² Sözleşme metni için bkz. Rusya Cumhurbaşkanı Resmi Sitesi:
<http://archive.kremlin.ru/text/docs/2002/09/30520.shtml>, 14 Ekim 2014.

SONUÇ

“Hazar’ın Hukuki Statüsü Sorunu” isimli tez çalışmamızda Hazar’ın statü sorununun meydana gelme sebeplerini, sorunun hukuki çözüm yollarını ve meselenin çözülmesi için bu zaman kadar hukuk çerçevesinde atılmış olan adımları araştırmaya çalıştık.

Bu amaçla Hazar’ın coğrafi ve jeopolitik önemini araştırdık, sorunun tarihsel gelişimini gözden geçirdik, Hazar kıyısı devletlerinin konuyla ilgili ileri sürdükleri farklı görüşleri temellendirmek için geliştirmeye çalıştıkları hukuki argümanları inceledik. Sonrasında ise, doktrinde Hazar’ın statüsüyle ilgili olan teoriler, Hazar’ın sınırlandırılması için önerilen yöntemler, sorunun mümkün çözüm yolları ve Hazar’ın hukuki statüsü problemi ortaya çıktığından bu yana kıyı devletleri tarafından sorunun çözümü için yapılmış anlaşmalar incelendi.

Araştırma sonucunda vardığımız sonuçları ise şu şekilde özetleyebiliriz:

- Hazar’ın statü sorununun hukuki bir sorundan daha çok politik bir sorun olduğu bir daha anlaşılmaktadır. Sorunun politik alanda çözülmesi durumunda hukuki alanda çözülmesi için büyük bir engelin bulunmadığı görülmektedir. Hazar’ın kuzeyinde bulunan Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan’ın kendi aralarında mutabakata vardıktan sonra imzaladıkları iki taraflı ve üç taraflı anlaşmalarla meseleyi kolayca çözmüş olmaları da bunu kanıtlamaktadır.
- Yapılan bu anlaşmalar hem de Hazar’ın hukuki statü sorununun meydana çıktığı zamandan bu yana statik kalmadığını da göstermektedir. Bu anlaşmalar sorunun çözümünde ileriye atılmış olan büyük adımlar olarak değerlendirilebilir. Bundan başka konuyla ilgi kıyı devletlerinin resimleri tarafından düzenli yapılan görüşmeler de sorunun çözümüne pozitif etki göstermektedir.
- Hazar’ın hukuki statüsü meselesinde önemli noktalardan birini Hazar’ın “kapalı deniz” mi, yoksa “sınır gölü” mü olduğu tartışması teşkil etmektedir. “Deniz” olarak adlandırılmasına rağmen, Hazar’ın coğrafi olarak bir “göl” olduğu görülmektedir. Ancak Hazar ister “deniz”, isterse de “göl” olarak kabul edilsin, statüsü ve nasıl sınırlandırılacağı meselesi kıyı devletlerinin iradesine kalmaktadır.

- Sınırlandırılma yöntemleri olarak “condominium”, “milli bölgelere ayrılma” ve “deniz yatağının bölünmesi, ancak su yüzeyi ve su kitlesinin ortak kullanılması” yöntemleri teklif edilmiştir. Bunlar arasında üçüncü yöntemin şu anda Hazar’ın kuzeyinde uygulandığını görmekteyiz. Deniz yatağının bölünmesinde ise, orta hat / eşit uzaklık ilkesi esas alınmıştır. Gelecekte sorunun çözümünde bu metodun kullanılması da daha gerçekçi görünmektedir.
- Hazar’ın statü sorununun çözümü için daha önce konuyla ilgili yapılan anlaşmaların ve uygulanan pratiğin esas alınması, 1982 BM Deniz Hukuku Sözleşmesi’nin uygulanması, Uluslararası Adalet Divanı veya tahkime başvurulması yolları önerilmektedir. SSCB’nin dağılmasından önce yapılan anlaşmalar, günün şartlarına uygun olmadığı, bugün için büyük önem arz eden meseleleri düzenlemediği ve anlaşmaların imzalanmasında şimdiki kıyı devletlerinin hepsinin iradesinin gözetilmediği için sorunun çözülmesinde yetersiz kalmaktadır. 1982 tarihli BM Deniz Hukuku Sözleşmesi her ne kadar deniz hukukuyla ilgili en gelişmiş hükümleri içermekte olsa da, kıyı devletlerinden yalnız Rusya bu anlaşmaya taraftır. Çözüm için mahkeme yoluna gidilmesi içinse, tarafların hepsinin bu konuda anlaşmaları gerekmektedir. Ancak her halükarda tarafların kendi aralarında mutabakata vararak, sorunun çözümü için ortak bir anlaşma imzalamaları en uygun yol olarak görülmektedir. Böyle görülüyor ki, bunun için aralarında anlaşmazlık bulunan taraflardan her birinin kendi iddialarından taviz vermeleri gerekecektir.
- Şu anda sorunun tamamen çözülmesi için Azerbaycan ve Türkmenistan arasında sınırın belirlenmesinde meydana gelen anlaşmazlığın çözülmesi ve İran’ın diğer Hazar kıyısı devletleriyle bir uzlaşmaya varması hayati önem taşımaktadır.
- Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan arasında konuyla ilgili yapılan anlaşmalar, sorunun tamamen çözülmesi için Türkmenistan ve İran’la olan anlaşmazlıkları ortadan kaldıracak anlaşmaların imzalanmasında da örnek teşkil edebilir. Bu anlaşmalarda Rusya, Azerbaycan ve Kazakistan’ın Hazar’ın kuzey kısmında deniz yatağını orta har prensibine uygun bir şekilde böldüklerini, su yüzeyi ve su kitlesini ise ortak kullanıma tabi tuttuklarını

görmekteyiz. Bundan başka, her bir devlet için kıyıda 12 mil genişliğinde milli bölge ve 10 mil genişliğinde balıkçılık bölgesi ayrılmıştır.

Çalışmayı hazırlarken sorunu detaylı şekilde incelemeğe, farklı dillerde olan kaynaklardan yararlanmağa ve konuyla ilgili farklı görüşleri göz önünde bulundurmaya çalıştık. Hazar'ın statüsü sorununu dolaylı veya direkt ilgilendiren anlaşmaların metinlerini bizzat inceleyerek meseleyi mümkün olduğunca tarafsız değerlendirmeye gayret ettik.

Şunu da belirtelim ki, Hazar Denizi'nin hukuki statüsü sorununun çözüm süreci hala devam etmektedir. Hazar Denizi kıyısında yerleşen devletlerin başkanlarının, dışişleri bakanlarının ve dışişleri bakan yardımcılarının konunun çözümüyle ilgili düzenli toplantıları gerçekleştirilmektedir. Son olarak 2014 yılının Eylül ayında Rusya'nın Astrahan kentinde yapılan zirve toplantısından sonra yapılan açıklamada toplantının şimdiye kadar yapılanlar arasında en verimli olduğu ve bir sonraki 2016 yılında Kazakistan'da yapılacak olan zirve toplantısının sorunu tamamen çözüme kavuşturabileceği belirtildi. Eğer bu gerçekleşirse, problemin çözümü sonrası konuya ilgili yapılacak bir araştırmanın meseleyi daha geniş bir çerçevede ele alabileceği ve konuyu daha objektif bir şekilde değerlendirebileceği açıktır.

KAYNAKÇA

Kitaplar

ACABEY, Münevver Aktaş, **Sınırşan Sular: Hukuki Rejim, Dicle-Fırat ve Türkiye'nin Diğer Sınırşan Suları**, İstanbul: Beta Yayınları, 2006.

ARAS, Osman Nuri, **Azerbaycan'ın Hazar Ekonomisi ve Stratejisi**, İstanbul: Der, 2001.

ASLAN, Yasin, **Hazar Petrolleri, Kafkas Kördüğümü ve Türkiye**, Ankara, 1997.

Azerbaycan Sovyet Ansiklopedisi, Cilt. 10, Bakü: Azerbaycan SSC Devlet Neşriyatı, 1987.

BAYKAL, Ferit Hakan, **Deniz Hukuku Çalışmaları**, İstanbul: Alfa Yayınları, 1998.

BOZKURT, Enver, **Türkiye'nin Uluslararası Hukuk Mevzuatı**, 5. Bası, Ankara: Asil Yayın Dağıtım, 2011.

Büyük Larousse Sözlük ve Ansiklopedisi, Cilt. 4, İstanbul: Gelişim Yayınları, 1986.

EMİNOV, Zakir, **Azerbaycan'ın Fiziki ve İktisadi Coğrafyası**, Bakü, 2000.

GAFFAROV, Tahir, **Azerbaycan Cumhuriyeti 1991-2001**, Bakü, 2001.

GUSTAFSON, Thane/RETEYUM, Aleksey/RUSECKAS, Laurent, **The Caspian Sea: Whose Waters? Whose Oil?**, MA: Cambridge Energy Research Associates, July 1995.

GÜNDÜZ, Aslan, **Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Teşkilatlar Hakkında Temel Metinler**, İstanbul: Beta Yayınevi, 1994.

HÜSEYNOV, Letif, **Uluslararası Hukuk**, Bakü: Hukuk Edebiyatı Neşriyatı, 2002.

KOBORİ, Ivao / GLANTZ, Michael H., **Central Eurasian Water Crisis: Caspian, Aral and Dead Seas**, Tokyo: UNUP, 1998.

KOÇAOĞLU, Mehmet, **Petrol ve Strateji**, Ankara: Türkeli Yayınları, 1996.

KOVALYOV, Aleksandr, **Modern Uluslararası Deniz Hukuku ve Onun Uygulanması Pratiği**, Bakü: Qanun, 2006.

MAKOVSKIY, Aleksandr A. / RADÇENKO, Boris M., **Kaspiyskaya Krasnoznamennaya**, Moskova, 1982.

MARTENS, Georg Friedrich de, **Nouveau recueil de traités**, Vol. 4, Leipzig: Librairie Dieterich, 1911.

METİN, Meftun, **Politik ve Bölgesel Güç Hazar**, İstanbul: IQ Kültür-Sanat Yayıncılık, 2004.

MİRFENDERESKİ, Guive, **A Diplomatic History of the Caspian Sea: Treaties, Diaries and Other Stories**, New York: Palgrave, 2001.

ÖZMAN, Aydoğan, **Deniz Hukuku I: Kaynaklar-Kişiler-Nesneler-Ulusal Deniz Alanları**, Ankara: Turhan Kitabevi, 2006.

PAMİR, Necdet, **Bakü - Ceyhan Boru Hattı: Orta Asya ve Kafkasya’da Bitmeyen Oyun**, Ankara: ASAM, 1999.

PARRY, Clive, **The Consolidated Treaty Series (1648-1919)**, Vol. 33, New York: Oceana Publications, 1969.

PAZARCI, Hüseyin, **Uluslararası Hukuk Dersleri**, II. Kitap, Ankara: Turhan Kitabevi, 2004.

SUR, Melda, **Uluslararası Hukukun Esasları**, 4. Bası, İstanbul: Beta Yayınları, 2010.

TOLUNER, Sevin, **Milletlerarası Hukuk Dersleri: Devletin Yetkisi**, İstanbul: Beta Yayınları, 1996.

Makaleler

ABDULLAYEV, Cavid, “Uluslararası Hukuk Çerçevesinde Hazarın Statüsü ve Doğal Kaynaklarının İşletilmesi Sorunu”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt. 48, Sayı. 1-4, 1999, 255-290.

ABILOV, Şamhal, “Hazar’ın Hukuki Statüsü”, **Hazar Raporu**, Yaz 2013, ss. 46-67.

ABI-SAAB, Georges, “De l’évolution de la cour internationale: Réflexions sur quelques tendances récentes”, **Revue générale de droit international public**, Vol. 96, 1992, ss. 284-293.

AKTÜKÜN, İlker, “Uluslararası Sistemde Hegemonya Mücadelisinin Bir Yansıması: Boru Hatları”, **İktisat Dergisi**, Ocak 1998, ss. 72-76.

ALTUNIŞIK, Meliha Benli, “Uluslararası Sistemdeki Değişmelerin Işığında Petrol, Ortadoğu ve Türkiye”, **İktisat Dergisi**, Ocak 1998, ss. 54-57.

ARDABILI, Hossein Kaazempour, “The Caspian Sea: Resources, Legal Status, Future”, **The Economy & Energy (Quarterly)**, Vol. 1, No. 2-3, Spring 1997.

BAHGAT, Gawdat, “The Caspian Sea: Potentials and Prospects”, **Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions**, Vol. 17, No. 1, January 2004, ss. 115-126.

BAHGAT, Gawdat, “Prospects for Energy Cooperation in the Caspian Sea”, **Communist and Post-Communist Studies**, Vol. 40, No. 2, June 2007, ss. 157-168.

BAYKAL, Ferit Hakan, “Bölgedeki Siyasi Gelişmelerin Işığı Altında Hazar Denizi’nin Hukuki Rejiminin Değerlendirilmesi”, **Basım Dünyası**, Ekim-Aralık 1995, ss. 55-56.

CAFLISCH, Lucius, “L’avenir de l’arbitrage interétatique”, **Annuaire français de droit international**, Vol. 25, Paris, 1979, ss. 9-45.

CHUFRIN, Gennady, “Russia’s Caspian Energy Policy and its Impact on the US – Russian Relationship”, **The Energy Dimension in Russian Global Strategy**, The James A. Baker III Institute for Public Policy of Rice University, October 2004.

CLAGETT, Brice M., “Ownership of Seabed and Suboiled Resources in the Caspian Sea under the International Law” **Caspian Crossroads Magazine**, Vol. 1, No. 3, Summer 1995, ss. 1-12.

CROISSANT, Cynthia M./CROISSANT, Michael P., “Hazar Denizi Statüsü Sorunu: İçeriği ve Yansımalar”, **Avrasya Etüdleri**, Cilt. 3, Sayı. 4, Kış 1996-1997, ss. 23-40.

ÇOLAKOĞLU, Selçuk, “Uluslararası Hukukta Hazar'ın Statüsü Sorunu”, **Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi**, Cilt. 53, Sayı. 1-4, Ocak-Aralık 1998, ss. 107-122.

DION, Richard R., “Cutting up the Caspian”, **The World Today**, March 1998, ss. 80-82.

DJALILI, Mohammad-Reza, “Mer Caspienne: perspectives iraniennes”, **Cahiers études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien**, No. 23, 1997, ss. 127-141.

GEORGY, Bovt, “Russia, Iran That Rules on Caspian Sea are Affair of Littoral States, None of Which should Take Unilateral Steps”, **Current Digest of the Post-Soviet Press**, Vol. 47, No. 44, November 1995.

GÖKAY, Bülent, “Caspian Uncertainties: Regional Rivalries and Pipelines”, **Perceptions**, March-May 1998, ss. 49-66.

GÖKÇE, Mustafa, “Sovyet Sonrası Dönemde Hazar Çevresinde Yaşanan Rekabet”, **Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi**, Cilt.1-3, 2008, ss. 177-209.

GRANMAYEH, Ali, “Legal History of the Caspian Sea”, in Shirin Akiner (ed.) **The Caspian: Politics, Energy and Security**, London: Routledge Curzon, 2004, ss. 14-30.

HAGHAYEGHI, Mehrdad, “The Coming of Conflict to the Caspian Sea”, **Problems of Post-Communism**, Vol. 50, No. 3, May-June 2003, ss. 32-41.

HÜSEYNOV, Fuad, “Bağımsız Devletler Topluluğu'nun Oluşumunun Hukuki Boyutları”, **Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt. 52, Sayı. 4, 2003, ss. 387-401.

İŞCAN, İsmail Hakkı, “Uluslararası Enerji Güvenliği Açısından Hazar Bölgesi Enerji Ekonomisi ve Hazar Denizi'ni Paylaşım Sorunu”, **Sosyoekonomi**, Özel sayı, 2010, ss. 63-92.

JOYNER, Christopher C./ WALTERS, Kelly Z., “The Caspian Conundrum: Reflections on the Interplay Between Law, the Environment and Geopolitics”, **The International Journal of Marine and Coastal Law**, Vol. 21, No. 2, 2006, ss. 173-216.

KAPYSHEV, Ardak, “Legal Status of Caspian Sea: History and Present”, **European Journal of Business and Economics**, Vol.6, Prague: Central Bohemia University, 2012, ss. 25-28.

KEPBANOV, Yolbars, “The New Legal Status of the Caspian Sea is the Basis of Regional Cooperation and Stability”, **Perceptions**, Vol. 2, No. 4, December-February, 1997-98, ss. 8-16.

KOCHUMOV, Yagmur, “Issue of International Law and Politics in the Caspian Region in the Context of the Turkmenistan-Azerbaijan Discussion and Fuel Transport”, **Caspian Crossroads Magazine**, Vol. 4, No. 2, Winter 1999.

LEE, Yusin, “Toward a New International Regime for the Caspian Sea”, **Problems of Post-Communism**, Vol. 52, No. 3, May-June 2005, ss. 37-48.

MAMEDOV, Rustam, “International Legal Status of the Caspian Sea in its Historical Development”, **Turkish Yearbook**, Vol. 30, 2000, ss. 107-137.

MEHDIYOUN, Kamyar, “Ownership of Oil and Gas Resources in the Caspian Sea”, **The American Journal of International Law**, Vol. 94, No. 1, January 2000, ss. 179-189.

MIRFENDERESKI, Guive, “Evolution of Iranian Sovereignty in the Caspian Sea”, in Hooshang Amiraahmadi (ed.) **The Caspian Region at a Crossroad**, London: Macmillan Press, 2000, ss. 227-262.

MOHSENIN, Mehrdad M., “The Evolving Security Role of Iran in the Caspian Region”, in Gennady Chufrin (ed.) **The Security of the Caspian Sea Region**, New York: Oxford University Press, 2001, ss. 166-177.

MOVAHED, Mohammed Ali, “Iran’s View on the Legal Regime of the Caspian Sea”, in Hooshang Amirahmadi (ed.) **The Caspian Region at a Crossroad**, London: Macmillan Press, 2000, ss. 273-286.

NUGMAN, Gülnar, “Hazar Denizi’nin Hukuki Statüsü”, **Avrasya Etütleri**, Sayı. 13, 1998, ss. 80-91.

O’LEAR, Shannon, “Resources and Conflict in the Caspian Sea”, **The Geopolitics of Resource Wars**, Vol. 9, No. 1, March 2004, ss. 161-186.

OĞAN, Sinan, “Hazar’da Tehlikeli Oyunlar: Statü Sorunu, Paylaşılamayan Kaynaklar ve Silahlanma Yarışı”, **Avrasya Dosyası**, Ankara, Cilt. 7, Sayı. 2, Yaz 2001, ss.143-183.

POYRAZ, Yasin, “Hazar’ın Hukuki Rejimine İlişkin Sorunlar ve Kıyıdaş Devletlerin Çözüm Çabaları”, **Uluslararası Hukuk ve Politika**, Cilt. 7, Sayı. 28, 2011, ss. 27-55.

ROMANO, Cesare P. R., “Hazar: Hukuki Bir Bulanıklık, Uyuşmazlıkların Kaynağı”, Çev. Yasin Poyraz, **Erzincan Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt. 14, Sayı. 3-4, 2010, ss. 271-289.

SALAMOVA, Apisat, “Kavkaz i Kırım v Russko-Tureçskix Otnoşeniyah ot Reştskoqo Doqovora do Gyandjinskogo Traktata (1732-1735)”, **Vostoçnyy Arhiv**, No. 16, 2007, ss. 11-15.

SANAEI, Faraz, “The Caspian Sea Legal Regime, Pipeline Diplomacy, and the Prospects for Iran’s Isolation from the Oil and Gas Frenzy: Reconciling Tehran’s Legal Options with its Geopolitical Realities”, **Vanderbilt Journal of Transnational Law**, Vol. 34, No. 3, May 2001, ss. 681-846.

SARIAHMETOĞLU, Nesrin, “Kafkasya Ötesindeki Siyasi Gelişmeler ve Hazar Petrolleri”, içinde Alaeddin Yalçinkaya (der.) **Türk Cumhuriyetleri ve Petrol Boru Hatları**, İstanbul: Bağlam, 1998, ss. 23-38.

SCHOFIELD, Clive/PRATT, Martin, “Claims to the Caspian Sea”, **Jane’s Intelligence Review**, February 1996, ss. 75-79.

SHOUMIKHIN, Andrei, “Economics and Politics of Developing Caspian Oil Resources”, **Perspectives on Central Asia**, Vol. 1, No. 8, November 1996, ss. 1-4.

ŞİR, Aslan Yavuz, “Hazar’ın Statüsü, Jeopolitiği ve Bölgesel Güvenliğe Etkileri”, **Global Strateji Dergisi**, Sayı. 12, Kış 2008, ss. 110-130.

TERZİOĞLU, Süleyman Sırrı, “Hazar’ın Statüsü Hakkında Kıyıdaş Devletlerin Hukuksal Görüşleri”, **Orta Asya ve Kafkasya Araştırmaları**, Cilt. 3, Sayı. 5, 2008, ss. 26-47.

TÜTÜNCÜ, Ayşe Nur, “El Salvador ve Honduras arasındaki Kara, Ada ve Deniz Sınırlarına ilişkin Uyuşmazlık”, **Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Özel Hukuk Bülteni**, Yıl. 12, Sayı. 1-2, 1992, ss. 93-101.

ÜNAL, Ömer Faruk, “Azerbaycan-Rusya İlişkilerinde Hazar Sorunu”, **Journal of Qafqaz University**, Cilt.2, Sayı. 1, 1999, ss. 19-32.

ÜNAL, Ömer Faruk, “Azerbaycan ve Türkmenistan Arasında “Kepez” Problemi”, **Journal of Qafqaz University**, Cilt. 1, Sayı. 2, 1998, ss. 43-53.

VINOGRADOV, Sergei/ WOUTERS, Patricia, “The Caspian Sea: Current Legal Problems”, **Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht**, Vol. 55, 1995, ss. 604-623.

WITT, Raczka, “A Sea or Alike? The Caspian’s Long Odyssey”, **Central Asian Survey**, 2000, ss. 189-221.

Tezler

KAKABAYEV, Muhammet, **Hazar’da Belirlenemeyen Sınırlar** (Danışman: Yrd.Doç.Dr. Serpil Çakır), İstanbul Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, İstanbul, 2004.

MEDETLİ, Ayaz, **Hazar’ın Statüsü** (Danışman: Yrd.Doç.Dr. İlker Aktükün), İstanbul Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, 2006.

Gazeteler

AKGÜN, Mensur, “Hazar’ın Statüsü”, **Yeni Yüzyıl**, 9 Temmuz 1998.

AKSAY, Hakan, “Hazar Kıyılarında Anlaşmak Kolay Değil”, **Cumhuriyet**, 13 Nisan 1998.

ALİYEV, Natig, “Azerbaycan Cumhuriyeti Devlet Petrol Şirketi’nin Bildirisi”, **Azerhabər**, 17-23 Eylül 1997.

BAŞLAMIŞ, Cenk, “Çernişev’den Bakü’ye Hırsızlık Suçlaması”, **Milliyet**, 5 Ekim 1994.

Resmi Yayınlar

Sbornik deystvuyushih dogovorov, soglaşeniy i konvençiy, zaklyuçennih SSSR s inostrannimi gosudarstvami, Cilt. 10, Moskova, 1955.

International Court of Justice Reports, 1951,

International Court of Justice Reports, 1969.

International Court of Justice Reports, 1984.

International Court of Justice Reports, 1992.

Türkmenistan'ın Meclisi'nin Maglumatları, Cilt. 2, Sayı. 9-10, 1993.

Türkmenistanın Prezidentinin Aktlarının ve Türkmenistanın Hökümetinin Kararlarının Yığındısı, Sayı. 8, 1997.

Sobranie zakonov i rasporyajeniy raboçe – krestyanskogo pravitelstva SSSR, Cilt. 2, Sayı. 17, Moskova, 1932.

Resmi Belgeler

1 Ekim 1927 tarihli İran Şahlığı ve Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği arasında Hazar Denizi'nin Güney Kıyıları Üzerinde Balık Avlama Alanlarının İşletilmesine ilişkin Anlaşma.

10 Aralık 1982 tarihli Birleşmiş Milletler Deniz Hukuku Sözleşmesi.

12 Ekim 1813 tarihli Rusya Çarlığı ve İran Şahlığı Arasında Gülistan Anlaşması.

12 Kasım 1995 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti Anayasası.

13 Şubat 1729 tarihli Rusya Çarlığı ve İran Şahlığı Arasında Reşt Anlaşması.

14 Mayıs 2003 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti, Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu Arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırdış Bölgelerinin Ayırma Hatlarının Kesişme Noktası Hakkında Sözleşme.

17 Ağustos 1964 tarihli Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği ve İran Şahlığı Arasında Hava İletişimi Anlaşması.

17 Mart 1992 tarihli Sınıraşan Suyolları ve Uluslararası Göllerin Korunması ve Kullanılmasına İlişkin Sözleşme.

18 Kasım 2010 tarihli Hazar Denizi'nde Güvenlik Alanında İşbirliği Hakkında Sözleşme.

20 Mart 1992 tarihli Bağımsız Devletler Topluluğu Üyesi Devletlerin Devlet Sınırlarının ve Deniz Ekonomik Bölgelerinin Korunması Hakkında Anlaşma.

21 Aralık 1991 tarihli Almatı Deklarasyonu.

21 Mayıs 1997 tarihli Uluslararası Suyollarının Ulaşım Dışında Kullanılması Hukukuna İlişkin Sözleşme.

22 Şubat 1828 tarihli Rusya Çarlığı ve İran Şahlığı Arasında Türkmençay Anlaşması.

23 Ağustos 1978 tarihli Devletlerin Anlaşmalara Ardıl Olması Sözleşmesi.

23 Eylül 2002 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma.

25 Mart 1940 tarihli Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği ve İran Şahlığı Arasında Tahran Anlaşması.

26 Şubat 1921 tarihli Rusya Sovyet Federatif Sosyalist Cumhuriyeti ve İran Şahlığı Arasında Moskova Dostluk Anlaşması.

27 Ağustos 1935 tarihli Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği ve İran Şahlığı Arasında Ticaret ve Seyrüsefer Temel Anlaşması.

29 Kasım 2001 tarihli Azerbaycan Cumhuriyeti ve Kazakistan Cumhuriyeti arasında Hazar Denizi'nin Dibinin Bölünmesi Hakkında Anlaşma.

4 Kasım 2003 tarihli Hazar Denizi'nin Deniz Çevresinin Korunması Hakkında Çerçeve Sözleşme.

6 Temmuz 1998 tarihli Kazakistan Cumhuriyeti ve Rusya Federasyonu arasında Hazar Denizi'nin Kuzey Kısmının Sınırlandırılması Hakkında Anlaşma.

Elektronik Kaynaklar

“Katin” Araştırmacıları Kütüphanesi: <http://www.katyn-books.ru>, 9 Haziran 2014.

Amerika Birleşik Devletleri Enerji Bilgi Merkezi Resmi Sitesi: <http://www.eia.gov>, 23 Mayıs 2014.

Azerbaycan Cumhuriyeti Adalet Bakanlığı Normatif Hukuk Belgelerinin Merkezi Elektronik Veri Tabanı: <http://www.e-qanun.gov.az>, 5 Eylül 2014.

Azerbaycan Cumhuriyeti Ekoloji ve Doğal Kaynaklar Bakanlığı Resmi Sitesi: <http://www.eco.gov.az>, 18 Mart 2014.

Azerbaycan Portalı: <http://www.azerbaijan.az>, 23 Eylül 2014

Birleşmiş Milletler Anlaşmaları Toplusu: <https://www.treaties.un.org>, 13 Mayıs 2014.

Birleşmiş Milletler Avrupa Ekonomik Komisyonu Resmi Sitesi: <http://www.unece.org>, 3 Eylül 2014.

Birleşmiş Milletler Hukuk İşleri Ofisi Resmi Sitesi: <http://www.legal.un.org>, 28 Eylül 2014

Birleşmiş Milletler Resmi Sitesi: <http://www.un.org>, 16 Nisan 2014.

Bugün Haber Sitesi: <http://www.bugun.com.tr>, 15 Ekim 2014.

Congress Kütüphanesi: <http://lcweb2.loc.gov>, 20 Eylül 2014.

Iran Turkish Radio IRIB World Service: <http://www.turkish.irib.ir>, 17 Temmuz 2014.

Kazakistan Cumhuriyeti Normatif Hukuk Belgelerinin Elektronik Veri Tabanı: <http://www.tengrinews.kz>, 17 Ağustos 2014.

Kazakistan Cumhuriyeti Resmi Belgelerin Merkezi Veri Tabanı: <http://www.cbd.minjust.gov.kg>, 13 Ekim 2014

News Aze Haber Sitesi: <http://www.newsaze.com>, 15 Ekim 2014.

Rusya Cumhurbaşkanı Resmi Sitesi: <http://archive.kremlin.ru>, 14 Ekim 2014.

Rusya Federasyonu Dışişleri Bakanlığı Resmi Sitesi: <http://www.mid.ru>, 23 Mayıs 2014.

Rusya'nın Sesi Radyosu: <http://www.turkish.ruvr.ru>, 20 Temmuz 2014.

Singapur Milli Üniversitesi Uluslararası Hukuk Merkezi: <http://www.cil.nus.edu.sg>, 16 Eylül 2014.

Uluslararası Adalet Divanı Resmi Sitesi: <http://www.icj-cij.org>, 13 Eylül 2014.

Uluslararası İlişkiler Bilim ve Eğitim Formu: <http://www.obraforum.ru>, 7 Temmuz 2014.

ÖZGEÇMİŞ

İlgar Babayev, 19 Mart 1989 tarihinde Azerbaycan'ın başkenti Bakü'de doğdu. İlk okulu Bakü şehrinde 158 numaralı okulda, orta okul ve liseyi ise Türkiye Diyanet Vakfı Bakü Türk Lisesi'nde okudu. 2006-2010 yılları arasında Azerbaycan Cumhuriyeti Cumhurbaşkanı yanında Devlet Yöneticilik Akademisi'nin Siyasi Yöneticilik Fakültesi'nde Hukuk alanında lisans eğitimi aldı. 2010-2011 yılları arasında ise Azerbaycan'da askeri hizmetini yaptı. 2012 yılında T.C. Başbakanlık Yurt Dışı Türkler ve Akraba Topluluklar Başkanlığı'nın Türkiye Bursları programı çerçevesinde Galatasaray Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Tezli Yüksek Lisans programında eğitim almaya başlamıştır.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi
Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı : İlgar Babayev
Tez Başlığı : Hazar'ın Hukuki Statüsü Sorunu
Savunma Tarihi : 25.05.2015
Danışmanı : Prof. Dr. Akif Emre Öktem

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Prof. Dr. Akif Emre ÖKTEM

Yrd. Doç. Dr. Mehmet KARLI

Yrd. Doç. Dr. Ceren Zeynep PİRİM

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK